

LES ASPECTS MONÉTAIRES ET FINANCIERS de la crise économique allemande (1929-1933)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
présentée et soutenue le Mardi 10 Juillet 1934

PAR

Otto A. SCHEYER

MEMBRES DU JURY :

Président . . . M. Lucien BROCARD, Professeur
Assesseurs . . . MM. F. DE MENTHON, Professeur
J. MARCHAL, Chargé de cours

TOUL
IMPRIMERIE TOULOISE
14, RUE MICHAËL

— 1934

UNIVERSITÉ DE NANCY — FACULTÉ DE DROIT

LES ASPECTS MONÉTAIRES ET FINANCIERS de la crise économique allemande (1929-1933)

THÈSE

POUR LE DOCTORAT D'UNIVERSITÉ
présentée et soutenue le Mardi 10 Juillet 1934

PAR

Otto A. SCHEYER

MEMBRES DU JURY :

Président ... M. Lucien BROCARD, Professeur
Assesseurs... MM. F. DE MENTHON, Professeur
J. MARCHAL, Chargé de cours

TOUL
IMPRIMERIE TOULOISE
14, RUE MICHAËL

1934

Faculté de Droit de Nancy

Doyen: M. SENN (*, ̶, ̶ I).

Doyens honoraires: MM. F. GÉNY (O. *, ̶ I), MICHON (*, ̶ I).

Professeurs honoraires:

MM. MAY (*, ̶ I).

CARRÉ DE MALBERG (*, ̶ I).

ROLLAND (̶ I).

MOREL (̶ I).

GÉNY (F.) (O *, ̶ I).

Maître de conférences honoraire: M. MÉLIN (̶ I), docteur en droit.

MM. GÉNY (O *, ̶ I), professeur de Droit civil.

MICHON (*, ̶ I), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, ̶ I), professeur d'Economie politique.

SENN (*, ̶, ̶ I), professeur de Droit romain.

RENARD (̶ I), professeur de Droit public.

HENRY (̶ I), professeur de Droit criminel.

KRÖELL (̶ I), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (̶ I), professeur de Droit international public.

LESCOT (̶ I), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (̶ I), professeur de Droit civil.

VOIRIN (̶, ̶ A), professeur de Droit civil.

TROTABAS (̶, ̶ A), professeur de Droit administratif et de
Législation financière.

PARISOT (̶ A), professeur de Droit civil.

DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, docteur en droit, chargé de cours d'Economie politique.

BURDEAU, docteur en droit, chargé de cours de Droit public.

GÉNY (B.), docteur en droit, chargé d'enseignement.

BERTRAND (̶ I), secrétaire.

La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions particulières du candidat.



A MES CHERS PARENTS,

**En témoignage de ma profonde gratitude
et de ma respectueuse affection.**

Introduction

La crise allemande est étroitement liée à la crise universelle, qu'elle complique et dont, par l'effet de la solidarité financière internationale, elle subit la répercussion ⁽¹⁾.

Après la guerre mondiale, presque tous les pays belligérants ont passé par une période d'inflation plus ou moins grave qui a détruit des capitaux considérables. En Allemagne et en Autriche, l'inflation a fait table rase et détruit les dernières réserves. Elle a été suivie dans ces deux pays d'une période de prospérité d'assez courte durée et due à l'afflux des crédits étrangers. Déjà, en 1927, les premiers symptômes d'une crise prochaine se font sentir en Allemagne, mais ce n'est qu'en 1929 qu'elle éclate, précipitée par la crise mondiale.

Cette crise qui participe aux caractères des crises périodiques a été grandement aggravée par le progrès technique, par l'industrialisation des pays neufs, par la marche générale et précipitée à l'accroissement.

Dès 1929, les débouchés se resserrent; à partir de 1930, la production diminue et son ralentissement s'accroît en 1931 et 1932, comme en témoignent les statistiques.

Production en Septembre 1932 (Base 100 en 1928).

<i>France, Statistique générale.</i>	<i>74</i>
<i>Royaume-Uni, Inst. de Conj.</i>	<i>78</i>
<i>Allemagne, Inst. de Conj.</i>	<i>56</i>
<i>Etats-Unis, Féd. Rés. B.</i>	<i>60</i>

(1) BROCARD, Principes d'économie nationale et internationale. — MARCHAL, Les grands marchés financiers.

L'importance des échanges commerciaux diminue en proportion.

		1929	1932 (nov.)
		—	—
<i>France</i>	Imp.	4.857	2.588
mille frs.	Exp.	4.173	1.729
<i>Royaume-Uni</i>	Imp.	92,6	57,5
mille liv. sterl.	Exp.	60,8	31,1
<i>Allemagne</i>	Imp.	1120	393
mille mks or	Exp.	1123	475
<i>Etats-Unis</i>	Imp.	367	104
mille \$	Exp.	437	139
<i>Italie</i>	Imp.	1805	585
mille lire	Exp.	1270	587

Le chômage, dans presque tous les pays du monde, prend des proportions jusque-là inconnues. Le nombre des chômeurs atteint :

Amérique, U. S. A.	12.500.000
Allemagne	6.013.612
Grande-Bretagne	2.422.808
Italie.	1.225.470
France	316.259

En tout, il y a 25 millions de travailleurs, sans compter leurs familles ainsi que les sans ressources qu'on ne peut laisser sans secours.

Les dépenses pour le chômage augmentent chaque année et les budgets prévoient des sommes toujours plus élevées.

La crise économique mondiale, déjà d'une extrême gravité, se complique d'une crise financière et monétaire qui atteint peu à peu presque tous les pays du monde.

Cette crise prend naissance en Autriche avec la chute de la « Kréditanstalt » le 11 mai 1931. La chute de cet institut bancaire de premier ordre attire l'attention des financiers du monde entier et comme l'Europe est un débiteur important de l'Amérique, cette dernière en difficulté elle-même retire ses fonds de l'Europe, et déclenche de ce fait une crise générale des crédits.

La confiance qui, jusqu'à ce moment n'avait subi aucune atteinte, commence à faiblir. La thésaurisation se développe et complique la tâche des banques particulièrement des banques d'émission.

En Allemagne, peu de temps après, la « Danat-Bank » se voit obligée de fermer ses guichets et le 14 juillet, le Gouvernement proclama les vacances bancaires pour éviter un krach général.

Le moratoire de Hoover, suspendant les paiements intergouvernementaux, qui avait été proclamé le 20 juin, n'obtint pas les résultats attendus.

L'Angleterre, créancière de l'Allemagne, fut gravement atteinte par la cessation des paiements. En Allemagne, ses 100.000.000 £ se trouvèrent brusquement gelés, au moment même où l'Angleterre devait faire face au paiement d'une somme de 200 millions £ dans le temps relativement court de deux mois. Ces 200 millions £ représentaient pour elle une somme relativement insignifiante, mais il lui était impossible de le réaliser, faute de pouvoir utiliser ses avoirs à l'étranger. Un emprunt de 50 millions à la Banque de France et de 80 millions aux Banques Fédérales de Réserve n'étaient pas suffisants pour remédier à la situation critique où se trouvait la livre sterling. Le 20 septembre 1931, l'Angleterre, gênée d'ailleurs par bien d'autres difficultés, suspend les paiements en or. La livre qui s'identifiait jusque-là avec l'étalon-or, s'en détache aussi. Le marché mondial qui l'utilisait comme base de ses opérations, se vit par le fait même en face de graves difficultés.

L'Empire britannique, à l'exception de l'Afrique du Sud, suivit le mouvement de la livre. Les pays du Nord dont l'ex-

portation se dirigeait principalement vers l'Angleterre, quittèrent le standard-or. En peu de temps, 13 pays européens et 21 pays d'outre-mer suspendirent les paiements en or.

Les systèmes monétaires des pays créanciers comme les Etats-Unis, la Suisse, la Hollande et la France, résistèrent d'abord non sans en souffrir beaucoup, à la perturbation. En particulier les Etats-Unis, du fait qu'ils étaient créanciers de toute l'Europe.

L'actif des banques américaines en grande partie investi en Europe devenait inerte. Le public américain, renseigné sur ces exportations de capitaux, devint inquiet. A la fin de 1931, et au début de 1932, un grand nombre de banques dut fermer ses guichets par manque de capitaux; c'est alors que les Fédérales Réserve Banks intervinrent. On crée une corporation nationale du crédit et une corporation financière de reconstruction, destinées à aider les banques et à soutenir l'économie. Mais on ne réussit pas à enrayer la panique. La thésaurisation ne cesse d'augmenter. Après une courte période de calme apparent, la crise reprit en février 1933 : l'Union Guardian Trust, Corporation de Détroit, ferme ses guichets. On proclame un moratoire et le 28 février on prend des mesures générales. Les banques sont autorisées à suspendre leurs remboursements.

La thésaurisation monte, du 3 au 16 février, jusqu'à 1 milliard 135 millions de dollars.

Le 16 février, le dollar est sur le gold point de sortie. Le pourcentage de couverture tombe de 65.3 % avant le 9 février à 45,6 % au 4 mars et lorsque ce jour on proclame le moratoire général, toute la vie économique s'arrête.

La situation à l'intérieur est devenue intolérable. Si l'on voulait exiger le service intégral des dettes, il faudrait vouer à la faillite les trois quarts de la population. Le gouvernement ROOSEVELT décide de dévaloriser le dollar et s'engage dans la voie de l'inflation. Le 19 avril 1933, le dollar est détaché de l'étalon-or.

La Suisse et la Hollande subissaient des pertes considérables, parce que de grosses réserves avaient été constituées

en dollars. Malgré des prévisions très pessimistes, les deux devises restaient stables.

Quel fut le sort du franc français dans ce marasme financier ?

Comme de capitaux nombreux et considérables avaient été mis en sûreté en France après la stabilisation du franc, le souci de maintenir ce dernier y était aussi très vif. La France, elle aussi, subissait la crise économique, les recettes fiscales fléchissaient. Le budget devient fortement déficitaire, entraînant des crises ministérielles. Les ministères se suivent et le déficit budgétaire reste, compliquant les difficultés européennes. Ainsi par l'effet de la solidarité internationale, la crise née aux Etats-Unis et en Allemagne se propage et s'aggrave dans le monde entier, aggravant en peu de temps les difficultés américaines et allemandes. C'est la crise allemande que nous allons étudier dans ses rapports avec la crise mondiale.

En effet, l'Allemagne, grande débitrice du monde entier, avait consommé des sommes considérables et dès l'instant où elle se trouve en difficultés monétaires, tous les autres pays se voient atteints par une crise identique. Bien que l'origine lointaine de cette crise soit en Autriche, les vraies difficultés pour le monde entier sont nées de la suspension des paiements de la part de l'Allemagne.

*
**

La guerre mondiale a complètement change la situation de l'Allemagne au point de vue des crédits extérieurs. Avant 1914, les crédits à longs termes consentis par le pays dépassaient ses dettes extérieures. Ce fait permettait à l'Allemagne de financer les marchés faibles et dépourvus de capitaux et de leur donner ainsi la possibilité d'acheter des produits allemands. Des établissements commerciaux furent fondés pour faciliter des échanges, ce qui améliora beaucoup la balance commerciale allemande.

L'Allemagne se développait comme un pays que son financement industriel a rendu de plus en plus libre et qui par ces investissements à l'étranger est devenu le créancier des autres nations.

Par contre, des capitaux à court terme disponibles sur les différents marchés financiers étaient largement absorbés par l'Allemagne qui les utilisait pour le développement de son industrie. Mais à cette époque, ces crédits qui venaient en général de Paris, Londres et Amsterdam, ne présentaient aucun danger pour l'économie allemande. Après 1918, cette situation change radicalement.

Pour reprendre ses anciennes relations commerciales, l'Allemagne est forcée de s'endetter. Si nous ajoutons à ses pertes commerciales, les dettes politiques qu'entraînait la défaite de l'Allemagne, nous avons toute l'explication des dettes que celle-ci contracta par la suite.

*
**

La guerre fut une période de dépenses continues sans que les capitaux aient été remplacés, ni par l'intérieur, ni par l'extérieur. Pendant l'inflation, qui était la dernière phase de la liquidation des capitaux d'avant-guerre, on multiplie les entreprises dont le caractère saillant fut, dans la plupart des cas, d'une hardiesse et d'une témérité exagérées et au détriment des capitaux qui ont survécu à la guerre. Après l'effondrement du système monétaire, c'était surtout les capitaux qui faisaient défaut pour la reprise des affaires.

D'une manière ou d'une autre il fallait encore trouver des fonds considérables pour reconstituer les stocks épuisés et en particulier ceux des matières premières. Il fallait en outre prévoir des dépenses considérables pour la modernisation de l'industrie, modernisation qui devait être achevée rapidement pour empêcher la supériorité de la concurrence étrangère de devenir écrasante.

La réorganisation de l'appareil et des méthodes de production que l'on voulait rationaliser, devait aboutir à recouvrer les débouchés perdus. Pour atteindre ce but il fallait surtout des crédits à long terme et d'une ampleur suffisante, car une fois la réorganisation commencée il était impossible de s'arrêter dans ce chemin, un arrêt équivaldrait à un échec complet. C'étaient surtout les bases du crédit fortement ébranlées qui nécessitaient un remaniement complet. Comme les fonds avaient été détruits par l'inflation, il fallait acquérir des réserves pour la devise nationale. En plus, pour avoir une certaine action sur les marchés étrangers, il était indispensable d'ouvrir des crédits et de mettre des fonds à la disposition de l'exportation. Finalement les réparations étant des dettes politiques, dépendent immédiatement de l'essor économique allemand et en particulier de son exportation. Par conséquent, il est tout naturel que l'économie allemande aie recours aux marchés financiers intérieurs et extérieurs pour se procurer les fortes sommes nécessaires.

Ce qui caractérise le marché financier allemand, c'est le fait que les institutions publiques y sont représentées et demandent de grosses disponibilités. Les communes et les villes demandent et reçoivent de l'argent, mais sans l'utiliser d'une manière rationnelle. Ces institutions publiques n'emploient pas les fonds dans un but lucratif et productif et en plus la rivalité entre l'initiative privée et les organisations publiques nuit beaucoup à l'industrie ; les capitaux sont très limités sur tous les marchés et on ne les cède souvent qu'à des conditions très dures.

On pourrait se demander pourquoi l'Allemagne n'a pas eu recours aux capitaux nationaux et pourquoi elle ne s'est pas engagée dans la voie d'un développement plus sain, c'est à-dire pourquoi elle n'a pas essayé de gagner d'abord les sommes nécessaires à cette réorganisation, pour ne réaliser que plus tard les différents plans.

Ici il convient de noter que la formation du capital fut troublée par l'inflation. En effet, durant toute cette période,

la plus grande partie de la population cesse de faire des économies et le standard de la vie augmente considérablement.

Même là où il y avait des capitaux, ils ne sont employés que d'une manière improductive. Des sommes qui auraient pu être mises à la disposition de la production, sont employées dans les villes ou des constructions improductives et coûteuses.

Durant les premières années les bénéfices n'étaient pas assez grands pour permettre tout de suite les financements dérivés. Dans beaucoup de cas on commettait de graves fautes dans l'emploi des capitaux ce qui détermina des répercussions sur la production. Et il faut ajouter à cela des charges sociales extrêmement fortes qui furent établies ; les impôts sont de suite engloutis par les réparations et ne peuvent donc plus servir au relèvement de l'économie nationale. La classe de la population qui, avant la guerre, détenait les capitaux, c'est à-dire la petite bourgeoisie, n'existait plus, ses économies étaient perdues et le courage de recommencer l'épargne n'était pas précisément renforcé par le système fiscal en vigueur ; on préfère placer ses capitaux à l'étranger.

Il est difficile de donner des chiffres exacts concernant les sommes que l'économie allemande a mis à la disposition de ces nouveaux investissements, elles varient de 6 à 9,8 milliards de marks dans les dernières années 1927-1929 et il est constaté qu'elles n'ont satisfait qu'à moitié aux besoins du marché financier national. L'épargne atteint, en avril 1929, 40 % de l'épargne de 1913.

Les capitaux émigrent à cause de l'imposition ou par méfiance envers la situation politique et économique. Pourtant il y avait des capitaux, mais ils n'étaient pas importants au point de vue économique et n'ont pas pu suffire à remédier à la situation précaire du marché financier.

L'émigration des capitaux entraîne de grosses pertes pour l'économie allemande qui avait besoin de ces disponibilités et qui se vit obligée de les remplacer.

Ces différents faits font de l'Allemagne un pays où les capitaux étrangers peuvent facilement trouver des emplois. En effet, nous voyons que des disponibilités libres dans les

économies étrangères se dirigent vers l'Allemagne. Les relations entre l'Allemagne et l'étranger se multiplient. Ce sont surtout les capitaux américains qui réalisent les réformes si nécessaires qu'on n'avait pu faire auparavant. La différence qu'il y a entre les taux des capitaux d'Allemagne et ceux des capitaux des autres marchés montre que le marché national ne présente pas encore des garanties suffisantes, ce qui n'empêche pas de nouveaux capitaux d'affluer. Il y eut bien des périodes où de grandes disponibilités furent relevées d'Allemagne; mais cela plutôt à titre de spéculation. Aussitôt que l'afflux des capitaux étrangers cesse ou ne fait que diminuer, l'économie allemande réagit de suite par une demande de capitaux plus intense.

L'endettement se produit dans une période extrêmement courte. Jusqu'à l'acceptation du plan Dawes, le crédit n'avait pas encore atteint la sûreté désirée; la confiance reprit pourtant avec la signature du plan.

Jusqu'à ce moment, quelques emprunts à court terme avaient été contractés. Peu à peu les capitalistes étrangers reprennent confiance dans les finances allemandes redevenues plus solides. En 1925 les emprunts à long terme se multiplient et les offres deviennent abondantes. En 1926, où le marché financier allemand se renforce, l'afflux diminue pour reprendre de plus belle en 1927. C'est surtout en 1928 que de grands emprunts à long terme sont signés. En décembre 1928 une tension et des retraits de capitaux se produisent sur le marché allemand à cause des événements boursiers de New-York. L'incertitude des réparations augmente le nombre de ces retraits.

La Reichsbank subit une diminution d'un milliard. L'opinion publique est à ce moment très pessimiste au sujet de l'avenir du Reich. Quoique cette diminution soit compensée par des crédits à court terme, les capitaux à long terme sont pour le moment introuvables.

L'arrêt de l'afflux des disponibilités étrangères se fit sentir partout. L'émission des emprunts étrangers du Reich

diminue de 1.648 millions de marks-or en 1928 à 638 millions de marks-or en 1929.

On réussit à placer une partie des emprunts allemands à l'étranger, mais cette réserve est insuffisante et ne remédie en rien à la pénurie financière. L'emploi des mêmes crédits à court terme pour des opérations qui nécessitent des capitaux à longues échéances ne fait qu'augmenter les dettes du Reich et des villes.

PREMIERE PARTIE

Les causes financières de la crise

PREMIERE PARTIE

Les causes financières de la crise

Une crise économique comme celle que nous traversons ne pouvait passer sans affecter gravement l'Allemagne. Celle-ci est, en effet, un pays dont les intérêts sont étroitement liés à l'essor de l'économie mondiale: elle exporte environ 30 % de sa production vers tous les pays du monde et, pour cette raison même, chaque cycle économique du monde entier se fait sentir en Allemagne. D'un autre côté, comme elle s'est endettée lourdement par l'effet de la guerre, elle devenait, du moment qu'elle entraînait dans la crise, un facteur important de l'aggravation de cette dernière. En effet, la crise mondiale provoqua en Allemagne une crise nationale qui, par le fait de la structure économique et de la dette extérieure de ce pays, entraîna son insolvabilité; ainsi, l'Allemagne, considérablement atteinte par ce fait, devint, à son tour, une cause de crise pour les autres pays.

Les causes financières de la crise allemande sont multiples. Nous constatons d'abord un endettement exagéré des pays et des communes qui, poussés par le désir de réaliser le plus tôt possible les théories du marxisme, engagent des dépenses qui ne sont pas en rapport avec leurs recettes et avec leurs capacités financières. Quant au Reich, nous constatons que la perte de la guerre, avec les charges des réparations, pèse lourdement sur les budgets. D'où des déficits que le Reich aussi bien que les pays et les communes, essaient de couvrir par des emprunts intérieurs et extérieurs.

L'économie privée est elle-même endettée; or, aussitôt que l'essor économique fléchit, les conséquences de l'endettement se font sentir. L'industrie allemande, désireuse de

recupérer le terrain perdu et de réaliser la rationalisation et la concentration, s'adresse à l'étranger, faute de capitaux disponibles sur les marchés nationaux. Les capitalistes étrangers, ayant confiance dans l'esprit dynamique de l'Allemand, fournissent largement les sommes nécessaires pour la réorganisation industrielle. L'agriculture allemande, endettée avant la guerre de 14 milliards environ, puis libérée de cette charge par l'inflation, contracte de nouvelles dettes, qui atteignent presque le montant d'avant-guerre.

De tout cela, il résulte que la balance des comptes ne laisse pas suffisamment d'excédent pour payer, sans provoquer de difficultés intérieures, les sommes prévues par les Plans Dawes et Young. La question du transfert se pose. La situation réelle est voilée par le fait que de nouveaux capitaux affluent : état de chose qui ne peut pas durer et qui, avec l'apparition de la crise, cesse fatalement.

Cet endettement de l'économie allemande est d'autant plus dangereux que, pour une grosse proportion, les capitaux furent fournis par l'étranger et qu'avec la crise mondiale les fournisseurs de ces disponibilités tâchent de rapatrier leurs capitaux : fait qui devient particulièrement dangereux pour l'Allemagne. D'autre part, le besoin de trouver des capitaux à tout prix engage tous ceux qui les cherchent dans le chemin des crédits à court terme. Il était assez facile à prévoir que cette politique de l'endettement envers l'étranger devait entraîner, si la crise ne cessait pas, un effondrement du système monétaire.

SECTION I

Les Dettes publiques et leur accroissement

A la fin de l'inflation, la dette publique allemande a été presque anéantie par la dévalorisation complète du mark. Les années qui suivirent sont marquées par un certain essor économique. Les impôts rentrent facilement et le Gouvernement est ainsi incliné à penser que rien ne pourra changer cet état de chose. Le Gouvernement allemand, socialiste à cette époque, utilise les pleins pouvoirs dont il dispose pour commencer la socialisation de l'Allemagne. Le socialisme se manifeste par une augmentation accentuée des dépenses qui, pourtant, durant les premières années, sont équilibrées par des recettes abondantes; mais les capitaux dépensés ne donnent pour la plupart aucun rendement. L'équilibre ne dure pas longtemps: les dépenses augmentent et ne sont plus en proportion avec les recettes. Ces dernières tendent même à diminuer. De nouveaux impôts sont établis pour équilibrer les budgets. Pourtant ce but n'est pas atteint; au contraire, la nouvelle imposition provoque une diminution des affaires, le chômage apparaît et le rendement des impôts fléchit.

Le chômage entraîne de lourdes charges pour les pays et communes, et le Reich, grevé de réparations, doit intervenir à plusieurs reprises et secourir les chômeurs. Les années se soldent par un déficit qui doit être comblé d'une façon ou d'une autre. Le Reich, les pays et les communes empruntent: d'abord à l'extérieur et puis, toujours plus, à l'intérieur, car l'étranger, ayant perdu confiance, ne prête plus guère. La dette globale atteint en 1931 24 milliards marks-or.

Le socialisme allemand est, dans une certaine mesure, responsable de cette endettement des institutions publiques. Il est allé trop loin dans la voie de la socialisation. Il n'a pas adapté les dépenses aux recettes. Il a seulement visé la socialisation et a utilisé chaque occasion qui se présentait pour atteindre son but. Il a mis au premier plan l'intérêt du parti, alors que celui-ci était loin d'englober toutes les classes de la population, et il a négligé l'intérêt de la nation.

On peut dire que les années d'après-guerre sont sous le signe du socialisme qui, par sa politique de dépenses, a favorisé l'endettement à la fois des pays et communes et du Reich.

CHAPITRE I

L'endettement des Pays et Communes⁽¹⁾

Nous avons déjà mentionné dans le chapitre précédent que les dépenses des institutions publiques ont considérablement augmenté. Quelles sont les raisons de cet endettement et dans quels compartiments furent englouties ces sommes énormes?

En comparaison avec les années 1913 et 1914, on remarque, après la guerre, une augmentation des dépenses dans tous les compartiments du fisc. Nous assistons à une complication de l'appareil de l'Etat. Le nombre des fonctionnaires augmente: là où il y avait un seul homme avant la guerre, on en met trois et les traitements de ces fonctionnaires dépassent largement ceux d'avant-guerre.

On crée de nouvelles institutions: par exemple, la justice est plus compliquée que jamais sans que les services qu'elle rend réussissent à satisfaire toutes les classes de la société.

Ce sont surtout les dépenses d'intérêt social qui demandent les plus grosses sommes. On ne peut pas nier l'utilité de certaines de ces dépenses, mais l'époque à laquelle elles sont effectuées est mal choisie.

Pour encourager la construction, on lui réserve de grosses sommes dans les budgets des pays et des communes. On vise essentiellement deux buts: créer des demeures qui, après la guerre, sont très recherchées et éviter le chômage, car la crise apparaît et cette politique d'investissement lui procure un apaisement temporaire. Pourtant, les dépenses pour le chô-

(1) Voir les statistiques.

mage augmentent constamment, et la fin de la crise est loin.

Les recettes des pays et des communes, comme nous l'avons dit, ne suffisent pas à équilibrer ces dépenses considérables. La crise se fait sentir partout déjà en 1927 et par conséquent le rendement des impôts diminue. En outre, les revenus des biens des pays et communes exploités d'une façon improductive ne jouent guère de rôle après la guerre. Le déficit est donc là; il doit être comblé.

C'est par les emprunts que les pays et communes peuvent encore continuer leur politique de dépenses. L'étranger fournit les capitaux, et les villes contractent des emprunts à court terme aux conditions les plus dures, car, si l'afflux des capitaux s'arrête, c'est la faillite; il faut donc des disponibilités à tout prix. Tenant compte de la dette extérieure et intérieure et de la gravité de la crise mondiale, l'insolvabilité n'est plus qu'une question de temps.

*
**

Avec la fin de la guerre mondiale, en effet, nous assistons en Allemagne à un profond bouleversement politique et à l'établissement de la République avec, comme premier président, M. EBERT. Les partis de gauche prennent dès lors le pouvoir et élaborent un vaste programme de réorganisation qui attend son application.

Quant au programme lui-même, on vote, le 23 mars 1913, la loi de la socialisation qui autorise l'Etat à exproprier, moyennant une indemnité, les entreprises dont la socialisation pourrait être utile. L'Etat s'engage à ce moment à acheter des usines à gaz, d'électricité, des mines et il exploite les forces naturelles dans le but de réduire le prix du courant, du gaz, etc... En 1929, cette socialisation englobe environ 57 % de toutes les entreprises de ce genre. Comment l'Etat a-t-il exploité ces Sociétés et a-t-il réussi à rendre service au peuple? Au sujet de l'exploitation de ces entreprises, on peut dire que tous les reproches adressés depuis longtemps à l'Etat exploitant se sont très nettement vérifiés. Ces entreprises, affranchies de tout impôt, n'étaient pas contraintes de rendre compte

au public des résultats de l'exploitation. Si elle n'arrivaient pas à équilibrer leur budget, c'était le contribuable qui supportait les pertes. Ainsi, le prix du gaz et de l'électricité augmentait chaque année et devenait même plus élevé que sous le régime capitaliste. Il augmentait d'autant plus que ces entreprises durent, plus d'une fois, contribuer à combler le déficit budgétaire des communes, et il est compréhensible que le prix des produits d'une telle entreprise ne puisse être avantageux.

L'accroissement des dettes allemandes fut sans aucun doute favorisé par ce régime qui régna entre 1918 et 1929. Tous les reproches formulés à l'étranger contre les dépenses des communes et des pays étaient parfaitement justifiés. Il y avait d'ailleurs à cette époque, en Allemagne, des hommes comme le Dr. SCHACHT, VOEGLER, etc., qui prévoyaient où cette politique de dépenses amènerait tôt ou tard leur pays, mais aussitôt qu'ils avaient le courage de le dire on leur imposait silence. La politique socialiste a détruit l'esprit de l'épargne en substituant à la responsabilité personnelle la responsabilité collective, l'Etat étant le grand bienfaiteur qui protégeait tous ceux qui n'avaient pas de fortune, en les employant à son service. L'économie privée, qui devait fournir à cette grande famille les moyens d'existence était l'ennemie dangereuse qu'il fallait contenir en la chargeant d'impôts qui augmentaient chaque année.

Partout où le socialisme a pénétré, nous constatons les mêmes faits : gaspillage, improductivité et affaiblissement du sentiment de responsabilité.

Les assurances sociales donnent lieu à des excès d'un autre ordre. Les primes payables par les assurés augmentent constamment, pendant que les Assurances bâtissent des palais, dont la construction engloutit des sommes énormes. Les assurés veulent, en échange de leurs cotisations élevées, des allocations aussi fortes que possible. Tandis que les cotisations s'élevaient avant la guerre à 1 milliard environ, qu'en 1919 elles atteignent 8 milliards, 20 % des salaires sont absorbés par les assurances ; il est compréhensible que de

telles charges sociales aient des répercussions sur le coût de la production.

Celui-ci fut profondément influencé aussi par l'arbitrage des conflits du travail et la façon dont il fonctionne. En Allemagne et en Angleterre, les salaires, depuis la guerre, surtout, sont fixés par des contrats collectifs qui s'étendent à 12.000.000 d'ouvriers. En cas de désaccord, l'Etat intervient et tranche le conflit par l'intermédiaire d'un arbitre. L'arbitre est nommé par le Gouvernement, c'est-à-dire par le parti le plus fort du Reichstag, et le résultat a été qu'en pratique l'arbitrage fut inspiré par des préoccupations politiques sans égards pour les besoins de l'économie.

Les chapitres suivants vont nous montrer comment les dépenses ont augmenté. Il n'est pas étonnant de constater les résultats de l'endettement de ces corporations publiques si on voit par exemple que 30 % environ de la population sont directement ou indirectement employés par l'Etat. Les impôts et les charges sociales dévorent 30 milliards environ sur un revenu global de 62 à 65 milliards; proportion évidemment beaucoup trop élevée et qui explique en partie la fuite des capitaux ⁽¹⁾.

On ne pouvait éviter un endettement de l'économie allemande si elle se remettait dans la voie suivie avant la guerre, et sans aucun doute une pareille mesure ne présente aucun danger, car un entrepreneur sait bien quelles charges son entreprise peut supporter sans perdre la liberté; mais ce qui était dangereux, c'était les dettes des communes et des pays, engagés sans tenir compte des capacités financières. Encouragés par les années de 1924-25 où les impôts rentraient bien, ils s'engagent à des obligations inouïes. Les municipalités des villes voulant à tout prix soulager le sort de la classe laborieuse dépassèrent les limites.

Mais, on peut dire aussi, au sujet des créanciers étrangers, qu'ils ont manqué à leur devoir en ne vérifiant pas assez la situation financière de leurs débiteurs; en effet, ils n'auraient probablement jamais consenti à fournir à une entreprise privée dirigée d'une façon analogue, des sommes aussi importantes sans exiger d'abord des réformes fondamentales.

(1) Dr. SCHACHT: Das Ende der Reparationen.

Dans le cas où des communes demandaient des capitaux, on consentait à faire des avances, se fiant à l'influence politique du débiteur. Il est pourtant clair que de pareils créanciers n'étaient pas favorables à un changement de régime.

Avec le socialisme, la mentalité allemande avait complètement changé; l'Etat était considéré comme un lieu où on trouvait toujours un secours; l'esprit de lutte a diminué complètement, de même que la discipline, l'organisation et le désir d'améliorer la situation sociale, qui étaient les bases fondamentales de la prospérité et de la richesse de l'Allemagne d'avant-guerre ont été systématiquement détruits et remplacés par un régime égalitaire dans lequel rien ne vous poussait à faire quelque chose d'extraordinaire, la rémunération était fournie de la même façon en prenant du temps et en cas de renvoi, l'Etat devait fournir le secours.

Les ouvriers, aussi bien que les employés, étaient pénétrés de cet esprit et c'est ce qui explique, dans une certaine mesure, l'augmentation des dépenses des pays et communes. Les dépenses d'intérêt social s'accroissent énormément. La construction des demeures qui, après quelques années, sont quittées par les familles ouvrières, parce que les loyers sont trop élevés, dévorent de grosses sommes.

Le changement de l'opinion semble d'autant plus grave, si l'on prend en considération la mentalité allemande. L'Allemand est un homme pour lequel la discipline est un besoin. Dans son for intérieur, il ne peut jamais admettre un régime dans lequel ses qualités personnelles ne sont pas directement prises en considération.

Le succès de HITLER est basé sur ce fait.

Voyons maintenant de près les dépenses, recettes et emprunts des pays et communes.

§ 1. — Les principales dépenses

Dépenses de police.

Avant la guerre, en 1913-14, pour l'ensemble des pays et des communes, les dépenses de police se chiffraient à 217,9 millions de marks. Après la guerre, le nombre du personnel

de la police augmente considérablement. On crée, à côté de la police des municipalités, une police de protection (Schutzpolizei) comprenant 100.000 hommes. Les dépenses globales pour l'année 1928-29 sont de 666,2 millions de marks, c'est-à-dire qu'elles sont trois fois plus élevées qu'en 1914. La répartition de cette somme entre les pays et les communes est variable: tantôt, la Schutzpolizei se charge du service dans les communes, alors ce sont elles qui supportent la plus grande partie des charges; tantôt, la Schutzpolizei existe à côté de la police municipale, alors c'est le pays qui en supporte la charge. La proportion varie selon les provinces. Le Reich verse lui-même une somme de 200 millions au titre de la police, c'est-à-dire qu'il faut ajouter les 200 millions aux 666,2=866,2 de dépenses en 1928, contre 217,9 en 1913-14 ⁽¹⁾.

Justice et Services pénitentiaires.

Ce sont encore les pays qui doivent supporter les charges résultant de l'administration de la justice. Ici aussi, nous constatons une augmentation considérable des dépenses (en millions de marks):

1913-14.	338,2
1928	693,8 ⁽²⁾

Le personnel a été augmenté à cause de la création de différents tribunaux nouveaux: par exemple, des tribunaux pour arbitrer les conflits du travail.

Instruction publique, Sciences et Arts, Enseignement supérieur

Ces dépenses, qui sont presque entièrement à la charge des communes et pays, ont doublé par rapport à 1914.

1914.	1387,8 millions de marks
1928-29	3157,9 ⁽³⁾

Le Reich y participe pour une somme insignifiante de 27,6 m. en 1928. Cet accroissement des dépenses a son origine dans l'amélioration de l'instruction publique. D'après les

(^{1 2 3}) Bulletin de statistique et de législation comparée, Févr. 1932.

statistiques, nous savons qu'en 1913 un maître d'école avait 55 écoliers, tandis qu'en 1926-27 il n'en a plus que 36. L'amélioration de l'enseignement professionnel depuis la fin de la guerre entraîne, lui aussi, de grosses dépenses. Par contre, les droits des Universités et des Ecoles Supérieures n'ont pas été augmentés dans la même proportion que les dépenses (161 millions en 1928-29, contre 104 en 1913-14). Les subventions accordées aux théâtres et concerts par les communes s'élèvent à 93,2 millions en 1928-29, contre 17,3 en 1913-14.

Dépenses d'intérêt social.

Les charges d'intérêt social figurent dans le budget des pays et communes, et constituent une somme extrêmement élevée. La guerre et l'inflation ont appauvri toute une classe de la population, qui est désormais secourue par les communes. Au 31 mars 1930, le service d'assistance distribuait des allocations à 2 millions de personnes, dont 623.000 rentiers sociaux, 330.000 petits rentiers et 58.000 invalides de guerre. Cela représente 32 pour mille de la population du Reich, les chômeurs non compris.

En 1928-29, la somme distribuée s'élève à 2.520,6 millions, contre 631,1 en 1913-14.

Une aggravation considérable de la situation financière des communes découle de l'augmentation constante des chômeurs. Car ce sont les communes qui doivent payer la plus grande partie des allocations de chômage. Voici les chiffres des chômeurs pour les différentes années :

Juin 1926	1.800.000	Janvier	2.200.000
— 1927	300.000	—	2.000.000
— 1928	500.000	—	1.600.000
— 1929	1.200.000	—	3.000.000
— 1930	2.700.000	—	3.500.000
— 1931	4.000.000 (1)	—	5.000.000

(1) Bulletin de statistique et de législation comparée, Février 1932.

Encouragements pour la construction d'habitations

Immédiatement après la guerre, les communes ont encouragé fortement la construction d'habitations ; en effet, le manque de demeures nécessitait certainement la création de nouveaux logements, mais on a dépassé les limites ; les villes se concurrençaient l'une l'autre dans la construction de maisons et de cités ouvrières. Dans presque chaque ville allemande, on a créé des stades magnifiques et mis des piscines coûteuses à la disposition du public. Ces institutions ont certainement fait beaucoup de bien au point de vue hygiénique ; elles étaient d'ailleurs favorisées par les différentes caisses de maladies, car on voulait faire diminuer le nombre des malades. Mais les charges étaient engagées dans un but de bienfaisance, et les sommes dépensées n'apportaient aucun rendement. Ce développement des instituts de bienfaisance était inconnu avant la guerre.

En 1928, sur 1504,3 millions de marks dépensés dans ce but, 1124,4 furent fournis par le budget des communes. Les sommes perçues au titre de la Hauszinszteuer, se chiffrant à 4,9 milliards pour les années de 1924 à 1930, soit une moyenne de 700 millions par an, furent employées à des constructions. L'institut de conjoncture a évalué à 15 milliards le total des capitaux employés à construire ; 8.636 milliards de ces capitaux ont été fournis par les communes et les pays, durant les sept dernières années. Ces dépenses furent couvertes dans la plupart des cas par de nouveaux impôts et surtout par des emprunts intérieurs et extérieurs.

Dépenses d'intérêt général.

Les dépenses effectuées pour l'intérêt général furent très élevées elles aussi ; c'est surtout à la réparation des routes nationales que les communes et les pays durent contribuer, en proportion de l'étendue de leurs réseaux respectifs. Le total de ces dépenses s'élève à 1.020,9 millions de marks.

*
**

Cet aperçu rapide des dépenses des pays et des communes nous fait constater que, dans tous les domaines publics, les

dépenses dépassent le double et parfois même le quintuple des dépenses correspondantes en 1913-14.

Le total des dépenses des pays et des communes se chiffre alors pour les années 1925 à 1929 :

1913-14.	4.802,6
1925-26.	9.144,5
1926-27.	10.639,3
1927-28.	11.617,0
1928-29.	12.426,2
1929-30.	12.829,7 ⁽¹⁾

Pour subvenir à ces lourdes dépenses, de quelles recettes disposent donc les pays et les communes ?

§ 2. — Les recettes

Elles résultent du produit des impôts et de l'exploitation des biens des pays et communes. Le système fiscal en Allemagne, établi par le ministre ERZBERGER, donne le pouvoir au Reich : c'est le Reich qui prélève les impôts pour les verser à son tour aux pays et aux communes. Les impôts sont considérablement augmentés après la stabilisation du mark et, avec la prospérité de l'industrie et du commerce, ces impôts rentrent assez facilement durant un temps relativement court.

Mais, vers 1929, la crise se fait sentir dans tous les domaines, et c'est le rendement de l'impôt qui nous indique que le temps de prospérité est fini.

Voici, selon les statistiques, les recettes provenant des différents impôts (en millions de marks) :

1925-26.	5.846,8
1926-27.	6.363,0
1927-28.	7.187,4
1928-29.	7.728,4
1929-30.	7.638,2 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Bulletin de statistique et de législation comparée, 1932.

Les recettes des biens provenant des pays et des communes avaient été d'une grande importance avant la guerre. Les revenus ainsi perçus avaient permis de couvrir un quart des dépenses globales. Aujourd'hui, par contre, ces revenus ne représentent qu'un dixième environ des charges fiscales. Cette disproportion résulte surtout du fait que les dépenses budgétaires ont considérablement augmenté, alors que, de son côté, l'administration des différentes entreprises communales est devenue coûteuse et, par conséquent, a diminué le rendement.

Les chiffres que nous indiquons montrent :

pour 1913	816,5 millions
pour 1928-29	967,4 millions ⁽¹⁾

Quoique le chiffre de 1928 soit nettement plus élevé, on ne peut pas en conclure que le rendement a augmenté. Les pays et communes ont acheté des entreprises et c'est pour cette raison que le chiffre global est supérieur à celui de 1913.

Voici les sommes que produisent les entreprises de l'Etat (en millions de marks) :

1925-26	604,3
1926-27	889,1
1927-28	841,1
1928-29	967,4
1929-30	927,5 ⁽¹⁾

Résumons l'ensemble des recettes fiscales; il se chiffre comme suit (en millions de marks) :

RECETTES

1925-26	6.451,1
1926-27	7.252,1
1927-28	8.085,7
1928-29	8.734,3
1929-30	8.565,7 ⁽¹⁾

⁽¹⁾ Bulletin de statistique et de législation comparée, 1932.

§ 3. — La balance des créances et des dettes. Les emprunts.

Comparons maintenant les recettes avec les dépenses :

	RECETTES	DÉPENSES
1925-26.	6.451,1	9.144,5
1926-27.	7.252,1	10.639,3
1927-28.	8.085,7	11.617,0
1928-29.	8.734,3	12.426,2
1929-30.	8.565,7	12.829,7 ⁽¹⁾

Les dépenses étant loin d'être couvertes par les recettes, les villes, les communes et les pays sollicitent des crédits sur le marché financier intérieur et extérieur. L'industrie privée aussi bien que le commerce, qui ont eux-mêmes un pressant besoin de crédits, sont concurrencés par les différentes villes qui s'engagent à payer des intérêts plus élevés que l'industrie.

Les demandes multiples des communes et des pays ont contribué à augmenter le taux de ces emprunts et il est remarquable de voir comment ces demandeurs, les pays et communes d'une part, l'industrie et le commerce d'autre part, se concurrencent, ne prenant aucun égard les uns pour les autres. Au lieu de former une union forte et de se présenter ensemble au marché financier, pour tenir dans leurs limites les conditions des emprunts, ils s'en désintéressent complètement et demandent des capitaux séparément. Il est évident que les communes et pays l'emportent, car ils sont prêts à payer des taux plus élevés que ceux qu'offre l'industrie, puisqu'ils n'ont pas à considérer, comme il le faudrait un rendement des emprunts, tandis que l'industrie doit travailler avec ses propres capitaux et payer les intérêts des bénéfices réalisés. Les communes qui font des dépenses dont le rendement est nul n'envisagent jamais ce point de vue. Même l'institution d'un conseil pour les emprunts « Beratungstelle für Auslandsanleihen » ne peut freiner cette demande exagérée des capitaux par les communes et les pays. Toutes les demandes de capitaux à l'étranger doivent être présentées à ce conseil, qui

(1) Bulletin de statistique et de législation comparée, Février 1932.

tient compte de l'incapacité au point de vue financier de la plupart des représentants des communes; ce bureau décide si les conditions posées par le prêteur sont acceptables. Ce moyen, pourtant, n'a pas atteint son but, les offres des étrangers trouvaient toujours les moyens d'atteindre les demandeurs. Le contrôle devint inefficace. La Reichsbank, qui poursuivait une politique de crédit dirigé, n'a pas pu éviter cet endettement des communes et des pays.

Voici les résultats de l'endettement.

Pays et Communes.

Une proportion variant de 11 à 13 % des dépenses effectives nettes des pays et communes, de 1926 à 1929, a été couverte par des ressources d'emprunt.

1926 à 1927 . . .	1.246,6 millions
1927 à 1928 . . .	1.478,8 millions
1928 à 1929 . . .	1.372 millions ⁽¹⁾

D'après les chiffres que l'on possède sur la situation financière de la dette des collectivités locales et accroissement des charges d'emprunt, elle progresse encore jusqu'en mars 1930 et marque un ralentissement depuis cette dernière date.

Du 31 mars 1928 au 31 mars 1930, la dette des communes passe en effet de 6.541,7 millions de m. à 10.239,7 millions m.; celle des pays, de 1.499,7 à 2.089,8 millions m.

Au cours de l'exercice 1930-31, l'augmentation de la dette ne s'élève plus qu'à 1.077 millions pour les communes et à 1.331 millions pour les pays.

La dette totale des collectivités locales se chiffre au 31 mars 1931 à la somme considérable d'environ 13 milliards, supérieure de 1.700 millions à l'endettement du Reich ⁽¹⁾.

Anciennes et nouvelles dettes des Pays.

L'ancienne dette des pays consistait, pour la plus grande partie, en emprunts de chemins de fer, dont le fardeau fut

⁽¹⁾ Bulletin de statistique et de législation comparée, Février 1932.

repris par le Reich en 1920, en même temps que la gestion des réseaux des Etats. La charge des emprunts contractés en valeurs stables est également légère. Le total de 37,8 millions de marks pour ces deux catégories de dettes n'étaient même pas les 2 % de la dette des pays au 31 mars 1931.

Cette dette est donc presque entièrement due aux besoins financiers des dernières années, qui ont nécessité le recours à des emprunts, d'abord plus extérieurs qu'intérieurs, puis de plus en plus à ces derniers.

Les emprunts extérieurs ont été surtout contractés au cours de la période antérieure à 1930 et principalement aux Etats-Unis, aux Pays-Bas et en Suisse. Les émissions ont été faites pour la plupart à long terme, et le taux moyen des intérêts en 1928 s'élevait à 6,3 % (emplois: intérêts économiques, entreprises d'électricité — 160,2 millions au 31 mars 1928 — développement de l'agriculture, toutes voies navigables et ports).

Au contraire de la dette extérieure, la dette intérieure des pays est formée en grande partie d'emprunts à moyen et court terme, correspondant à plus de 70 % du total des 1.636 millions de marks de cette catégorie de dettes en 1931. D'après les renseignements que l'on possède sur la situation de 1928, les emprunts intérieurs ont été surtout émis dans le public sous forme de bons du Trésor ou d'obligations; le taux d'intérêt, 6,8 %, était supérieur, à cette date, à celui des emprunts extérieurs (pour bâtir des logements).

Anciennes et nouvelles dettes des Communes,

Villes hanséatiques.

A la différence des pays, les communes supportent une forte charge s'élevant à près de 1.100 millions de marks du fait de la revalorisation de leurs emprunts et de leurs hypothèques d'avant-guerre. Le chiffre de leurs dettes en valeurs stables est peu important: 88,5 millions au 31 mars 1931, dont

l'essentiel est constitué par des emprunts or ou des emprunts seigle.

Le chiffre des dettes extérieures de ces collectivités est stabilisé aux environs de 700 millions de marks depuis 1928. Les emprunts à long terme sont ici prépondérants; emprunts contractés principalement aux Etats-Unis et pour une moindre part en Grande-Bretagne, au taux moyen de 6,8 % en 1928. Les entreprises d'électricité et les exploitations de transport en ont absorbé la plus grande partie. La dette intérieure des communes, qui atteint 8.137,7 millions de marks au 31 mars 1931 et a plus que doublé en 3 ans, représente à elle seule les trois-quarts de la dette intérieure totale des collectivités publiques allemandes. Elle est surtout constituée par des emprunts à longs termes, où les prêts amortissables (*Tilgungsdarlehen*) consentis par les banques des pays, par les Unions des Caisses d'épargne, les Caisses d'épargne, les banques hypothécaires, banques privées, tiennent la place la plus importante. Le taux moyen d'intérêts de cette dette était relativement élevé au 31 décembre 1928, date à laquelle il atteignait 7,5 %. Les communes ont consacré d'importantes sommes provenant des emprunts intérieurs à la construction de logements, à leurs entreprises, aux routes.

Les villes hanséatiques, Hambourg, Lubeck et Bremen, ont, de même que les communes, une dette ancienne assez importante: 82,6 millions au 31 mars 1931. Les 88,5 millions de leurs dettes en valeurs stables ont été surtout contractés en monnaie étrangère. La répartition de leurs dettes nouvelles en dette intérieure et dette extérieure, les différencient des autres pays et des autres communes. Les emprunts ont été, pour près des deux-tiers, des emprunts extérieurs, 336,1 millions au 31 mars 1931, dont l'émission était facilitée par les relations suivies que ces villes entretiennent avec l'étranger. Les plus importants de ces emprunts ont été émis à moyen et court terme, aux Etats-Unis, taux 6,1 % (travaux productifs, ports, voies navigables), dette intérieure à moyen et court termes, 31 mars 1928; taux 6,7 % ⁽¹⁾.

(1) Bulletin de statistique et de législation comparée, Février 1932.

CHAPITRE II

L'endettement du Reich ¹

C'est surtout dans le budget du Reich que les conséquences de la guerre mondiale se font sentir. Le Reich supporte les charges extérieures aussi bien qu'intérieures. Extérieures : les paiements, à titre de réparations, des obligations résultant du Plan Dawes et du Plan Young; intérieures: les pensions de guerre et toutes les différentes sortes d'assistance pour les mutilés et les veuves de guerre. Les dépenses, comme chez les pays et communes, ont augmenté dans la même proportion et se traduisent par un déficit budgétaire. Ce déficit a été couvert par des emprunts intérieurs et extérieurs. Toutes les institutions capables de consentir des crédits deviennent créancières du Reich; de l'extérieur aussi affluent des capitaux. Ils proviennent d'emprunts émis sur les marchés financiers étrangers et de prêts consentis par des banques privées et même par des particuliers qui fournissent des sommes considérables. Avec le commencement de la crise, les allocations de chômage entraînent de lourdes dépenses et aggravent la situation financière du Reich.

Le service de la dette qui, en 1932, atteint environ onze milliards de marks or, devient toujours plus difficile à exécuter, à cause de la régression économique, d'une part, et aussi parce que les sommes versées ne retournent plus au Reich par la voie des impôts, car, versées à l'étranger, elles sont perdues pour l'économie allemande. Ici, il convient de dire que, seul, l'afflux de nouveaux capitaux étrangers a permis au Reich de verser les sommes dues et aussitôt que ce mouvement de capitaux s'arrête, le service de la dette du Reich ne peut plus être maintenu.

(¹) Voir les statistiques.

§ 1. — Les Dépenses

Les budgets des années 1924 jusqu'à 1931 sont grevés d'une somme de un à deux milliards par an pour le service extérieur, des paiements à titre de réparations et des autres obligations envers l'étranger résultant des conventions spéciales.

Voici les sommes exactes (en millions de marks) :

1926	1928	1930	1931	1932
—	—	—	—	—
1309,5	2178,5	1816,5	967,3	273,8 ⁽¹⁾

Les sommes absorbées par les assistances aux anciens combattants et par différentes charges intérieures du même genre, se chiffrent au même moment à (en millions de marks) :

1926	1928	1930	1931	1932
—	—	—	—	—
1431,5	1772,2	1656,2	1432,9	1270,8 ⁽²⁾

En outre, le Reich doit subvenir aux frais de l'occupation du Rheinland. De grosses sommes devaient être payées à des particuliers à titre de dommages-intérêts. De nombreuses familles venant de l'Alsace-Lorraine, de la Rhur et de la Haute-Silésie ont été secourues par le Reich. En somme, toute une série de paiements, dont le montant particulier n'est pas très élevé, mais qui, en s'ajoutant les uns aux autres, atteignent environ 500 millions de marks par an.

1926	1928	1930	1931	1932
—	—	—	—	—
462,3	596,4	421,3	311,8	319,1 ⁽³⁾

Passons maintenant aux autres dépenses qui sont à la charge du Reich.

^(1,2,3) Statistiques: Dr A. BRACHT, Ausgaben und Einnahmen von Reich, Ländern und Gemeinden.

Le Reich, après la réforme fiscale de ERZBERGER, est autorisé à percevoir les impôts pour les verser ensuite aux pays et aux communes, en déduisant les sommes que lui doivent ces corporations pour les différents services dont il les fait profiter. Le service de la gestion des finances incombe au Reich et comprend le ministère des Finances et les Landes Finanzämter. Ce compartiment coûte au Reich les sommes suivantes (en millions de marks) :

1926	1928	1930	1931	1932
—	—	—	—	—
353,8	454,2	418,1	373,1	336,4 ¹⁾

Cette charge est payée en partie par les pays et par les communes.

Puis, nous trouvons toute une série de dépenses comme :

- L'armée, comprenant l'armée de terre et la marine;
- Les dépenses sociales, qui se chiffrent à 1,7 milliards par an et qui montrent par leur accroissement le développement de la crise : de 1119,8 millions de marks en 1926 elles montent à 1782 millions de marks en 1930;
- Les dépenses pour favoriser la vie économique, comprenant des subventions pour l'aviation commerciale, la construction des canaux, etc.;
- Subvention pour l'agriculture;
- Les dépenses de l'éducation nationale;
- Les dépenses pour l'hygiène publique;
- Dépenses pour toutes les autres branches de la gestion du Reich (Reichstag, Ministères, Reichswirtschaftsrat, etc...).

Tous ces services augmentent chaque année leurs dépenses, les unes plus que les autres, mais en somme dans tous les

1926	1928	1930	1931	1932
—	—	—	—	—
6.561	7.154	8.375	7.987	8.19 ²⁾

(¹ ²) Statistiques : Dr A. BRACHT, Ausgaben und Einnahmen von Reich, Ländern und Gemeinden.

compartiments on constate un accroissement des dépenses en milliards de marks :

§ 2. — Les recettes et l'endettement

Les recettes du Reich se divisent en deux groupes.

L'un comprend les impôts qui doivent être reversés en partie aux pays et aux communes, et l'autre comprend les impôts et taxes revenant intégralement au Reich. Les recettes qui représentent les impôts directs et indirects, les taxes de douane, les réserves d'actions retenues par le Reich de la Reichs-post, Reichsbahn, Reichsbank, etc., se chiffrent ainsi (en millions de mark) :

1926-27	1927-28	1928-29	1929-30	1930-31
5.312	6.357	6.568	6.686	6.634 ¹

En tout cas, l'essentiel est de savoir si les recettes du Reich peuvent couvrir les dépenses :

Comparons les RECETTES et les DÉPENSES (en millions de marks) :

1926-27.	5.312	6.561
1927-28.	6.357	7.154
1928-29.	6.568	8.375
1929-30.	6.685	7.987
1930-31.	6.634	8.193 ²⁾

La simple comparaison des recettes et des dépenses nous indique que ces dernières sont loin d'être couvertes; le Reich, aussi bien que les communes et les pays, doit donc avoir recours aux emprunts. Les emprunts du Reich, comme une étude des statistiques nous le montre, forment deux groupes emprunts extérieurs et intérieurs.

Dans le premier groupe, les emprunts Dawes, Young et Kreuger sont les plus importants. Quant aux emprunts intérieurs, le Reich en émet toute une série, à long et court termes.

(¹ ²) Statistiques : Dr A. BRACHT, Ausgaben und Einnahmen von Reich, Ländern und Gemeinden.

Les Bons du Trésor émis presque chaque année fournissent les disponibilités nécessaires au Reich. Toutes les institutions publiques, comme la Reichsbank et la Reichspost, sont créancières du Reich. En se reportant aux statistiques ⁽¹⁾, on verra exactement dans quelle mesure cet endettement s'est produit.

Le résultat final est le suivant (en millions de marks) :

1924.	2.992,7
1925	2.894,3
1926	4.133,4
1927	4.351,2
1928	7.890,6
1929	8.943,9
1930	9.623,6
1931	11.342,2

⁽¹⁾ Statistiques: Dr A. BRACHT, Ausgaben und Einnahmen von Reich, Ländern und Gemeinden.

SECTION II

Les Dettes privées et leur accroissement

Après la guerre, l'économie privée est dans un état précaire. Deux alternatives s'offrent à l'industrie allemande : ou bien abandonner sa place dans le marché mondial aux pays pourvus de capitaux, ou bien se procurer des sommes nécessaires et tâcher de regagner, par une réorganisation complète de toutes les branches de l'économie privée, le terrain perdu pendant la guerre. On décide d'adopter la deuxième solution. Mais elle nécessite des capitaux. Or, le marché national est trop faible pour donner entière satisfaction ; en outre, la concurrence des pays et communes est redoutable, car eux aussi cherchent des capitaux. Il ne reste donc que l'étranger. Des capitaux affluent, de gros paquets d'actions changent de propriétaires. Mais les prêteurs exigent des sécurités. Une tendance de concentration se fait sentir. Un bloc d'entreprises est plus fort et représente plus de sécurité qu'une entreprise isolée. L'agriculture, elle aussi, a besoin de disponibilités afin de réaliser la rationalisation et aussi afin d'augmenter le bénéfice de ses domaines.

La concentration est suivie par la rationalisation, car on a réussi à emprunter et maintenant il s'agit de réaliser les bénéfices et de payer les intérêts dus et aussi de rembourser les capitaux. Les Américains donnent l'exemple, et les Allemands mêmes ont réussi à surpasser ceux qui leur avaient appris la rationalisation.

La concentration et la rationalisation exécutées dans tous les domaines de l'économie privée lient les industries les plus

différentes par des Konzerns, trusts, etc., et les banques par des liens directs et indirects, l'agriculture aux banques et les banques à leur tour se sont engagées ailleurs.

L'économie allemande forme un bloc compact dans lequel les entreprises de chaque catégorie sont privées de toute liberté. Le danger pour un bloc économique pareil est redoutable en cas de crise, car dans ce cas l'économie entière est atteinte sans exception, quel que soit le domaine qu'elle exploite. C'est ce que nous allons voir en étudiant sous ses différents aspects l'endettement de l'Allemagne.

CHAPITRE I

L'Industrie

En même temps que l'absorption des emprunts diminue les investissements dans l'industrie allemande s'accroissent. C'est surtout par des achats considérables d'actions que cet investissement se produit. Les prêteurs retiennent en général un paquet assez fort d'actions d'une entreprise et par ce fait obtiennent un siège au Conseil d'administration. Ce procédé, en vérité, représente lui aussi un certain endettement, avec la seule différence que ce système n'est pas aussi strict qu'une dette pure et simple pour laquelle le prêteur peut exiger le capital et les intérêts même si l'affaire périclité. Ici, le prêteur devient co-propriétaire et par suite ne prend pas de décisions qui pourraient nuire au succès de l'entreprise, car il est exposé aux mêmes risques que les anciens propriétaires, et subit les conséquences des décisions qu'il peut prendre; il est dans son propre intérêt d'être un bon gérant de l'argent investi. Pour l'ensemble de l'économie pourtant, la situation ne change pas beaucoup. Les capitaux qui viennent en Allemagne de cette manière représentent quand même une dette envers l'étranger. L'aide de la Bourse pour la création de relations de ce genre n'est pas nécessaire; les Sociétés dont les actions sont cotées aux marchés financiers de l'étranger sont encore peu nombreuses.

Tout de même, les participations de l'étranger, même dans de petites entreprises, sont considérables.

Cette mesure d'investissement des capitaux étrangers cause de vifs débats en Allemagne.

Les plus grandes transformations de ce genre s'effectuent chez Opel, grande entreprise pour la fabrication d'automos-

biles, qui fut achetée par General Motors Corp., Glühlampen par Osram General Electric C^o.

Les capitaux étrangers pénètrent dans l'économie allemande dans la proportion où s'accroissent les emprunts étrangers. En 1929, on rapporte que dans soixante Compagnies représentant un capital de 570 millions de marks or, plus d'un tiers est passé aux mains des capitalistes étrangers.

Les demandes de capitaux à long terme non satisfaites par les marchés étrangers se lancent sur les marchés nationaux y produisent une tension qui a, comme conséquence, la mise à l'écart des demandeurs qui fournissent les plus faibles sécurités. Les demandeurs décident alors de contracter des dettes à court terme.

Ainsi, la dette à court terme augmente d'une manière inquiétante, car non seulement les entreprises privées se servent de cette aide temporaire, mais le Reich et les institutions publiques aussi cherchent à surmonter leurs difficultés par ce procédé malsain.

Ce sont surtout les grands instituts bancaires qui engagent des crédits à court terme, dépassant ainsi plusieurs fois leurs engagements d'avant-guerre.

Les années de 1927 et 1928 voient une augmentation de 4,4 milliards de marks des engagements envers l'étranger. Des crédits mis à la disposition des banques en 1928, 43 % viennent de l'étranger, alors qu'il n'y en avait que 35 % l'année précédente. La Berliner Handels Gesellschaft donne le chiffre de 60 % pour ses créiteurs étrangers. En 1929, les capitaux étrangers investis dans les banques allemandes à court terme s'évaluent à 6,5 milliards de marks or, représentant 40 à 50 % de l'ensemble des crédits reçus. Les bases du crédit sont alors fournies par l'étranger. La nécessité de créer une réserve constituant une sauvegarde de l'argent déposé dans les banques étrangères diminuait de 2 milliards les disponibilités destinées à être investies dans l'économie allemande.

Les difficultés pour évaluer d'une façon exacte les bénéfices réalisés avec l'aide des capitaux étrangers sont insurmontables. On ne peut considérer les bénéfices des différentes

entreprises hypothéquées par une dette étrangère, comme un résultat acquis.

L'emploi des différents capitaux n'est même pas fixé, car, dans beaucoup de cas, ils ne sont pas utilisés de la façon prévue.

Néanmoins, nous avons des indices sur l'utilisation de quelques-uns de ces capitaux par l'industrie. Dans la plupart des cas, ces derniers furent employés à transférer des dettes. L'amélioration de l'outillage et l'expansion de l'entreprise jouaient un grand rôle.

Même pour les investissements à l'étranger, on se servait de ces fonds : exemple le Kalisyndicat. Les sommes recueillies au moyen d'emprunts faits par les banques étaient utilisées de la même façon dans les petites ou moyennes entreprises.

Nous n'avons aucune indication sur les échanges résultants de ces crédits. La cause de l'engagement à court terme est tellement variée (achat de matières premières, crédit accordé aux clients, financement de l'exportation, etc...) qu'il est très difficile, sinon impossible, d'établir la date à laquelle cette dette fut engagée et de trouver des chiffres exacts dans cet embarras financier.

**

Le développement de l'industrie allemande d'après-guerre est caractérisé par deux faits : en premier lieu par une concentration accentuée, en second lieu par une rationalisation poussée. Déjà pendant la guerre on avait constaté que toutes les entreprises étaient concentrées dans différentes unions : syndicats, cartels, etc... A la fin de la guerre, ces unions se dissolvent et, favorisées comme elles le sont par l'inflation, qui garantit de gros bénéfices même à ces entreprises mal gérées et non viables en temps normaux, ces différentes entreprises n'ont pas besoin, au point de vue financier, de s'unir dans le but d'obtenir des conditions favorables pour l'achat des matières premières, de charbon, etc... Ce n'est qu'à la fin de l'inflation que la concentration industrielle fait de grands progrès. Avec la stabilisation du mark, toutes ces entreprises doivent s'attendre à des temps plus normaux et par conséquent changer de « méthode ».

Certes, on remarque déjà pendant l'inflation une certaine concentration; en effet, la fortune du fameux industriel STINNES date de ce temps. Pourtant, cette concentration a son origine dans la spéculation et n'est pas comparable à la concentration qui naît d'un désir de réduire le coût du prix de revient.

En 1925, la concentration, en comparaison avec l'année 1907, a déjà fait un grand progrès. Nous allons comparer ces deux années.

Nombre des entreprises Nombre des employés

	1907	1925	1907	1925
Petites entreprises	1.618.781	1.614.000	2.804.588	2.837.027
Moyennes —	160.091	205.311	2.305.015	2.838.730
Grandes —	24.034	32.761	4.673.177	6.958.190

Grandes entreprises, 1907: 48 % du personnel de l'industrie.

— — 1925: 55 % — —

Entrepreneurs employant plus de 1.000 personnes:

en 1907: 504 = 1.175.565 personnes.

en 1925: 892 = 2.109.055 personnes ⁽¹⁾.

Dès cette époque, la concentration s'accroît avec chaque année. Dans l'industrie du charbon, il ne subsiste que deux grandes entreprises: la Société HARPENER, BERGBAU A. G. et la firme HIBERNIN A. G. qui sont encore indépendantes. Ce n'est qu'une question de temps pour que ces deux maisons soient absorbées elles aussi par le Kohlensyndicat. Dans l'industrie métallurgique, il suffit d'indiquer la Société Anonyme des Aciéries Réunies (Vereinigte Stahlwerke A. G.), qui groupe 80 % de la production allemande en fer et en acier. Le capital est évalué à 800 millions de marks et les plus importantes banques de l'Allemagne collaborent avec cette « Stahlvereinigung ».

(1) DÉRIUS: La concentration industrielle en Allemagne.

Dans l'industrie chimique, la même concentration s'opère : c'est la J. G. Farbenindustrie qui représente un capital de 646 millions de marks or, qui domine le marché chimique.

Dans l'industrie électrique nous trouvons deux maisons d'une grande importance « L'Allgemeine Elektrizitäts Gesellschaft » et le « Siemens Konzern ». L'A. E. G. occupe 65.000 ouvriers et exporte en 1927 pour 140 millions de marks. Siemens de son côté représente un capital de 95.500.000 de marks.

Ces indications peuvent déjà nous donner une idée de la concentration des entreprises de l'Allemagne. Les grandes unions comme les syndicats « konzern » et cartels achèvent la concentration industrielle. Le but des syndicats est d'écarter la concurrence inutile et d'éviter la surproduction, en fixant le minimum du prix de vente et en réglant pour chaque entreprise la quantité de la production.

Les syndicats sont très nombreux en Allemagne, surtout pour les matières premières et les produits bruts comme l'acier, le charbon et la potasse. Le syndicat du charbon et le syndicat de l'acier sont les plus puissants et exercent presque un monopole sur l'acier et le charbon. Tandis que les syndicats représentent une fusion complète, c'est-à-dire que les entreprises qui en font partie sont achetées par le syndicat en perdant toute indépendance, par exemple la « J.-G. Farbenindustrie », les cartels sauvegardent l'indépendance financière, mais limitent la liberté d'action.

La propriété n'est pas transférée, mais l'action est limitée. En plus, il y a différentes sortes de cartels : cartels pour fixer les prix, cartels réglant la division du travail entre les membres, cartels fondés en vue de réduire les frais généraux. Les unions sont donc fort développées en Allemagne et pour chaque branche de production on trouve un cartel. On évalue à 3.000 le nombre de ces unions et l'Allemagne est complètement « cartellisée ».

Les « Konzern » déjà fortement développés pendant la guerre et surtout pendant l'inflation, jouent un rôle assez important dans l'essor de l'industrie allemande. Le mot « konzern » signifie, dit M. UNZERN-STOMBERG, « un groupe

d'entreprises qui dans leur activité économique suivent une ligne de conduite, comme par exemple pour la production, la vente et les opérations financières. »

En général, le lien entre les différentes entreprises est constitué par un ensemble plus ou moins important d'actions retenues, une entreprise ayant la plus grande partie du capital, et à ce moment on parle d'un « rapport de subordination » on emploie les mots « mère » et « fille ».

Par le fait qu'une entreprise peut en même temps adhérer à plusieurs cartels et être membre d'un « konzern », il résulte de là une liaison des différentes industries entre elles.

En effet, nous remarquons une telle liaison dans les industries qui, par l'objet de leur production sont déjà prédestinées à collaborer, ainsi la métallurgie et le charbon, l'industrie chimique et l'industrie houillère, l'industrie électrique et l'industrie houillère, l'industrie chimique et l'électricité, l'industrie chimique et celle de la soie artificielle, celle de la potasse et l'industrie chimique.

L'industrie allemande, vers 1928, représente un bloc compact dans lequel les intérêts d'une maison sont liés au sort de l'ensemble de l'industrie. L'entrelacement des finances est poussé à l'infini, les différents groupes ne sont pas liés seulement horizontalement, mais en même temps verticalement.

Dès le moment où nous trouvons en Allemagne des unions et groupements de production comme les cartels, konzerns, etc..., la base pour la rationalisation est donnée.

Quand on voit la façon dont l'industrie tâche d'obtenir des conditions toujours plus favorables pour stimuler la production en se groupant, ce serait s'arrêter à mi-chemin que de ne pas prendre parti pour la rationalisation. Les grandes entreprises ou groupements d'entreprises essayent de pousser le rendement de la production le plus loin possible.

Le conseil des normes allemandes (Deutsche Normen Ausschuss) a pour but d'unifier la production et quelques comités donnent des « normes » pour les diverses branches de la production (wagons, canalisations, bicyclettes, machines industrielles, etc...) Peu à peu, tout est rationalisé, à com-

mencer par la production, la vente et jusqu'à la comptabilité dans les entreprises. L'excellence du résultat obtenu est incontestable. Les exportations se sont accrues d'un milliard par an. Le Reich a dépassé l'Angleterre et même les Etats-Unis. L'épargne allemande a progressé franchement. La flotte de commerce a été reconstituée. Les dividendes des sociétés industrielles s'accroissent jusqu'en 1929.

La concentration est aussi provoquée par le désir d'augmenter les revenus, de diminuer les frais généraux et surtout d'éviter la concurrence inutile entre les différentes entreprises de même production.

Cette concurrence fort coûteuse et qui affaiblit les entreprises nationales en face de l'étranger est écartée par la concentration et par l'existence de cartels, konzerns, syndicats, etc..., elle permet aux entreprises allemandes de lutter sur le marché mondial sans avoir besoin de s'inquiéter au sujet du marché intérieur.

Comme nous le savons, l'industrie allemande a demandé beaucoup de capitaux de l'étranger car il s'agissait d'abord de renouveler l'outillage démodé.

Des sommes énormes furent nécessaires pour réaliser cette transformation et il est évident qu'une société qui englobe plusieurs usines et qui est membre d'une union dont font partie les plus grandes firmes de l'Allemagne munies d'excellentes relations bancaires, offre plus de garanties qu'une seule entreprise privée.

Les syndicats permettent aussi de maintenir les prix de vente et peuvent exercer une action nécessaire sur le marché, tandis qu'une entreprise privée n'a ni les moyens, ni les forces pour s'engager dans une pareille entreprise.

Les conditions des emprunts venant de l'étranger étaient plus avantageuses pour les « konzerns » que pour une entreprise qui n'avait point de relations avec ces groupements puissants, mais qui au contraire étaient, dans la plupart des cas, attaqués par ces derniers. Le régime fiscal favorisa cette concentration car il accorda des facilités en matière d'impôts aux konzerns qui échappent à l'imposition pour les mouvements des produits bruts d'une usine à l'autre. La rationa-

lisation achève l'œuvre de la concentration : elle contribue à produire à bon marché et à inspirer la confiance aux prêteurs. Ce procédé est sans doute dû au fait que l'Allemagne est une nation dont l'industrie était fortement développée avant la guerre et qui tâche maintenant de regagner le terrain perdu sur le marché mondial. La concurrence des Américains indique aux industriels allemands les moyens nécessaires pour accomplir cette tâche, c'est-à-dire la concentration et la rationalisation. Cette organisation nouvelle de l'industrie n'est naturellement pas restée sans influence sur la crise monétaire allemande de 1931.

La concentration industrielle qui pendant une prospérité de quelques années entraîne une collaboration de toutes les branches de la production nationale, est devenue une des causes des difficultés où se trouvait le mark en juillet 1931. Pendant les années de prospérité, les revenus de ces entreprises ou plutôt de « ces blocs de production », étaient très élevés. Les « konzerns » détenaient des capitaux considérables il suffisait qu'une seule banque soit chargée de gérer leurs affaires, pour qu'elle réalise des bénéfices appréciables. Presque tous les grands « konzerns » ou syndicats ont leurs propres banques avec lesquelles ils traitent les affaires courantes.

Une concentration analogue à celle des grandes entreprises industrielles se produit dans les instituts bancaires.

Les petites banques sont absorbées par celles qui sont plus importantes et finalement on compte seulement un front unique de banques qui, étroitement liées les unes aux autres, s'opposent aux grands blocs industriels.

Le but de cette fusion est le même que celui de la concentration industrielle, c'est-à-dire renforcer le crédit et diminuer les frais généraux.

Les banques se chargent de trouver les crédits à l'étranger pour leurs clients, c'est-à-dire les konzerns et ce sont les banques qui s'engagent envers l'étranger.

Les gages demandés à l'industrie par les banques consistent, dans la plupart des cas, en un ensemble d'actions de l'entreprise débitrice. Quoique cette procuration du crédit

soit fortement rémunératrice, elle représente un grand danger pour les banques. En effet, la banque qui a inscrit à son actif les actions de l'entreprise endettée est étroitement liée au sort du débiteur.

Au temps de prospérité, cette collaboration entre les banques et les industries n'était nullement dangereuse. Malheureusement les premiers indices d'une prochaine crise se font remarquer déjà en 1927. Ce n'est pourtant qu'en 1929 que la crise fait son apparition. En 1930, l'année où les fruits de toutes les manœuvres industrielles comme la concentration et la rationalisation, devraient être récoltés, la crise éclate : la production diminue, le nombre des chômeurs monte de 3,5 millions en 1930 à 5 millions en 1931.

Les grands konzerns dont la production diminue, contractent des dettes pour survivre au temps de dépression.

Les dépenses ne sont pas toujours restreintes, d'une manière efficace, l'ensemble du konzern étant devenu trop grand et trop difficile à gérer parce que ce bloc de production n'a pas assez de liberté dans ses mouvements pour réagir immédiatement contre une telle crise.

Les actions tombent et les banques à leur tour fournissent souvent des moyens pour sauver la situation et là où elles ne réussissent pas, elles tombent avec le débiteur.

Le « Nordwolle Konzern » s'écroule et entraîne dans sa chute la « Darmstaedter National Bank ».

Les avoirs des banques sont devenus irréalisables tandis que l'étranger exige le remboursement des capitaux prêtés.

CHAPITRE II

L'Agriculture Allemande

Le problème de l'agriculture allemande a toujours donné lieu aux plus vives discussions. L'agriculture en Allemagne, a le droit d'être protégée, car elle joue un rôle important dans l'ensemble de l'économie.

Le recensement des professions montre qu'en 1925, 30 % de la population laborieuse est occupée par l'agriculture. 9,8 millions d'hommes sont englobés dans cette branche de production nationale. La forme de la propriété varie suivant les régions.

En Prusse orientale, nous trouvons la grande propriété dans les vastes plaines de cette province.

En Bavière, nous trouvons le petit paysan qui s'occupe de l'élevage, modeste en comparaison de celui des «domaines» du Nord.

La situation financière de l'ensemble de l'agriculture avant la guerre montre une dette globale de 13 milliards.

Cette dette ne paraît alors pas dangereuse, car les bénéfices réalisés permettent facilement d'en maintenir le service. L'inflation a presque anéanti cette charge et avec la stabilisation, une nouvelle époque commence pour l'agriculture.

Libérée de sa dette, elle n'a plus que le désir d'augmenter le rendement de sa production, car l'Allemagne importe encore de l'étranger de gros contingents de produits agricoles.

Les autorités favorisent cette tendance par des droits de douane augmentant chaque année; par exemple pour le seigle qui est la céréale la plus demandée en Allemagne, ceux-ci montent de 5 marks en 1914 à 7 marks en 1929 et à 20 marks

en 1931, par quintal ; pour le beurre, de 20 marks avant la guerre à 50 marks en 1930, par quintal ; les moutons vont de 8 marks en 1914 à 22,50 marks en 1929, par tête.

Une augmentation de la production nécessite des machines nouvelles et il se passe les mêmes phénomènes que dans l'industrie; l'outillage est démodé, et comme dans l'industrie, nous constatons une tendance à la rationalisation. Libérée de l'ancienne dette et protégée par des droits de douane croissants, l'agriculture trouve facilement des crédits nécessaires pour réaliser cette augmentation de production. La rationalisation entraîne des conséquences analogues à celles qu'elle eut dans l'industrie. L'endettement de l'ensemble de l'agriculture s'accroît rapidement lui aussi. Voici des statistiques pour les hypothèques, les crédits à moyen terme et les crédits à court terme.

	1925	1926		1927	
		30/6	31/12	30/6	31/12
Hypothèques.....	1011.3	1464.6	2048.5	2426.5	2814.4
Crédit moyen terme..	25.8	46.9	101.8	125.	304.4
— court terme .	2186.1	2352.9	2127.0	2690.2	2565.8
	3223.2	3864.6	4277.3	5241.7	5884.6

	1928		1929	
	30/6	31/12	30/6	31/12
Hypothèques.....	3257.6	3623.3	3890.8	3992.6
Crédit moyen terme.....	313.2	318.	319.	324.4
— court terme.....	2857.2	2889.8	3143.5	2940.2
	6428.0	6831.1	7353.9	7257.2

(1) WEISS: Zahlen sehen Dich an.

L'endettement global, comprenant outre les dettes ci-dessus celles non évaluées par les statistiques, atteint en 1931, d'après les économistes allemands, la somme de 11 milliards environ.

Ce sont surtout les grandes entreprises de l'Est qui sont gravement atteintes.

Une somme de 958 millions est nécessaire pour le service de la dette engagée, dont 65 % est à long terme et 35 % à court terme.

La crise de l'agriculture commence déjà en 1927.

Les grandes fermes de l'Est, orientées vers la production du seigle, sont dans des difficultés financières dangereuses.

Le Gouvernement propose des mesures de stockage pour le seigle offert en abondance sur le marché, pour diminuer l'offre en masse et espère par ce moyen en augmenter le prix. Les prix des produits agricoles ne sont pas en accord avec ceux de l'industrie, ce qui explique en partie les difficultés et la situation précaire dans laquelle l'agriculture se trouve.

Vers 1930 et 1931, la situation s'aggrave encore considérablement, les crédits fournis par les différentes banques ne sont pas réalisables et on ne peut même pas payer les intérêts de la dette.

Les ventes aux enchères des fermes par les créanciers ne donnent point de résultats satisfaisants ; on les évite le plus possible, car souvent la somme perçue ne suffit pas à libérer la première hypothèque.

Ces crédits s'élèvent à la somme globale de 11,4 milliards et on peut dire que l'insolvabilité de l'agriculture a contribué à affaiblir l'actif des banques allemandes.

SECTION III

La balance économique de l'Allemagne et le problème du transfert des réparations ¹

Le problème du transfert est d'une grande importance pour l'économie allemande. Le paiement des réparations, par l'importance des sommes à verser, doit être en rapport direct avec la balance des comptes du Reich. C'est-à-dire que la méthode adoptée par les alliés (Plans Dawes et Young) pour se faire payer, implique quelques conditions fondamentales qui, si on n'en tient pas compte, peuvent provoquer un grave danger pour la stabilité monétaire.

L'Allemagne doit payer les réparations en devises étrangères ; or l'économie doit d'abord réaliser un bénéfice qui lui permette d'acheter ces devises. Peu importe que ce soit le commerce extérieur ou un autre domaine de l'économie qui réalise ce bénéfice pourvu qu'il ne soit pas inférieur au montant des paiements à effectuer. Mais si on essaie de constater un bénéfice quelconque, on ne le trouvera pas et ce n'est que par un procédé artificiel que l'Allemagne a pu verser les sommes prévues par les plans. C'est l'afflux des capitaux qui permet toujours à l'Allemagne de remplir les obligations des plans établis. L'endettement de l'économie allemande permet au Reich de se procurer les fonds nécessaires. Les conséquences, pourtant, doivent se montrer tôt ou tard. Les capitaux qui viennent de l'étranger sont absorbés en partie par des

(¹) Voir les Statistiques.

impôts et sont ainsi perçus par le Reich qui les verse à titre de réparations. Ce procédé conduit obligatoirement à une commercialisation de la dette politique et est devenu la cause de conflits graves entre créanciers et débiteurs d'une part et entre les pays bailleurs de fonds et les pays bénéficiaires des réparations d'autre part. Le bénéfice net n'existe pas, les importations étant supérieures aux exportations, et les sommes empruntées ont été pour la plus grande partie réexportées.

Le paiement des réparations par ce moyen du transfert n'a contribué qu'à affaiblir la constitution de l'économie allemande.

Il n'est guère d'économistes allemands qui n'établissent une relation directe entre le système des transferts, l'endettement et la crise allemande. Les opinions divergent largement sur ce point. Qu'est-ce que le transfert? Quel en est le mode de fonctionnement ?

Il y a plusieurs possibilités pour un état débiteur de se libérer de sa dette de guerre. La solution la plus simple et peut-être la plus désirée, c'est l'exportation d'or et d'argent de la part du débiteur. Mais cette solution ne peut pas être employée sans que le système monétaire de l'état débiteur soit affecté. Par contre, un état pourrait adopter le régime du papier-monnaie et se procurer des devises-or et verser les sommes ainsi acquises aux créanciers. Cette solution est possible pour acquérir une réserve pour la banque d'émission, comme nous l'avons vu au cours de la stabilisation du franc français et du mark. Mais pour effectuer des paiements réguliers d'une longue durée, ce procédé n'est pas utilisable, car les autres états se protégeront et n'accepteront plus le papier monnaie.

L'exportation de valeurs mobilières étrangères retenues par les nationaux pouvait servir à payer les dettes de guerre.

Dans ce cas, on suppose que les nationaux ont encore de grosses disponibilités en valeurs étrangères dans leurs coffres-forts. En Allemagne, après quatre ans de guerre et une inflation, on avait peu de valeurs de cette sorte. Par contre, l'Allemagne, dépourvue de tout moyen de paiement, avait

proposé de reconstruire les régions dévastées par des ouvriers allemands payés par l'état allemand, proposition qui n'a pas été acceptée par la France. Une cession d'immeubles situés en Allemagne ne pouvait pas donner entière satisfaction car d'une part le grand nombre d'immeubles qu'il fallait céder provoquerait une baisse des prix pour ces immeubles en cas de vente et d'autre part, le problème du transfert se pose automatiquement par l'envoi des revenus résultant de ces acquisitions.

L'acquittement le plus satisfaisant de la dette de guerre et aussi le moins dangereux pour le débiteur, consisterait dans le transfert d'un excédent de la balance des comptes, excédent qui peut être fourni par les exportations. Par ce procédé, l'état débiteur a l'occasion de se libérer de sa dette par le produit de son travail.

Comment l'Allemagne, elle, a-t-elle essayé, en fait, de se libérer de sa dette de guerre ?

Les paiements des dettes de guerre s'effectuent après 1918 par annuités et des livraisons en nature. Ce sont ces paiements en espèces qui nous intéressent ici. Les tributs payables par l'Allemagne devaient être effectués en devises du pays receveur, c'est-à-dire pour la France en francs français, pour l'Angleterre en livres anglaises, etc... Ces sommes doivent être transférées pour atteindre leurs créiteurs.

Comment constitue-t-on ces fonds en devises étrangères ?

Le Gouvernement allemand reçoit de ses citoyens une somme de 2 milliards qui est destinée à payer l'annuité des réparations.

Les impôts rentrent en monnaie allemande, mais les Alliés désirent être pays en devises de leur pays. Le Gouvernement allemand doit donc se procurer les diverses devises.

Le procédé normal serait une grande exportation qui ferait entrer les devises de ces différents pays, ou bien le tourisme, les revenus d'actions et obligations étrangères en possession des Allemands; ces devises seraient offertes à la Reichsbank qui, à son tour, les offrirait au Reich. Mais ce procédé suppose comme nous l'avons dit une exportation ou

du moins un excédent de 2 milliards de la balance des comptes. Si on regarde les statistiques on voit que cet excédent n'a presque jamais existé.

C'est seulement en 1926 qu'on obtient un excédent de 859,8 millions tandis que toutes les autres années se soldent par un déficit jusqu'en 1930 et 1931 où de gros excédents se montrent à nouveau.

Un particulier qui a des dettes à payer sans avoir de revenus est contraint, soit de demander un ajournement de paiement, soit d'emprunter des fonds pour payer son premier créancier. Par ce moyen il a payé, mais il a en même temps engagé une autre dette du même montant au moins.

Pour l'Allemagne, la situation était analogue. Elle n'avait pas assez de revenus pour payer ses créanciers, elle se vit forcée d'emprunter.

Ce fait est souvent nié de la façon la plus catégorique et même on entend dire que l'Allemagne n'a pas effectué le versement des réparations par le moyen des emprunts, puisque depuis 1924 le Reich n'a plus émis aucun emprunt sur les marchés étrangers (D^r SCHACHT).

Une démonstration de la manière dont le Reich a perçu les devises nécessaires montre qu'il n'était nullement nécessaire qu'elle engage elle-même des emprunts. Ici encore nous prenons l'exemple de M. SCHACHT.

Supposons que les « Vereinigte Stahlwerke » demandent un crédit de 25 millions de dollars à une banque américaine. L'entreprise a besoin d'effectuer de grands travaux pour améliorer la production et commande par exemple un haut-fourneau. Le paiement de ce travail s'effectue naturellement en marks et alors l'entreprise va offrir les 25 millions de dollars à la Reichsbank. Par ce moyen, la Reichsbank reçoit des devises étrangères pour les vendre à son tour au Reich. Le Reich prend les fonds, pour acheter ces dollars, de l'imposition, de l'économie, c'est-à-dire dans le cas des « Ver. Stahl », des ouvriers, employés, etc...

De cette manière les emprunts ne sont pas toujours émis par le Reich lui-même mais par les entreprises, les communes

et les différents instituts et corporations. C'est ainsi que le versement des annuités est possible. C'est une sorte de transfert fictif, car les véritables conditions de transfert, prévues par le plan Dawes, n'existent pas.

Voyons le passage du plan Dawes concernant le transfert :

« Pour conserver la stabilité monétaire d'un pays, il faut
« que non seulement le budget soit en équilibre, mais aussi
« que les revenus provenant de l'étranger soient équivalents
« aux paiements faits à l'étranger comprenant non seulement
« le paiement des importations mais aussi celui des répara-
« tions. C'est de cette façon seulement que l'équilibre du
« budget peut être maintenu. Une politique d'emprunts pour-
« rait voiler le véritable état de choses ou bien retarder un
« certain temps ses conséquences pratiques, mais sans pouvoir
« finalement les éviter ». (SCHACHT, p. 77).

Nous voyons que ce passage fait allusion à l'instabilité monétaire, mais uniquement lorsque les conditions d'un transfert réel ne sont pas données. Les conséquences peuvent être ajournées, et nous croyons que cet ajournement a eu lieu.

L'endettement des institutions publiques de même que celui des entreprises privées a facilité la tâche, mais les conséquences n'ont pas tardé à se montrer. Il n'est pas nécessaire de rappeler les nombreux pourparlers qui eurent lieu au sujet des réparations et des dettes privées. Les dettes politiques ont été commercialisées par ce procédé. Les prêteurs de l'Allemagne font valoir que ce sont eux qui ont mis l'Allemagne dans la possibilité de payer les annuités, tandis que les créanciers qui en général n'ont guère participé aux emprunts, veulent maintenir les paiements fixés.

Le prolongement de ces discussions a eu des conséquences qui, croyons-nous, forment la matière des querelles politiques actuelles, désaccord d'autant plus délicat que toutes les parties engagées sont de bonne foi.

Pour l'Allemagne les véritables conséquences se montrent lorsque l'afflux des capitaux étrangers s'arrête et que les possibilités de régler les dettes antérieures par des engagements nouveaux cessent.

Il serait absurde de prétendre que les réparations sont la seule cause de l'endettement et de la crise, pourtant une certaine influence ne peut pas être niée. Citons quelques chiffres :

L'Allemagne a emprunté entre 1924 et 1925: 15,5 milliards de marks-or, les réparations en représentent pour la période analogue : 8,5 milliards environ. On ne peut nier à cette somme une certaine importance dans l'endettement, même quand on invoque l'accroissement de la richesse de l'Allemagne qui a augmentée considérablement et qui dépasse 2 et même peut-être 3 fois les dettes étrangères.

C'est aussi le moment des paiements qui joue un rôle important. Immédiatement après la stabilisation, le paiement des annuités commence alors que les revenus ne suffisent pas encore à couvrir ces sommes. Il faut hypothéquer l'avenir, ce sont les réparations qui, dans une certaine proportion, nécessitent ces hypothèques.

DEUXIEME PARTIE

Le développement de la crise et sa répercution

DEUXIEME PARTIE

Le développement de la crise et sa répercussion

En 1929 nous assistons à des événements qui, tout en ayant leur source dans la période antérieure, deviennent à leur tour des causes du krach de 1931. Provoqués en partie par des événements extérieurs, ces faits donnèrent le coup de grâce au système monétaire allemand.

En juillet 1931, l'insolvabilité des banques allemandes se manifeste brusquement et paralyse toute la vie économique, et à la crise économique s'ajoute la crise monétaire. Les conséquences immédiates sont une restriction de crédit, réglée par des « Notverordnungen ». Le Gouvernement est obligé d'intervenir, vu la généralité du krach. C'est le système bancaire qui est le plus cruellement atteint.

Pour éviter l'aggravation de cette crise et garder la stabilité monétaire, on se voit obligé d'accorder un moratoire général.

Les banques, pour la plus grande partie insolubles, doivent être réorganisées. Les disponibilités sont rares et c'est l'Etat qui doit fournir les sommes nécessaires pour renflouer les instituts de crédit.

Les paiements à l'étranger doivent être restreints pour garder l'encaisse de la banque d'émission et des autres instituts bancaires, car l'afflux des capitaux de l'étranger a cessé. Les créanciers étrangers voient leurs avoirs bloqués et sont contraints, en cas de remboursement, de renoncer à une partie de leurs créances.

L'industrie, en grande partie débitrice des banques allemandes, subit une grave crise; comme les crédits sont dénoncés par les banques, les entreprises les plus renommées entrent en faillite. La réorganisation qui s'impose est de débarrasser, par un procédé radical, l'industrie de ces entreprises insolvables.

Le commerce allemand diminue car les restrictions de crédit et les ordonnances de détresse (*Devisenverordnungen*) ont une grande influence sur le volume des échanges. Des difficultés monétaires semblables existent dans de nombreux États du monde. Le contingentement apparaît et règle dès lors le commerce. Cet essai d'assainissement de l'industrie, cette diminution de la production et des échanges commerciaux, se répercutent sur le marché du travail. Le nombre des chômeurs augmente et devient une forte charge pour l'État déjà si lourdement endetté.

La pénurie monétaire influence profondément la politique fiscale. Le mark ne doit pas abandonner l'étalon-or. Le budget doit être équilibré et on s'engage dans la voie de la déflation. Celle-ci se traduit par une restriction des dépenses dans tous les compartiments. Le système fiscal est réorganisé. On crée des bons pour faire rentrer les impôts. Pour diminuer le chômage, des primes d'embauchement sont accordées. On a confiance en l'avenir.

Le paiement des réparations qui dépend de l'essor économique de l'Allemagne est suspendu. La situation précaire du Reich ne permet plus de verser des montants aussi importants à l'étranger. La Conférence de Lausanne, après une analyse minutieuse de la situation du Reich, aboutit à la suppression des paiements.

Après une politique monétaire très énergique, l'Allemagne a réussi à diminuer considérablement sa dette. Mais la situation n'est pas encore stable. La crise sévit toujours et la question monétaire n'est pas encore résolue : les devises et l'or manquent. La volonté de garder la stabilité monétaire est inébranlable, malgré les difficultés qui s'y opposent.

SECTION I

Les facteurs immédiats de la crise

Les facteurs immédiats de la crise sont ou extérieurs ou intérieurs. Ce sont surtout les facteurs extérieurs qui influencent les esprits dans un sens défavorable pour l'Allemagne. Ils réussissent à détruire le reste de la confiance dont l'Allemagne jouit encore. La chute de la « Kréditanstalt » a des répercussion fâcheuses non seulement pour l'Autriche, mais aussi pour l'Allemagne. Les Américains commencent à retirer les fonds investis en Europe et ce rapatriement de fonds se produit juste au moment où l'Allemagne est en proie à ces difficultés financières. Le moratoire Hoover suspendant les paiements intergouvernementaux aggrave plutôt la situation, car les banquiers américains continuent à retirer les capitaux d'Allemagne. On peut considérer ce moratoire comme un moyen de mettre les dettes commerciales au premier plan.

A l'intérieur, la situation économique s'aggravant, la crise économique gagne du terrain. Le Gouvernement essaie de restreindre les dépenses à tout prix : tentative qui vient trop tard, parce que le peuple entier déjà est entraîné par le mouvement hitlérien et ne vise qu'à un changement intégral du Gouvernement. Ce mouvement grandissant toujours, n'inspire pas confiance aux capitalistes, et de nouveau, des capitaux* émigrent.

Avec la faillite de la « Favag », un grand nombre de grosses entreprises s'écroulent. Ce sont des entreprises qui, par leur importance, ont beaucoup de créanciers à l'étranger. Les répercussions de ces faillites se font sentir même à l'étranger, non du fait des sommes perdues, mais plutôt pour l'impres-

sion très défavorable qu'elles produisent en mettant en cause toute l'économie allemande.

Avec le krach de la « Nord-Wolle Konzern », cette crise atteint même les banques. Les pertes sont grandes, surtout pour la « Danat » (Darmstädter National Bank) qui est en relations directe avec le Konzern.

La Reichsbank, affaiblie par des retraits multiples, doit restreindre le crédit; le taux d'escompte monte à 10 % en juillet et provoque ainsi la faillite de la « Danat » qui s'était adressée à la Reichsbank. La crise bancaire prend son commencement dans la faillite de cette institut. La Run sur toutes les banques est évitée par l'intervention de l'Etat qui règle dès lors la vie économique. L'Etat évite par son intervention des conséquences plus fâcheuses du Run sur toutes les banques allemandes.

CHAPITRE I

Les facteurs extérieurs

La question de l'acceptation du plan Young entraînait à ce moment un incident d'une grande importance pour l'économie allemande.

Quand des délibérations politiques doivent fixer des paiements à verser par un Etat, elles ont toujours une influence sur l'économie du pays débiteur en question. Les représentants allemands allèrent à Paris et s'y trouvèrent dans une situation très délicate. Les banques allemandes avaient engagé une dette à long terme de 6 milliards or brut. Quoique les retraits des capitaux ne s'effectuassent pas dans une mesure dangereuse ils augmentaient cependant à l'époque où la Conférence de Paris piétinait sur place.

Le 24 avril 1928, pour des raisons qui sont vivement discutées, quelques grandes banques françaises dénoncèrent leurs crédits placés à Berlin et, à Paris, on n'escompta plus les traites allemandes jusqu'à nouvel avis. Quelques jours après fut donné, sous formes de télégrammes, ordre de révoquer ces restrictions ⁽¹⁾.

Les conséquences de ces retraits étaient particulièrement graves pour la Reichsbank. De grosses demandes de remboursement furent présentées et même une augmentation du taux d'escompte, qui de 6,5 % passa à 7,5 % n'eut aucun effet. L'encaisse de la Reichsbank diminua de 1.350 millions et passa à 1.300 millions de marks-or. La couverture étant de 65 % en janvier, tomba à 40,35 %, c'est-à-dire atteignit presque la couverture légale de 40 %. Sans aucun doute, elle l'aurait

(1) D^r SCHACHT: Das Ende der Reparationen.

dépassée si la Reichsbank n'avait freiné par un moyen brutal le contingentement du crédit.

Le 2 mai la crise était conjurée et même les crédits à court terme étaient rentrés et avaient comblé les brèches. Mais une certaine méfiance subsistait.

Cet événement nous indique un fait excessivement intéressant. En effet, nous voyons pour la première fois dans quelle situation l'économie se trouve et surtout dans quelle situation elle aurait pu être si de gros retraits s'étaient effectués. Cela nous donne une idée de la fragilité de cet édifice par trop artificiel qui, pour quelques lettres dénonçant des capitaux insignifiants, s'ébranle. Les créateurs de l'Allemagne, le monde entier même se rendent compte de ce fait, qui cause une vive alerte qui met les créanciers sur le qui-vive et supprime la confiance dans l'Allemagne.

Le Gouvernement américain sembla sauver la situation. Le moratoire Hoover du 20 juin est reçu par le monde entier comme un soulagement. HOOPER proclame que le paiement de toutes les dettes de guerre sera ajourné d'une année, sans aucune formalité. On croit la solution trouvée et le pessimisme perd du terrain. Les demandes de remboursement diminuent, les bourses cotent des hausses assez importantes.

La France ne consent pas à se passer de la tranche protégée du plan Dawes et insiste pour le paiement des 612 millions de marks-or. Des pourparlers entre le Gouvernement français et HOOPER aboutissent à un accord et la France à son tour accepte le moratoire. Ainsi, l'Allemagne reçoit un soulagement de 1,5 millions de marks-or.

Mais cette confiance, elle aussi, dure peu, et les retraits des capitaux recommencent. Quelles en sont les raisons ?

On trouve deux explications : la première, celle de l'Allemagne, dit que la France par son refus d'accepter sans formalités le moratoire Hoover, a entravé l'élan de l'économie et que par les pourparlers engagés, la situation de l'Allemagne fut montrée sous un jour tellement défavorable que la confiance dont elle avait un si grand besoin fut détruite.

La seconde explication dit que le moratoire Hoover était une formalité qui devait donner aux créanciers américains

le temps de liquider leurs créances en Europe dans un temps assez long et empêcher ainsi le krach et les grosses pertes inévitables par un retrait précipité. C'était un moyen de dénouer rapidement l'entrelacement financier avec le moins de pertes possible.

Naturellement nous ne voulons nullement nier la bonne foi de ce moratoire qui aida l'économie mondiale, mais n'est-ce pas servir l'intérêt général, lorsque le créancier reste solvable et que le débiteur est en faillite, de ne pas provoquer l'insolvabilité de tous les deux. Il est aussi peu probable que les hommes d'affaires se laissent influencer uniquement par la confiance, qui à elle seule ne suffit pas, il faut que les bases de l'affaire soient acceptables. C'est la dernière de ces deux explications qui nous paraît expliquer le mieux les causes des nouveaux retraits de capitaux.

Les paiements de la Reichsbank sont évalués jusqu'au 1^{er} juillet à 1.400 millions et ceux des banques à 500 millions.

La chute de la « Kreditanstalt » marque le commencement de la crise monétaire et ébranle le monde économique, le 11 mai 1931.

Cet institut bancaire autrichien tombait en faillite à cause des difficultés temporaires. Il devait absorber en octobre 1930 la « Oesterreichische Bodenkreditanstalt » qui était en banqueroute et dont la charge était trop lourde à la « Kreditanstalt ». De plus, cette dernière elle-même avait subi une perte qui se chiffrait à 140 millions de schillings. L'aggravation de la crise accrut encore le déficit et la liquidation de cette maison demanderait aujourd'hui 600 millions de schillings.

L'Etat intervint car la « Kreditanstalt » était en relation étroite avec 75 % de l'industrie autrichienne. Une aide de 100 millions de schillings aussi bien que des sommes importantes fournies par la Banque nationale et la Maison Rothschild, restèrent sans effet. La Banque nationale de l'Autriche se chargea en plus des lettres de change pour permettre la liquidation de la « Kreditanstalt ». Cette mesure ne suffit pas non plus à aider, mais grâce à la garantie de l'Etat, on obtint un moratoire.

Cette crise qui sévissait en Autriche fut le signal des retraits de capitaux pour tous les créanciers des Banques de l'Europe, et l'événement de Vienne entraîna d'abord une crise du crédit en Europe Centrale et en Allemagne, puis en Angleterre et même en Amérique.

Les créanciers américains confondirent l'Allemagne avec l'Autriche. Ils considérèrent que la situation en Allemagne était la même qu'en Autriche. Ils ne firent aucune différence et ne distinguèrent pas entre une Autriche dont la capacité de vivre était contestée et une Allemagne bien organisée et fortement industrialisée. Ils tâchèrent de faire rentrer à tous prix les capitaux investis en Allemagne.

A partir du 23 mai, les demandes de remboursement augmentèrent de jour en jour. Le Gouvernement allemand, qui se rendait bien compte de ce que ce rapatriement des capitaux étrangers signifiait pour l'économie allemande, chercha à regagner la confiance, car c'était surtout un manque de confiance qui avait provoqué ces mesures. Bien que les créanciers sussent que la situation en Allemagne n'était pas sans difficultés, ils n'avaient pourtant aucune raison valable de demander des remboursements précipités. C'est par ce geste que beaucoup de maisons trop soucieuses de se faire rembourser et de sauver ainsi leur capital, ont provoqué la faillite de leurs débiteurs et ont obtenu le contraire de ce qu'elles avaient voulu.

Le Gouvernement allemand publia le 5 juin de nouvelles ordonnances de détresse.

La Reichsbank augmenta le taux d'escompte, ce qui n'empêcha pas d'ailleurs le retrait des capitaux car la situation en Allemagne inspirait aux Gouvernements des Etats créanciers des craintes au sujet du sort des sommes investies et prêtées.

CHAPITRE II

Les facteurs intérieurs

De 1929 à 1931, la situation économique de l'Allemagne s'aggrave continuellement.

Fait remarquable: le commerce extérieur se solde par un actif de 1.642,5 millions de marks en 1930, tandis qu'en 1928 les importations dépassaient les exportations d'une somme de 1.229,4 millions.

Au premier abord, on pourrait croire à une amélioration du commerce, pourtant cet excédent de l'exportation est dû surtout à une diminution de l'importation. La diminution des importations est de 35 % et celle des exportations est de 20 % au plus, l'ensemble des échanges a notablement diminué. Une baisse générale des prix se produit. Les prix de gros baissent depuis le début de décembre 1930 jusqu'en juin 1931, de 132,3 à 112,3.

L'industrie comme le commerce révèle une diminution de la production. L'index de la production en 1928 comparé avec celui de 1930 et 1931 montre un recul de 28 % et 31 % en 1931.

Le nombre des chômeurs monte de 3,5 millions à 5 millions en 1931, entraînant des charges énormes pour le Reich, les pays et les communes. Comme nous l'avons déjà indiqué la dette du Reich monte jusqu'à 11 millions. A cause de la crise les impôts ne rentrent pas conformément aux prévisions et le passif des dépenses augmente. Le Gouvernement essaye de réduire l'ampleur des dépenses au moyen des ordonnances de détresse du 26-7-30 et du 1-12-30. Pour préparer le chemin à une diminution des charges, ces ordonnances établissent que le Reich aussi bien que les pays et communes ne devront pas avoir, pour chacune des années à venir, un budget supé-

rieur à celui de l'année 1931, fixé à 10.687 millions de marks y compris les sommes à reverser aux pays et communes

L'ordonnance prévoit de plus une diminution de 6 % des salaires pour tous les fonctionnaires et employés publics. Les paiements à titre d'indemnité des assurances de chômage sont restreints et seuls les ouvriers qui peuvent prouver qu'ils n'ont point de revenus, c'est-à-dire qu'ils ne sont pas employés durant quelques jours de la semaine, bénéficient de ces allocations.

Pour réprimer l'abus des caisses de maladies on perçoit la somme de 50 pf. pour chaque bulletin de maladie. Cette mesure est en effet fort nécessaire, car les ouvriers qui doivent payer de fortes primes à ces assurances profitent de toute occasion pour récupérer l'argent versé.

Ensuite l'ordonnance augmente les impôts d'une somme de 500 millions.

Toutes ces mesures sont sans effet car elles sont venues trop tard et les économies qui en résultent sont insignifiantes pour l'ensemble des dettes.

En septembre 1930, les élections en Allemagne pour le Reichstag enregistrent une victoire du parti hitlérien et dès ce moment, 100 députés représentent ce parti au Reichstag. Ces élections entraînent des difficultés financières. La propagande hitlérienne qui préconise une annexion des banques privées par l'Etat détruit la confiance des capitalistes nationaux aussi bien qu'étrangers. L'augmentation constante des partisans du national-socialisme ne laisse aucun doute sur l'avènement d'HITLER dans un prochain avenir. Dès septembre 1930, le retrait des capitaux s'intensifie. Les nationaux placent leurs capitaux à l'étranger : en Suisse, en Hollande et en Angleterre.

Beaucoup de disponibilités sont ainsi dénoncées par l'étranger. Ces retraits, et surtout ceux des Allemands, sont trop hâtifs et trop précipités. C'est la panique : on parle d'inflation et on préfère avoir son argent à la maison, si on ne le place à l'étranger, la confiance est détruite et la plupart des gens commencent à thésauriser.

La population vit dans une attente inquiète; la nervosité suscite des craintes sans fondement. Mais comme rien ne se

passé, peu à peu les capitaux rentrent en banque et reviennent de l'étranger, quoique la thésaurisation soit loin d'avoir cessé.

La faillite de la « Favag », la deuxième Compagnie d'assurances de l'Allemagne, ébranle à son tour profondément l'économie privée. La Compagnie avait une haute réputation et cette chute vient d'une façon tout à fait inattendue. Cette assurance investissait des sommes considérables dans un domaine auquel une pareille entreprise ne devait pas toucher : elle finançait des marchés étrangers pour créer des débouchés, ces affaires avaient occasionné de grosses pertes. Les engagements à court terme ne pouvaient pas être exécutés. En août, la Compagnie ferme ses guichets, l'effet est considérable et l'opinion publique, qui ne se doutait de rien, est bouleversée par cette nouvelle; une véritable panique s'en suit. Du 14 au 19 août, les actions de 900 RM. passent à 100 RM. et en 1930 le cours est de 47 RM. On constate que le capital de 21 millions de marks-or et les réserves de 8 millions sont perdus. Les pertes sont évaluées à 50 millions de marks-or environ. Les créanciers de la Compagnie qui présentent une créance de 103 millions subissent à peu près 30 % de perte.

Les graves conséquences sont évitées par le fait que le plus grand « Konzern » d'assurances de l'Allemagne « L'Alliance Stuttgarter Verein Versicherung A. G. » fonde une réserve pour garantir le paiement des sommes dûes par la Compagnie aux assurés. Cette solution est très heureuse, car elle évite des répercussions sur l'ensemble des assurances.

Cet événement contribue à augmenter la défiance, car cette entreprise était surveillée par la « Reichsaufsichtsrat für Privatinstitute » et le conseil d'administration comprenait les représentants de tous les grands instituts bancaires. On peut évidemment s'imaginer que l'opinion étrangère ne fut pas influencée favorablement par la chute d'un institut d'une telle réputation, avec un conseil d'administration aussi choisi et en outre contrôlée par l'Etat.

L'entrelacement des transactions est si compliqué que des experts doivent s'informer pendant quatre mois pour avoir un aperçu général de cette affaire. Les banquiers suis-

ses, hollandais, américains, anglais sont créanciers et à leur tour informent leurs clients de la situation en Allemagne.

L'économie allemande reçoit le coup de grâce lorsque le « Konzern Karstadt » doit être assaini puisqu'il montre des dettes en banque de 75 millions et surtout lorsque le scandale de la « Norddeutsche Wollkammerei und Kammgarnspinnerei Bremen » éclate. En effet, cette maison subit une perte de 200 millions.

Dans la « Nordwolle », les plus grandes banques de l'Allemagne et de l'Etranger sont intéressées car les dirigeants, les frères LAHNSEN, étaient considérés comme d'honorables chefs d'entreprise. L'enquête découvre de grosses pertes qui avaient été subies dans les spéculations avec des actions de la « Nordwolle » effectuées par « l'Ultramar »; cette maison hollandaise créée par les dirigeants de la « Nordwolle » avait dissimulé dans les livres de comptes ses pertes qui échappèrent ainsi un certain temps à la surveillance du conseil d'administration. Ce scandale semble justifier pleinement la défiance envers l'économie allemande et les différents partis exploitent cet événement, sans se rendre compte des conséquences qu'entraînera leur manière d'agir. L'avenir du parti semble plus important que l'avenir de l'économie. L'affaire « Schultheiss Patzenhofer », une des plus grandes brasseries de l'Allemagne, présente un cas analogue à celui de la « Nordwolle ».

Des spéculations exécutées avec les actions de la maison par une banque hollandaise fondée par la « Schultheiss », entraînent des pertes de 60 millions.

L'opinion publique allemande est surexcitée. On voit toutes les grandes entreprises sous le même jour. Les banques sont attaquées de tous côtés par l'étranger, par les créanciers de l'intérieur. Ses débiteurs, les grandes entreprises sont dans des difficultés constantes, les actions données en gage s'aviussent. Tous ces facteurs agissent en même temps.

Pour la Reichsbank, la situation devient dangereuse. La banque demande pour elle un crédit de 100 millions de dollars aux banques d'émission d'Angleterre, de France, d'Etats-Unis et à la Banque des Règlements internationaux, et plus

tard pour la « Golddiskontbank », un crédit de 50 millions de dollars. Au début de juillet, elle sollicite de nouveaux crédits de devises, mais la situation est déjà telle que les banques étrangères ne croient plus pouvoir prendre la responsabilité d'un nouveau crédit. Les réserves de la Reichsbank s'élèvent à la fin de 1930, à 2.685 milliards de marks, elles tombent à 1.610 millions de marks en 1931. Sur ce montant la Reichsbank doit encore la somme de 630 millions de marks engagés à court terme à la Banque des Réglements internationaux et à des banques américaines.

La Reichsbank est forcée de restreindre le crédit. Le 10 juillet, le taux de l'escompte est à 10 %. Cette mesure décide du sort de la « Darmstadter National Bank ». Le 12 juillet, cette banque est contrainte de fermer ses guichets, après avoir payés 650 millions en dix semaines; elle publie son insolvabilité. Le 13 juillet déjà, le Gouvernement déclare qu'il se porte garant de toutes les mises et que les guichets resteront fermés. Quelques heures après la publication de cette nouvelle le Run se produit chez toutes les banques allemandes. Les banques, bien que solvables, ne sont pas capables de faire face aux demandes multiples de remboursement. Le Gouvernement intervient.

SECTION II

La Politique de crise à l'égard des Banques et de la monnaie

Les conséquences immédiates de ce krach se traduisent par une restriction du crédit qui devient fort gênante pour l'ensemble de l'économie. On parvient à obtenir un moratoire général, ce qui permet de prendre des mesures contre l'aggravation de la crise. L'alternative: inflation ou déflation se pose, et, quoique cette voie soit assez dure, on se résigne à s'engager dans la déflation, puisque par là on peut sauvegarder la stabilité monétaire; mais cette stabilité monétaire doit avoir à base l'appareil bancaire le plus sain possible. Il faut donc une réorganisation bancaire; celle-ci exige comme condition première des crédits importants pour le renflouement de la plupart des banques atteintes. Mais où chercher ces crédits ? L'étranger devenu méfiant, n'en accorde plus et quant au marché national, il est lui-même épuisé. C'est donc uniquement l'Etat qui doit prendre à charge cette réorganisation et qui devient par là, le premier actionnaire des banques allemandes.

L'assainissement des banques terminé, il faut les remettre dans le courant des affaires: problème difficile, vu la dette extérieure et les affaires périlieuses.

Les avoirs des étrangers étant bloqués dans les banques allemandes, on trouve, en se servant de différentes sortes de marks, le moyen d'obliger des créanciers étrangers ou bien à prolonger le transfert, ou bien à consentir à une diminution de la créance. Par ce moyen on vise au maintien de la stabi-

ité monétaire et on veut empêcher l'exportation, dans une mesure dangereuse, de l'or et des devises étrangères.

§
**

La crise monétaire allemande, résultat de plusieurs faits fort différents, entraîne par son arrêt complet de la vie financière, des conséquences graves pour l'ensemble de l'économie. Quel est le problème qui se pose, en Allemagne, au sujet de cette crise. La situation est sans doute extrêmement grave. Hypothéquée d'une dette de 12 milliards à court terme due à l'étranger, manquant de réserves pour faire face aux demandes de remboursement, l'Allemagne doit, avant tout, obtenir un arrêt formel des paiements à l'étranger. Cette mesure représente une conséquence immédiate de l'état des finances. Ce moratoire proposé aux créanciers est le moyen de gagner du temps pour trouver un système d'assainissement et surtout d'arrêter le développement de la crise. On veut éviter que cette crise ne s'aggrave et ne crée constamment, par sa progression, d'autres bases sur lesquelles le plan d'assainissement devra s'appuyer.

Ce but est atteint en partie. Nous dirons « en partie », parce que le moratoire d'août 1931 n'est pas le moratoire complet de tous les paiements. Seules les dettes engagées en devises en profitent.

Pour l'Allemagne il ne reste pratiquement que deux solutions : l'inflation ou la déflation. Le système du « Gold Bullion Standard » est naturellement écarté, car l'Allemagne n'a presque pas d'or. Est-ce que l'inflation pourrait aider l'Allemagne ? D'abord le public allemand a déjà vécu une époque d'inflation et se souvient d'avoir vu diminuer chaque jour sa fortune sans pouvoir y porter remède.

L'opinion allemande est d'avis que chaque sacrifice, s'il est nécessaire, devra être supporté, mais l'inflation dépasserait les limites et personne ne pourrait supporter encore une fois une débâcle pareille. Le « système financier », « troubles politiques », « communisme », tels sont les mots qui courent

partout. L'inflation étant impossible, il ne reste que la déflation. La déflation trace à l'Allemagne un chemin très pénible et marqué de sacrifices de toutes sortes, mais à tout prix, il faut garder la stabilité monétaire.

D'autre part les dettes étrangères sont dans la plupart des cas, libellées en devises étrangères; en s'engageant dans la route de l'inflation, cette charge ne diminue pas, au contraire. Même quand on considère la reprise des affaires au début de l'inflation, les dettes sont trop importantes pour être payées dans un délai restreint. Les méfaits de l'inflation ne compensent point ses avantages et les créanciers ne seront point payés.

La déflation demandera une réduction radicale des dépenses publiques, un abaissement du niveau des prix. Le taux d'intérêt réduit doit contribuer à diminuer le coût de la production. Les salaires des ouvriers déjà réduits à cause de la crise, le seront encore plus. Ces mesures uniquement d'ordre intérieur, pourront servir à rétablir la confiance et devront entraîner nécessairement un investissement des capitaux étrangers dans l'économie allemande.

Pour l'extérieur, la question se pose assez nettement. Ou bien les crédits investis en Allemagne seront bloqués pour longtemps, ou bien les pays créanciers admettront que l'Allemagne exporte ses produits et réalise des bénéfices sur les marchés mondiaux, ce qui lui permettra de procéder à un remboursement des dettes proportionnellement à ses bénéfices.

L'Allemagne s'est décidée à employer la déflation comme moyen de restauration de ses finances, de son industrie et de son commerce, bref l'économie.

Comme nous l'avons dit, ce chemin sera dur et surtout marqué par un système de règlement autoritaire qui entrave considérablement la liberté économique. Pour les créanciers, ce temps de restauration sera sans doute très gênant, ils seront privés d'une grande partie des revenus des capitaux investis en Allemagne. Mais si l'expérience réussit, ils n'auront rien perdu. Pour l'économie mondiale, cette tentative de l'Allema-

gne sera sans doute favorable, car c'est le premier pas de la restauration de la confiance et par conséquent le dégel des capitaux thésaurisés est accompli.

Il est évident que la question des réparations à transférer jouera un rôle important et sera à envisager dans un très court délai. Si la déflation doit réussir, il est indispensable que le paiement d'une somme aussi élevée soit suspendu pendant la durée de la période de restauration.

Nous allons, dans les chapitres suivants, exposer les différentes conséquences que la crise a entraînées.

CHAPITRE I

Mesures immédiates de défenses, Restrictions de crédit et moratoire.

Les banques sont autorisées à rester fermées les 14 et 15 juillet. Dès ce moment une ordonnance chasse l'autre. La vie économique est paralysée. Les banques s'ouvrent, mais pour ne payer que des sommes minimales et strictement nécessaires pour couvrir les frais de la vie journalière. La foule fait la queue durant des heures devant la porte des banques, pour ne retirer que 20 marks. Les devises étrangères sont soumises à un règlement spécial. C'est la Reichsbank qui, désormais, règle les affaires effectuées en monnaie étrangère. La Reichsbank doit, pour chaque cas spécial, donner son autorisation. En plus, pour empêcher le public d'acheter des devises étrangères, la vente en est entre les mains de la Reichsbank et les devises sont vendues à un cours supérieur à celui noté dans les bourses étrangères. Les mouvements des devises aussi bien que leur origine doivent être expliqués sur demande de la Reichsbank. Tous les capitaux se trouvant en Allemagne sont bloqués. La Bourse de Berlin reste fermée et on ne publie ni les cours des devises étrangères, ni ceux des valeurs mobilières de peur de favoriser encore la panique imminente. Pour empêcher le nationaux d'aller à l'étranger pour y passer leurs vacances, et de diminuer ainsi les réserves de devises, on met une taxe de 100 marks sur les passeports de quiconque sort du pays.

Toutes ces mesures sont prises pour parer à des conséquences plus graves car il ne faut pas que la situation, déjà très difficile, soit aggravée par le premier affolement du peuple. Par les ordonnances de détresse on a dans une certaine

mesure organisé le krach et écarté le plus possible les événements qui prennent leur origine dans l'anxiété générale.

Ces mesures une fois prises ne peuvent être appliquées que jusqu'à ce que la situation s'éclaircisse et que l'on constate les effets produits par la crise.

Il est relativement facile pour le Gouvernement de proclamer des vacances bancaires et de prendre des décisions en vue du remboursement partiel des capitaux déposés en banque, car ces ordonnances s'appliquent aux nationaux. Pour ces derniers, la situation est très nette : d'abord ils sont contraints d'accepter les ordonnances du Gouvernement et, ensuite, ils savent que c'est dans l'intérêt de tous que ces mesures sont prises.

Quoique chaque créancier d'une banque raisonne de la même façon, on ne peut se fier au bon sens. Toutefois, pour les créanciers étrangers de l'Allemagne, la question se pose d'une manière analogue. L'Allemagne, pour le moment, est insolvable, les dettes à court terme s'élèvent à 12 milliards. La Reichsbank aussi bien que les autres instituts bancaires ont payé des sommes considérables pour faire face aux demandes multiples de remboursement. L'étranger dénonce les crédits.

Déjà le 19 juillet, c'est-à-dire quelques jours après la fermeture des banques, le Président du Conseil et le Ministre des Affaires Etrangères se rendent à Paris puis, accompagnés de leurs collègues français, à Londres. On cherche à obtenir des créanciers qu'ils ne retirent pas les fonds prêtés à l'Allemagne, car le Gouvernement allemand se rend bien compte que le retrait des capitaux signifierait la faillite. Pour les créanciers, nous croyons que ceux-ci ont bien jugé la situation financière de l'Allemagne. Ils aiment mieux consentir un moratoire non officiel, qu'obtenir comme réponse à leur demande de remboursement l'annonce que, pour le moment, l'Etat et l'économie étaient incapables de payer une somme quelconque. Les créanciers américains et anglais consentent un ajournement des paiements de six mois. Cet ajournement s'applique seulement au crédit donné aux banques. Ce sont en particulier des crédits libellés en devises étrangères. Les crédits en marks avancés par les banques étrangères ne sont pas

atteints par ce moratoire et sont par conséquent exigibles. Ceci nous permet de constater que les réserves de la Reichsbank diminuent encore même après le moratoire. En juillet 1931, elles s'élèvent à une somme réduite de 1.610 millions de marks. Cette somme comprend les 630 millions de marks pour lesquels un moratoire avait été consenti. Le 15 décembre les réserves sont tombées à 1.161 millions de marks-or.

Ici il convient de dire que la collaboration des grands instituts bancaires n'a point satisfait les espérances. Comme le moratoire que l'Allemagne a demandé n'a pas été octroyé aux créanciers, elle préfère faire appel au bon sens des créditeurs; naturellement les créanciers n'ont plus grand choix : ce geste de l'Allemagne est du reste assez clair pour ne laisser à personne le moindre doute au sujet de sa situation financière. A ce moment, il est indispensable de trouver un moyen énergique pour arrêter le retrait des capitaux, aussi bien des capitaux payables en marks que ceux qui sont payables en devises étrangères.

Même en tenant compte de la situation précaire dans laquelle se trouvent la plupart des créanciers eux-mêmes et de la situation politique en Allemagne, il est infiniment désirable qu'une entente entre les créanciers trouve des moyens efficaces pour empêcher cette crise de gagner du terrain. C'est un fait remarquable, à notre époque, que pour tous les événements aussi bien économiques que politiques qui demandent une coopération internationale, les décisions n'ont été prises que lorsque les faits avaient depuis longtemps dépassé la phase où on voulait les empêcher d'entrer. Ces désillusions dont la collaboration internationale nous donne des exemples de plus en plus frappants, font disparaître progressivement la confiance dans des actions internationales et font que les états en difficultés recourent à des moyens qui, dans la plupart des cas, visent d'abord leurs propres intérêts et qui n'ont aucun égard pour l'ensemble des économies. Il est vraiment difficile de condamner à priori des tendances pareilles.

Après avoir obtenu de l'étranger un moratoire de six mois pour les paiements à court terme, il faut régler définitivement cette question des dettes. Le moratoire accordé

n'est qu'une mesure prise pour apaiser la panique et empêcher le plus possible le développement de cette crise monétaire. Maintenant on doit faire face aux conséquences qui résultent de cette crise pour les débiteurs et créanciers. La situation est assez nette : la conférence de Bâle a porté l'échéance des paiements des dettes engagées envers les banques en devises étrangères, au 23 février 1932, tandis que les dettes extérieures libellées en marks sont exigibles.

L'échéance des dettes bancaires s'approche sans qu'une amélioration de la situation des banques se fasse sentir. C'est alors qu'en novembre 1931 elles adressent aux créanciers étrangers une demande de prolongation du moratoire en faisant valoir la situation précaire de l'économie allemande, et le fait que depuis juillet aucune amélioration ne s'était produite dans la situation des banques. Néanmoins, l'opinion des créanciers sur ce point est unanime : il faut trouver un accord qui leur donne la plus grande satisfaction possible, car les sommes investies en Allemagne sont importantes et les répercussions, en cas d'une perte complète ou même partielle, seraient désastreuses. Une conférence se réunit alors à Berlin vers la fin de l'année, l'extrême importance n'admet aucune perte de temps. Cette conférence se distingue par son esprit de conciliation et son désir de collaboration étroite, dans le but d'éviter des conséquences fâcheuses pour les créanciers et les débiteurs. Trois solutions extrêmement différentes sont soumises au choix de la conférence par les créanciers :

1° L'Allemagne laisse aux créanciers le choix entre deux issues : ou bien on accordera aux débiteurs allemands un moratoire qui leur laissera le temps pour récupérer les pertes subies, ou bien on exigera le paiement des capitaux prêtés, et l'Allemagne abandonnera l'étalon-or.

2° La solution préconisée par les banquiers américains consisterait à créer une banque qui posséderait un capital global de 3 milliards souscrit par tous les débiteurs allemands en proportion de leurs dettes, et qui gèrerait ces sommes pour les créanciers étrangers. Durant 5 ans, les bons émis par cet institut seraient remboursables tous les mois et ainsi la totalité des dettes serait payée.

3° Les Anglais proposent un paiement de 2,5 % par trimestre pour obtenir un remboursement de 10 % à la fin de la première année.

La première de ces solutions n'est pas envisagée par les créanciers qui préfèrent attendre et ne pas sacrifier l'instabilité du mark. Il ne reste plus que les deux autres solutions, et c'est la thèse anglaise qui finalement sera acceptée.

Concernant le taux de l'intérêt, les Allemands font des efforts en vue d'obtenir une revision, car on n'a pas conclu d'accord sur ce point. La demande allemande de payer un taux d'intérêt égal à celui perçu sur les autres marchés financiers augmenté d'une légère majoration, provoque de vives protestations chez les créanciers. Ceux-ci font valoir que les capitaux bloqués en Allemagne ne sont point disponibles et que, par ce fait, une comparaison avec les autres marchés est inadmissible. La sûreté du marché allemand n'est nullement comparable à celles des autres marchés à bases saines.

Cet accord s'applique aux dettes à court terme d'une somme globale de 5.368 millions de marks, qui se répartissent ainsi :

Etats-Unis.	2.908
Grande-Bretagne.	1.052
Suisse.	953
Pays-Bas.	941
France.	275
Autres pays.	244

Revue économique internationale, 1931, p. 181.

L'accord de cette conférence qui a réuni les plus grands banquiers du monde est signé le 23 janvier 1932. Il prolonge l'accord de Bâle d'une année et comprend toutes les dettes à court terme engagées par des banques allemandes, des grandes firmes industrielles et commerciales envers les banques étrangères. L'adhésion des débiteurs allemands à cette convention est obligatoire. L'accord signé n'exige point de paie-

ments immédiats, mais il prévoit que des remboursements pourront être ordonnés d'accord avec la Reichsbank, par un comité de six représentants des banques créancières. Ce comité se réunira une première fois le 1^{er} juillet et par la suite tous les trois mois pour fixer éventuellement la date et le taux des remboursements partiels qu'il jugera possible.

CHAPITRE II

La Réorganisation bancaire et l'État

Cette crise monétaire de 1931 nécessite une réorganisation bancaire et nous verrons que presque toutes les banques de l'Empire sont dans des difficultés plus ou moins grandes. Déjà en 1929 nous constatons une fusion importante : la Diskont Gesellschaft englobe la Schaafhausen'sche Bankverein, Norddeutsche Bank, Suddeutsche Diskont Gesellschaft, et la Rheinische Creditbank Mannheim fusionne avec la Deutsche Bank und Diskonto Gesellschaft.

Ainsi les plus importantes banques de l'Allemagne sont unies. Des pertes occasionnées par des débiteurs ont déterminé cette fusion qui pourtant n'était pas nécessaire par ce seul fait. La rivalité préalable des deux banques leur coûtait assez cher. Sans aucun doute le désir de diminuer les frais généraux causés par cet individualisme provoque cette fusion. La volonté d'augmenter l'importance et l'influence de ces deux maisons désormais unifiées facilite le succès de l'entreprise. Par cette fusion, une réduction du personnel devient possible et le renvoi de 3.000 employés sur 21.000 est prévu.

Cette réorganisation bancaire après 1931 nécessite l'intervention de l'Etat et s'effectue le 22 février 1932. Il s'agit d'effectuer la liquidation des différentes banques qui sont atteintes par la crise. La sélection est basée sur le domaine des débiteurs et sur une épuration des portefeuilles-titres. Les temps précédant la crise étaient marqués par des retraits importants de capitaux qui diminuèrent le nombre des créditeurs de quatre grandes banques, à savoir : Dedi, Danat, Dresdner ⁽¹⁾, Barmerbank, de fin 1930 à 31 octobre 1931, de 10.325 à 6.794 millions de marks-or.

(1) Dedi : « Deutsche Diskontbank. — Danat : Darmstädter National Bank. — Dresdner : Dresdener Bank.

Par contre le nombre des débiteurs de ces instituts, en grande partie insolubles, n'a pas diminué proportionnellement. Pour la même période, ils passent de 5.389 à 5.060 millions. La déflation joue un rôle important dans l'évaluation de l'actif de ces banques. Supposons par exemple qu'une banque donne, sur le gage de 100.000 marks en actions, une somme de même valeur et qu'alors les cours baissent de 10 %. Si cette banque veut réaliser son avoir, elle perd déjà 10 %. En pratique les banques prennent des précautions en constituant un fond d'amortissement, mais dans le cas de 1931, les avoirs en titres ont baissé de 30 % tandis que le taux de l'amortissement n'était que 22,5 % ⁽²⁾.

L'action de l'assainissement du 22 janvier 1932 a nécessité une somme de 1 milliard environ pour les quatre grandes banques : Deutsche Diskont, l'Adka, Dresdner Bank, qui absorbent la Danatbank et la Commerz et Privat Bank. C'est pour la plus grande partie le Reich qui contribue à cet assainissement en apportant des réserves et des fonds d'amortissement. Une réduction du capital des banques complète cette action.

Les différentes banques qui font l'objet de la réorganisation ont déjà racheté une partie plus ou moins importante des actions émises et c'est alors sur le reste de l'émission que la réduction s'effectue. Nous donnons maintenant une statistique qui indique la situation de ces banques :

	Capital ancien	Capital racheté	Solde	Dont tenu par le Reich	Capital réduit	Pertes d'action ^{***}	Capital nouveau
Dresdner	400	33.3	366.7	322.7	220.	147.7	220
Danat.....	60	35.	25.	—	7.5	17.5	—
Commerz & Privat	75	—	75.	37.2	22.5	52.5	80
Bankverein.....	36	23.5	15.5	—	12.5	—	—
Adka.....	40	22.	18.	—	6.	12.	19
Dedi	285	105.	180.	—	72.	108.	144
	896	218.8	677.2	359.9	340.6	336.7	463

(1) LAUFENBURGER: Crise et réorganisation bancaire en Allemagne.

La « Danat » qui, par le krach du « Nordwolle » devient insolvable, est assimilée à la « Dresdner ». Le Reich qui détient 7,5 millions d'actions de la « Dresdner », abandonne ces actions à cette dernière et lui permet ainsi de les échanger contre des actions réduites de la « Danat ».

La « Bankverein » est assimilée par le même procédé à la « Commerz et Privat Bank ». Cet assainissement du système bancaire de l'Allemagne entraîne des pertes considérables pour les actionnaires. La réduction du capital et les pertes demandent un sacrifice de 336 millions de marks-or.

Les pertes du Reich sont pour la :

« Dresdner »	170 millions
« Commerz »	26,04 ⁽¹⁾

Les banques dont les réserves sont épuisées reçoivent du Reich des obligations du Trésor pour compenser des fonds perdus. Ce sont des apports considérables :

	<i>fonds perdus</i>	<i>amortis</i>
« Dresdner-Danat »	115 mill.	85 mill.
« Commerz Bank »		23,5 mill.
« Commerz Bank »		16,75 mill.
« Adka »		10 mill. ⁽¹⁾

La perte globale de cette crise nécessite pour l'amortissement des dettes et la reconstitution des réserves les sommes suivantes :

Pertes des actionnaires sans le Reich	196,16 mill.
Pertes du Reich actionnaire	196,04 mill.
Apport du Reich	250,25 mill.
Utilisation des réserves des banques	231,00 mill.
Bénéfice de bilan au 31-12-31	54,80 mill.

988,25 mill. ⁽¹⁾.

La nouvelle augmentation des capitaux des différentes banques apporte une somme de 142,5 millions de marks-or, qui se répartissent de la façon suivante :

72 mill. pour la « Dedi ».
57,5 mill. pour la « Commer Bank ».
13 mill. pour l'« Adka ».

(1) LAUFENBURGER: Crise et réorganisation bancaire en Allemagne.

Le public ne participe guère à cette nouvelle émission d'actions, la confiance ayant été trop fortement diminuée. C'est la « Golddiskontbank » qui souscrit la plupart des actions émises. Cette banque a été constituée dans le but de financer les exportations. C'est une banque placée sous le contrôle de la Reichsbank et elle effectue surtout le genre d'affaires qui ne sont pas permises par les statuts à cette dernière. Elle escompte des traites à une échéance de plus de trois mois, achète des obligations, etc... Pour ces opérations elle est financée par la Reichsbank qui lui apporte ses bénéfices. La « Golddiskont » a participé à l'augmentation du capital des banques pour une somme de 100 millions; elle consent à fournir 50 millions en plus si la « Dedi » ne réussit pas à placer ses actions sur le marché national.

La position de l'Etat au point de vue des banques a beaucoup changé. Nous constatons qu'après la crise l'Etat est devenu le premier créancier des banques allemandes. Voici les parts du Reich dans les différents établissements bancaires :

	Nouveau capital	Part du Reich	Part de la Gold-diskont	Reich et Gold-diskont
Dres er Bank.....	220	152.	48	96 %
Commerzund Privat	80	11.16	45	70 %
Adca	19		13	70 %
Dedi.....	144		50 (*)	

(*) éventuellement si la DEDI ne peut pas les placer dans le public.

Il ne reste plus que deux grandes banques qui n'ont pas eu recours au Reich. Ce sont la « Dedi » et la « Berliner » (2).

Cette réorganisation du 22 janvier 1932 entraîne un assainissement du bilan des banques en difficultés, une unification des grands instituts bancaires qui permet la suppression de beaucoup de succursales. Une diminution des frais généraux est profitable à toutes les banques.

(1) LAUFENBURGER: Crise et réorganisation bancaire en Allemagne.

(2) Berliner Handelsgesellschaft.

CHAPITRE III

Le régime nouveau des capitaux et des moyens de paiements

L'Allemagne est obligée de prendre des mesures préventives pour empêcher de nouveaux retraits de capitaux et de devises. Il s'agit de trouver un système qui en même temps, empêche la diminution de l'encaisse et des devises et laisse encore assez de liberté pour le commerce. Le commerce international a besoin des devises pour le règlement de ses engagements et c'est l'excédent des exportations qui doit permettre à l'Allemagne d'augmenter ses réserves. D'autre part, on ne peut pas cesser purement et simplement le service des dettes faites à l'étranger, et il faut tâcher de satisfaire dans la limite du possible les créanciers, c'est-à-dire les étrangers possesseurs des fonds dans les différentes banques, les créanciers de l'industrie, les propriétaires d'immeubles, etc... Nous voyons que c'est une question qui ne peut pas être résolue sans difficulté. L'Allemagne a d'abord immédiatement après le krach de 1931, fermé les frontières pour tous les capitaux qui étaient à cette époque-là dans les banques allemandes ou qui se trouvaient au moment de la crise en territoire allemand.

Ce sont désormais les ordonnances de détresse qui règlent le commerce des devises. Ces ordonnances paraissent en grand nombre et le système de la répartition et de la demande des devises étrangères est très compliqué. C'est seulement le 23 mai 1932 que toutes ces ordonnances concernant le commerce des devises sont résumées d'une façon claire. Désormais en créant une base fixe, on exclut les erreurs, provoquées par de multiples révocations des ordonnances. Etudions mainte-

nant le mécanisme de la répartition des devises et les différentes sortes de marks bloqués en Allemagne .

Le contrôle des devises est fait par des bureaux d'administration qui sont sous la direction du Reichswirtschaftsminister, c'est-à-dire du Ministre des Finances et sont en relation étroite avec la Reichsbank. Les fonctionnaires chargés de ces affaires sont des employés de la Reichsbank, ainsi la répartition des devises n'est pas soumise à une bureaucratie incapable de juger s'il faut refuser ou accorder la demande de devises d'un importateur. La Reichsbank garantit par ce placement de ses fonctionnaires une exécution des ordonnances dans la mesure où cela favorise l'économie allemande. Elle obtient par cette centralisation un contrôle du commerce des monnaies étrangères, et elle peut juger ainsi sans difficultés la situation où elle se trouve.

Quelques banques obtiennent la permission d'acheter ou de vendre des devises pour le compte de la Reichsbank. Elles sont soumises à un contrôle strict et cette permission peut leur être retirée si elles perdent la confiance de la Reichsbank. Tels sont les traits essentiels concernant le commerce des devises.

Voyons maintenant les capitaux étrangers bloqués en Allemagne. Comme nous l'avons vu, un paiement direct à un créancier étranger des devises ou des marks n'est plus permis. On distingue les différents avoirs d'après le temps où ces avoirs ont été établis.

D'abord, il y a une catégorie dite « Altguthaben », c'est-à-dire les avoirs anciens. Ce sont les fonds des personnes privées étrangères (les Sarrois sont considérés comme étrangers) qui ont été établis avant le 16 juillet 1931. Dans la même catégorie, rentrent les fonds des résidents en Allemagne qui en sont sortis après le 3 août 1931. Pour obtenir la permission d'en disposer, il faut la permission du bureau d'administration des devises.

La deuxième catégorie comprend les sommes provenant des ventes d'immeubles appartenant aux étrangers et les avoirs au profit d'un étranger, constitués après le 13 février 1932, en particulier les marks qui ont été transférés par héri-

tage. Ce sont des « Sperrguthaben » ou « Kreditsperrguthaben », c'est-à-dire des marks bloqués. Cette catégorie comprend aussi toutes les créances en reichmarks ou marks-or des étrangers ou Sarrois qui datent d'après le 3 août 1931 et pour lesquelles le bureau d'administration des devises s'est réservé le droit de donner la permission pour le transfert.

Les « Effektensperrguthaben » (Effektensperrmark), sont des marks bloqués des créances, libellés en reichsmarks ou marks-or, provenant des ventes de valeurs mobilières en faveur d'un étranger ou d'un Sarrois. Ces ventes devaient être exécutées après le 11 novembre 1931. Il faut l'autorisation du bureau de l'administration des devises pour en disposer, ainsi qu'une autorisation spéciale pour accepter des valeurs mobilières au lieu d'un paiement en espèces à effectuer par un étranger.

La catégorie des « Registermark » (marks enregistrés), comprend les avoirs provenant du remboursement de crédits accordés par des banques étrangères en devises ou par les débiteurs allemands en reichsmarks. Les capitaux prêtés sont exigibles par les créanciers. Les sommes remboursées par les débiteurs doivent être versées à la Reichsbank qui les enregistre; d'où le nom de « Registermark ».

La dernière catégorie très importante est celle des avoirs de conversion (Konversionssperrguthaben). Les avoirs de conversion ont leur origine dans la loi du 3 juin 1931 concernant le service des paiements à l'étranger.

A partir du 1^{er} juillet 1933, le débiteur allemand doit verser tous les paiements au bénéfice d'un étranger à la « Konversions Kasse » (Caisse de conversion). Ces paiements comprennent: service des dettes, coupons, les loyers, des paiements réguliers résultant des crédits hypothécaires, etc. Bref tous les versements quels qu'ils soient dont l'étranger est le bénéficiaire doivent être effectués à la caisse de conversion. Par ce versement le débiteur allemand est libéré de son obligation. La caisse de conversion est sous le contrôle de la Reichsbank. Sur les sommes ainsi versées par les débiteurs, on transmettra au créancier étranger 50 % du montant tandis que les autres 50 % seront bloqués. Sur la demande du créan-

cier, la caisse de conversion lui remet pour les 50 % bloqués, des bons appelés « scrips » qui ne rapportent point d'intérêts. Le créancier peut les aliéner à la « Golddiskontbank » avec une perte de 50 %. En d'autres termes, ou bien le créancier étranger obtiendra le remboursement de 50 % de sa créance tandis que le reste sera bloqué, ou bien s'il désire une liquidation totale (c'est-à-dire les 50 % transférables plus les 50 % bloqués payés en scrips réalisables à la « Gold. » avec une perte de 50 %) la perte définitive sur le revenu total sera de 25 %.

Comme nous l'avons indiqué toutes ces mesures ont pour but de conserver le stock de devises encore disponibles en Allemagne. Néanmoins, il est nécessaire pour l'Allemagne, non seulement de ne point garder le stock mais d'augmenter les disponibilités en devises. Les dettes doivent être payées, et le seul moyen qui permette à ce pays de se libérer de son obligation sera un excédent de l'exportation. Les frontières des autres pays sont plus ou moins fermées mais l'Allemagne arrive à stimuler ses exportations malgré les barrières douanières.

Immédiatement après la crise de 1931, les étrangers ayant des capitaux en Allemagne ont le droit d'utiliser leurs fonds pour payer des produits commandés dans ce pays, c'est-à-dire qu'ayant 1.000 marks dans une banque quelconque, l'étranger peut acheter pour 1.000 marks de marchandises en Allemagne et les payer avec ces 1.000 marks. Ce procédé empêche momentanément des mouvements de capitaux et permet des échanges avec des pays qui, eux-mêmes, ont pris des mesures de protection en vue de garder la stabilisation monétaire. Ce procédé ne donne pas à l'Allemagne chargée de dettes considérables la satisfaction désirée. Pour les créanciers, ce système est gênant car, suivant les différentes sortes de marks, les permissions d'en disposer varient et donnent lieu à des spéculations. L'acheteur étranger peut, dans beaucoup de cas, fixer des conditions en rapport avec ses capitaux placés en Allemagne, refuser de payer un solde; le fabricant allemand désireux d'obtenir la commande accepte donc à des conditions très défavorables. D'autre part l'industrie, de même que le

commerce allemand, ont comme concurrents des pays à monnaie dévalorisée. Le Gouvernement s'est efforcé d'instaurer un système qui permit aux exportateurs allemands de demander des prix égaux à ceux de ses concurrents et de lui permettre d'augmenter les exportations. De ce fait, deux buts sont atteints en même temps : diminution du chômage et augmentation de la réserve en devises et par suite possibilité de rembourser les dettes.

Pour arriver à ce résultat, l'Allemagne contraint l'étranger à payer les frais d'assainissement financier.

C'est le « scripsverfahren », ainsi appelé parce que ce sont les scrips qui jouent le rôle prépondérant dans ce système. Nous avons vu que les scrips sont des bons émis par la caisse de conversion sur la demande du créancier. Ils représentent la partie non transférable des capitaux bloqués à la caisse des conversions qui peuvent être réalisés à l'étranger ou à la « Deutsche Golddiskontbank » qui paye 50 % du montant nominal. Prenons un exemple : un Français retient une hypothèque de 100.000 marks sur un immeuble à Berlin ; son débiteur lui paye un taux de 6 %, les 6.000 marks doivent être versés conformément à la loi à la caisse de conversion, qui lui paie un montant de 3.000 marks au comptant et sur sa demande le reste en scrips. M. X..., pour liquider ces scrips qui ne portent pas intérêt, les offre à la « Goldis », qui les lui paie 1.500 marks au lieu de 3.000. Ici l'exportateur allemand intervient et achète les scrips de M. X... par l'intermédiaire de la « Goldiskont » et les revend ensuite à celle-ci qui les lui paiera à leur valeur nominale, c'est-à-dire 3.000 marks. Le bénéfice réalisé est destiné à compenser la perte que l'exportateur subit en vendant à des conditions qui ne lui laissent aucun bénéfice.

L'exportateur allemand désireux de profiter de cet avantage doit prouver qu'il a subit une perte, preuve qui est strictement vérifiée et dont l'abus est sévèrement puni.

La base de ce système se résume en quelques mots : ou bien vous nous permettez d'exporter nos produits et nous allons payer nos dettes avec le bénéfice réalisé, ou bien vous acceptez une réduction de la dette.

Les différentes sortes de marks que nous avons énumérées peuvent être employées dans le même but. Un étranger peut payer les commandes en Allemagne avec ses capitaux bloqués jusqu'à concurrence de 25 % de la valeur de la facture si les avoirs sont englobés dans une des catégories suivantes : avoirs anciens (Allguthaben); marks bloqués (Kreditsperrmark), marks bloqués de créanciers (Effektensperrmark). Il paie 25 % de la facture et pour le reste il a le choix, soit de convertir ses avoirs bloqués en scrips, soit d'importer des devises, c'est-à-dire de payer en espèces. Tous les avoirs bloqués, à l'exception des marks bloqués de créances, peuvent être convertis en scrips et ainsi employés pour le paiement des commandes des maisons allemandes.

La façon dont l'acheteur étranger paye est indifférente à l'Allemagne, soit qu'il prenne des scrips et consente à une réduction de 25 % de son avoir, soit qu'il paye en devises étrangères qui à leur tour seront échangées à la Reichsbank, servant ainsi à augmenter les réserves.

SECTION III

Politique de crise à l'égard de l'industrie et du commerce

Les répercussions de la crise monétaire allemande frappent aussi l'industrie et le commerce.

Les entreprises industrielles endettées, dont les actions représentent l'actif des banques, nécessitent une épuration énergique. Cette épuration est réalisée en partie par la baisse des prix et en partie par l'intervention de l'Etat. Ce dernier charge la T. I. L. K. A. ⁽¹⁾ et la D. F. I. ⁽²⁾ de cette réorganisation.

Pour le commerce, cette crise se traduit par une diminution des importations et des exportations. Le contingentement devient d'autant plus fâcheux pour l'Allemagne que celle-ci est chargée d'une dette extérieure dont elle ne peut se libérer que par un excédent d'exportation.

Cette épuration de l'industrie et cette diminution des affaires entraînent une forte augmentation du chômage. C'est encore une fois l'Etat qui doit se charger de diminuer cette armée de chômeurs par la création d'un vaste programme de travaux et par la création des primes d'embauchement.

L'efficacité de ce système laisse des doutes, si on considère les nombreux abus qu'on en fait.

(1) « Tilgungskasse für Gewerbliche Kredite ».

(2) « Deutsches Finanz Institut. »

CHAPITRE I

L'Industrie

REORGANISATION ET LIQUIDATION

La politique de déflation employée par la Reichsbank devait avoir de grandes répercussions sur l'industrie allemande, répercussions d'autant plus redoutables pour celle-ci qu'elle était pour la plus grande partie hypothéquée de considérables dettes bancaires, extérieures et intérieures.

Une restriction brusque du crédit comme le nécessitait cette crise monétaire, doit naturellement affecter le cours de la production. Quand en juillet, la Reichsbank élève le taux d'escompte à 10 %, tous les instituts bancaires, pour garder des réserves liquides, dénoncent les crédits avancés aux différentes entreprises. La baisse des prix de gros contribue à aggraver la pénurie monétaire de ces dernières qui, fortement engagées en dettes bancaires, sont les premières victimes de cette restriction du crédit.

Les crédits bancaires sont devenus introuvables en pratique, l'industrie qui a besoin de crédits à long terme ne trouve que des crédits à court terme et à des conditions très onéreuses.

Les entreprises liquident d'abord les stocks existants et si elles possèdent des devises elles les changent en marks dans les banques. Les entreprises dont les finances sont en équilibre, c'est-à-dire qui ne sont pas engagées dans une mesure exagérée dans des crédits bancaires, ne sont guère atteintes par cette élévation du taux d'escompte. Il se produit ainsi, par la crise du crédit, une sélection des entreprises en entre-

prises solvables et insolvables. Cette sélection se manifeste dans toutes les branches de la production.

Ce procédé d'épuration fait tomber les plus anciennes entreprises. Le nombre des faillites relevé d'après les statistiques montre bien le cours de cette épuration :

1927 : 427 faillites par mois.

1931 : 1133 faillites en décembre.

1933 : 505 faillites en décembre.

(*Frankfurter Zeitung*).

La production diminue d'une forte proportion c'est-à-dire de 34,5 % contre 1929. La construction des usines et bâtiments industriels ne s'élève qu'à 21 % de celle de 1930; l'utilisation du fer dans l'industrie diminue de 16 % par rapport à 1927. Les commandes des machines industrielles sont comparées :

1925	1927	1931
<u>100</u>	<u>117</u>	<u>21</u>

(*Frankfurter Zeitung*).

Les salaires des ouvriers industriels tombent de 45 RM. par semaine à 33,5 RM. en 1931 et à 24 RM. en 1932.

L'ensemble de la production indique la diminution suivante :

1928	1929	1932
<u>100</u>	<u>110</u>	<u>59</u>

(*Frankfurter Zeitung*).

Ces chiffres nous donnent une idée de la gravité de la crise en Allemagne.

Pour éviter que cette sélection des entreprises entraîne avec elle des maisons solvables et surtout des entreprises hypothéquées par une charge minime et se trouvant en difficultés par le blocage brusque de tous les crédits, on crée deux instituts financiers: la T. I. L. K. A. (Tilgungskasse für Gewerbliche Kredite) et le D. F. I. (Deutsches Finanz Institut).

La faillite de telles maisons n'est pas désirable, ni profitable pour l'ensemble de l'économie. La sélection ne doit donc pas dépasser le strict minimum des faillites nécessaires; le chômage, déjà énorme, ne doit pas être augmenté par la faillite d'entreprises parfaitement saines, se trouvant en

difficultés temporaires. Pour empêcher cela, on a créé le « Deutsches Finanz Institut ». Cet institut fait des recherches concernant la situation financière des différentes entreprises, il les classe en deux catégories, l'une comprenant les entreprises qui, à cause de leurs mauvaises opérations financières doivent être liquidées. Ce sont pour la plupart des sociétés qui ont dépensé de grosses sommes pour continuer le cours de la production, sans diminuer les frais généraux, espérant que cette crise ne tarderait pas à être remplacée par une prospérité compensant largement les pertes subies. Les dirigeants soutenant la thèse du Président HOOVER « la prospérité nous attend au prochain tournant » se sont trompés. La pénurie des capitaux ne permettait pas de renflouer de telles sociétés. Les moyens de crédit étaient restreints et devaient être gardés pour les entreprises de la deuxième classe : les entreprises en difficultés temporaires.

Les entreprises, dont les crédits ont été dénoncés par les banques, remettent, faute de disponibilités libres, des titres industriels. Ces actions atteintes momentanément d'une baisse accentuée font subir des pertes aux banques voulant les réaliser. C'est la D. F. I. qui créditera ces actions : les instituts bancaires firent une traite sur la D. F. I. du montant nominal des actions remises et ils peuvent encaisser les dettes dues par les entreprises, à la Reichsbank.

La D. F. I. peut à son tour réaliser les titres, mais elle n'est ni pressée, ni contrainte de le faire de suite, elle peut attendre que les cours remontent. Cet institut était d'une grande utilité : voyons par exemple le cours d'une action de premier ordre :

J.-G. FARBEN cotant en avril 1931 98 %, tombe quelques mois plus tard à 31 %. Une banque qui a pris en gage des actions au cours de 98 % devait alors sans intervention de la D. F. I., vendre à 31 %, si elle se trouvait en difficultés.

La « Tilka » (Tilgungskasse für Gewerbliche Kredite) intervient pour les entreprises devant être liquidées. Elle aide les banques qui, par suite de la faillite des Sociétés dont elles étaient créancières, sont mises dans l'obligation de rayer un certain nombre de créances de leurs balances. Une banque qui

traitait des affaires est mise, par la faillite de plusieurs clients industriels, dans une situation embarrassante et dangereuse. L'actif disparaît brusquement et les pertes représentent une charge difficile à amortir. La « Tilka » intervient et prend à sa charge les pertes qu'elle amortit pendant un temps relativement long. Ainsi les banques gardent leur actif.

Grâce à cette mesure les banques ont un bilan équilibré, mais les disponibilités réelles ne sont pas augmentées, c'est une liquidité fictive, car l'étranger n'a guère manifesté le désir de placer des capitaux en Allemagne après 1931, et le marché intérieur ne présente pas beaucoup de disponibilités non plus.

Il reste à savoir si la déflation a réussi à diminuer le prix des produits industriels. On peut répondre affirmativement à cette question. Les statistiques donnent pour les produits industriels les indices suivants :

Déc. 1930	Déc. 1931	Déc. 1932
142,9	130,4	113,6
	(Frankfurter Zeitung).	

Les cartels, trusts et konzerns, qui suivant l'opinion publique sont les premiers obstacles à une baisse de prix (Rev. Ec. Intern. Janv. 32, p. 57) ont peut-être facilité la tâche de la déflation. Ces organisations qui, en temps de prospérité, ont tendance à hausser les prix, ont dû, sous l'action du Gouvernement, opérer en sens contraire. L'institut pour l'étude de la conjoncture a constaté que 17 à 18 % de toutes les marchandises ménagères sont vendues à des prix cartellisés. Ce fait est exploité par le Gouvernement qui promulgue plusieurs lois entraînant la diminution de 10 % du prix des marchandises en considération avec le pourcentage de 17 à 18 %, cette diminution influence beaucoup les autres producteurs, la vie étant moins chère, la diminution des salaires se trouve justifiée.

Le coût de la vie est en :

Déc. 1930	Déc. 1931	Déc. 1932
141,6	130,4	118,4
	(Frankfurter Zeitung).	

Il y a donc une baisse considérable qui permet à l'industrie de réduire le coût de la production.

CHAPITRE II

Le Commerce International

Le commerce extérieur de l'Allemagne semble se modifier par suite de cette crise monétaire et si l'on considère le résultat des exportations et importations, on voit que les premières dépassent largement les secondes. Néanmoins cet excédent des exportations n'est obtenu que par une réduction des importations.

Une statistique nous montre la diminution des exportations, mais dans une moins grande proportion que les importations :

	1929	1930	1931	1932
Exportations:	13,5	12,0	9,7	5,7
Importations:	13,5	10,2	6,8	4,7

(Welter, *Ende und Lehren der Krise*).

La crise monétaire influence surtout les importations car la restriction imposée au marché des devises est très gênante pour les importateurs. La question des devises a été placée au premier plan par la crise. En effet, si l'Allemagne, déjà dépourvue des réserves nécessaires pour maintenir la stabilité du mark, laisse librement sortir les dernières devises sans prendre les précautions nécessaires, elle favorise la chute du mark. L'Allemagne étant désireuse de garder à tout prix la stabilité monétaire, devait tâcher d'augmenter les réserves en or et cette tentative qui essaie d'obtenir les réserves par un excédent des exportations et une restriction des importations, rencontre en pratique les plus grandes difficultés.

Après la chute de la « Kreditanstalt » la crise monétaire se répand dans les Pays balkaniques, puis atteint l'Allemagne;

après quoi, l'Angleterre quitte l'étalon-or et avec elle les pays du « bloc sterling » et peu à peu presque tous les pays du monde subissent la même crise. Partout nous constatons le désir d'augmenter le stock-or et de reconstituer les réserves en devises épuisées depuis la crise. Ainsi nous nous trouvons dans une situation analogue à celle de l'Allemagne. Il en résulte que tous ces pays diminuent le plus possible les importations en élevant les droits de douane. En 1931, les différentes mesures de protection se multiplient, d'abord par le fait que toutes les devises doivent être apportées à la Banque nationale des pays, ensuite par les difficultés diverses pour obtenir des devises pour les importations.

De plus on établit des contingentements d'importations, qui impliquent la création d'une monopole de change, qui à son tour contrôle les mouvements des devises.

La France établit les premiers contingentements en août 1932, bien que la stabilité monétaire de ce pays ne soit pas encore menacée. La Pologne fait de même et augmente les droits de douane pour les produits industriels jusqu'à 100 %. L'Italie augmente ses droits de douane de 15 %. De plus, les pays dont l'unité monétaire est stable demandent des taxes supplémentaires pour compenser les avantages dont les importateurs bénéficient en achetant les produits des pays à monnaie dépréciée. Des traités de commerce sont élaborés. L'Angleterre, pays pourtant libre-échangiste, quitte cette politique qui lui a permis de s'enrichir et 50 % de la valeur des produits importés seront perçus par le fisc. Partout on constate une reprise accentuée du protectionnisme. L'économiste allemand WELTER distingue trois phases du protectionnisme d'après-guerre; la première phase naît de la guerre: à la fin de la guerre les différents Etats qui ont pratiqué une politique protectionniste n'ont pas annulé entièrement les restrictions douanières. La deuxième phase est une conséquence du changement de la production: par son blé, l'Amérique fait concurrence aux autres pays dont les seules ressources viennent des revenus de l'agriculture, ceux-ci ferment alors leurs frontières pour protéger la production nationale. La crise de crédit entraîne la troisième phase: les pays contraints

de garder les capitaux et les devises encore disponibles, se ferment pour empêcher une aggravation de la crise de crédit. C'est plutôt une mesure de détresse qui, selon l'opinion de M. WELTER, est vouée à disparaître aussitôt que les marchés financiers auront répartis leurs capitaux de façon à ce que les tensions anormales sur les marchés n'existent plus.

Cette mesure de protection prise par la presque totalité des pays créanciers eut des répercussions multiples pour l'Allemagne. Les exportations diminuent comme la statistique le démontre, cette diminution se fait sentir par une recrudescence du chômage. De plus l'Allemagne, pour stimuler les exportations a consenti des crédits considérables aux pays de l'Europe centrale, crédits qui sont maintenant gelés. Les crédits consentis à la Russie pour des commandes représentant une somme d'environ trois cents millions seront remboursés en quelques années. L'Allemagne ne peut payer ses dettes que par un excédent des exportations, cette voie lui est en grande partie fermée par des mesures protectionnistes des autres pays. Pour augmenter les réserves des devises aussi bien que les réserves liquides, le Gouvernement invente tout un système de marks, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent. C'est donc l'Allemagne la plus atteinte par ce protectionnisme bien que ces mesures n'aient pas été prises pour empêcher les exportations de ce pays en particulier.

L'institut pour les recherches de conjoncture a constaté que 40 % de la production industrielle allemande sont absorbés par l'exportation, cette proportion nous donne une idée de la façon dont l'essor de l'économie allemande est étroitement lié aux exportations. Diminuer cette proportion, tel est le but du gouvernement hitlérien, qui, dans son programme veut adapter la production de l'industrie, dans une proportion plus saine, aux besoins du marché intérieur et créer une situation économique plus stable, qui ne dépendra pas seulement du marché extérieur. C'est d'abord l'équilibre intérieur qu'il faut chercher, en plus une certaine exportation en temps de prospérité, mais cette dernière ne doit pas être la plus grande source de revenus du pays. Si ce but est atteint, on espère éviter de nouvelles crises comme celle que nous venons de traverser.

CHAPITRE III

Le Chômage

Le chômage en Allemagne a considérablement augmenté depuis la crise monétaire. Il est évident qu'un procédé d'épuration comme celui qui a été employé ne pouvait se produire sans avoir de graves répercussions sur le marché du travail. La crise économique provoque jusqu'en 1930 le chômage de 4,5 millions d'ouvriers. La sélection des entreprises en 1931 porte ce chiffre à 6 millions. Le chômage englobe maintenant une classe nouvelle, celle des employés du « col blanc » comme on dit en Amérique. Des ingénieurs, employés de commerce sont sans emploi et attendent que le Gouvernement prenne des mesures pour leur rendre la place qui leur convient. La classe la plus atteinte est celle des ouvriers de l'industrie lourde. Le nombre des travailleurs employés par les différentes branches de l'industrie était d'environ 10,5 millions, plus d'un tiers est actuellement en chômage. Dans la construction, la proportion des chômeurs est encore plus élevée.

Cette situation représente un grand danger pour l'Allemagne : ces personnes, sans travail depuis plusieurs années, sont mécontentes de leur sort et ne voient pas la possibilité d'en sortir.

Les adhérents des partis radicaux augmentent constamment. Les communistes en Allemagne représentent un parti avec lequel il faut compter et qui sans aucun doute, augmentera encore si on ne trouve pas les moyens efficaces pour réduire le chômage et donner du travail aux ouvriers.

Le Chancelier BRUNING a essayé de parer au danger en mettant à la disposition d'un programme de travail (Arbeits-

beschaffungsprogramm), une somme de 135 millions qui devait être employée à l'amélioration des routes, des canaux, etc... Cette tentative n'eut presque pas d'effet, si l'on compare la somme insignifiante en comparaison du nombre de chômeurs. Cet exemple pourtant a été suivi par M. VON PAPEN qui établit un programme de travail pour 207 millions de marks, les travaux à exécuter étant à peu près du même genre que ceux du programme BRUNING. A part des améliorations multiples, on crée le service du travail (Arbeitsdienst) : on construit des écluses et des barrages. M. VON PAPEN se met en relation avec les chemins de fer du Reich et avec la Reichpost (Poste) pour que ces deux grandes organisations consentent à faire exécuter des travaux s'élevant à 340 millions de marks.

M. VON PAPEN inaugure un système tout à fait nouveau afin de diminuer le chômage; ce système consiste à encourager les patrons et industriels à embaucher des ouvriers. On crée pour 700 millions de bons d'impôt qui servent à ce but, un décret-loi publie que chaque patron qui engage un ouvrier dans la période d'octobre 1932 à septembre 1933 aura droit à une prime de 400 marks. Cette somme devait tout d'abord compenser les dépenses entraînées par l'embauchage des ouvriers, et de plus laissait un bénéfice représentant une récompense pour la contribution de la lutte contre le chômage. L'idée de M. VON PAPEN était bonne, mais en pratique il était difficile de la réaliser sans que des fraudes se produisent. Répartir cette prime d'une façon équitable était très difficile. Voici quelques exemples qui montrent les difficultés auxquelles on se heurtait.

Supposons deux usines: l'une travaillant 48 heures par semaine et employant 100 ouvriers, l'autre travaillant 40 heures par semaine avec 110 ouvriers. D'après la loi l'usine travaillant 48 heures avec 100 ouvriers aura droit aux primes si elle diminue la durée du travail de 48 heures à 40 heures et embauche 10 ouvriers, tandis que l'autre usine n'ayant pas la possibilité d'embaucher d'autres ouvriers ne touche rien et est handicapée par un coût de production plus élevé.

Il y avait également des Sociétés qui embauchaient des ouvriers et apprentis dont les salaires étaient très bas, tandis

que des industriels qui avaient besoin d'ouvriers spécialisés payaient des salaires plus élevés, les deux entreprises touchaient 400 marks sans qu'aucun compte soit tenu de la différence des salaires. Cette méthode avait un grave défaut, elle permettait à certains patrons de cumuler les subventions de l'Etat et celles consenties par les communes (ces dernières avaient institué une subvention analogue).

C'est ainsi que dans les provinces où les salaires sont très bas, la subvention de 400 marks ajoutée à celle de la commune permettait presque au patron de réaliser un bénéfice en embauchant un ouvrier.

En résumé, cette subvention n'a pas donné tout le résultat escompté. Le nombre des chômeurs à la fin de 1932 s'élevait à 5.773.000, soit une réduction de 300.000 environ.

Une réduction importante se fait sentir en 1933. Sous le régime hitlérien, ce problème est traité avec une rapidité inconnue jusqu'alors. Les statistiques allemandes montrent à la fin de 1933, une diminution de 1.650.000 chômeurs, le nombre effectif (compte tenu de l'augmentation de l'embauchage suivant les périodes) est de 3.710.000. Comment cette diminution est-elle atteinte ?

D'abord, un grand nombre de jeunes ouvriers sans travail sont engagés dans le « service volontaire du travail » et touche un salaire minimum devant suffire à leurs besoins courants, la nourriture et le logement leur étant assurés.

La réduction du travail effectuée et propagée par le Gouvernement a permis à un grand nombre d'ouvriers de reprendre le travail. Certes cette réduction demande des sacrifices aussi bien aux patrons qu'aux ouvriers mais ce sacrifice a été supporté vu le désir de remettre l'économie dans un état d'équilibre. Le Reich après avoir mis à la disposition de cette œuvre une somme de 320 millions (BRUNING-VON PAPEN), 600 millions pour le programme GERECKE, et 1.600 millions pour les programmes REINHART, a consenti de nouveaux crédits.

Ces disponibilités sont pour la plupart employées dans le but d'aider la construction, on prévoit de grands « autostrades » qui nécessitent un grand nombre d'ouvriers spécia-

lisés. Par les commandes de la Reichsbahn, on espère améliorer la situation de la métallurgie. Toutes ces mesures dont on ne peut nier l'utilité, ne seront plus qu'une aide temporaire. Si une reprise normale des affaires n'intervient pas il est difficile de prévoir les conséquences de ce chômage pour l'avenir.

SECTION IV

La Politique fiscale

Pour le Reich, les pays et les communes, cette crise de 1931 ne pouvait pas passer sans modifier profondément les dépenses ordinaires et entraîner un changement complet des conditions des marchés financiers intérieurs; les pays et communes en particuliers doivent s'adapter à ces nouvelles bases. Ce procédé de changement de « politique » était réglé par des ordonnances de détresse multiples prises par le Gouvernement. Les difficultés pour résoudre la question financière dans laquelle la plupart des pays et communes étaient engagés au cours de ces dernières années étaient énormes. Il ne s'agissait pas seulement des créanciers intérieurs, mais aussi, comme nous l'avons vu, des créanciers extérieurs. Or il fallait tracer une voie qui permît à ces débiteurs de sortir de ce marasme financier, il fallait en sortir et le plus tôt possible, tout en gardant la solvabilité et l'intérêt de la Nation, et en donnant satisfaction aux créanciers.

En outre les dettes contractées restent au même point, tandis que le coût de la vie diminue, les revenus diminuent, la déflation aggrave la charge de la dette. On peut répondre que les divers pays ont abandonné l'étalon-or et que cela compense l'augmentation fictive des dettes. C'est juste en ce qui concerne les dettes extérieures contractées en devises étrangères, mais beaucoup d'emprunts ont été engagés en marks fournis par les marchés extérieurs. Pour les dettes intérieures cette diminution ne s'applique pas.

Il fallait diminuer les dépenses fiscales par des économies de toutes sortes. Cet effort fut paralysé en partie par

l'augmentation du chômage qui s'accroît en effet par les faillites que cause l'épuration du commerce et de l'industrie et devient une charge toujours plus lourde pour le Reich et les pays.

Une restriction des dépenses est nécessaire. Il faut faciliter par un budget en équilibre la tâche de la Reichsbank pour garder la stabilité monétaire. Les salaires doivent être réduits de même que les allocations de chômage. Par la création de nouveaux impôts on espère atteindre l'équilibre budgétaire. Pour encourager le contribuable à payer les impôts, on crée les bons d'impôts qui seront remboursés dans l'avenir en donnant un bénéfice au contribuable. Toutes ces réformes se basent sur l'avenir.

CHAPITRE I

Mesures de liquidation

En octobre 1931, une ordonnance de détresse annonce que les communes ne pourront contracter d'emprunts ou assurer de garanties qu'avec l'autorisation du Gouvernement du Reich, sauf s'il s'agit de crédit de Trésor n'excédant pas le quart de leurs recettes budgétaires ou de crédits étrangers ⁽¹⁾.

Cette ordonnance est d'une haute importance et met fin à l'endettement des communes qui se sont engagées sans se rendre compte à rembourser ces dettes.

Ce but visé par la Reichsbank en 1924 est atteint dès maintenant. La « Beratungstelle für Auslandsanleihen » voulait d'abord vérifier le montant des dettes engagées, puis donner des conseils aux contractants sur les conditions, etc... Bref, elle voulait contrôler les engagements des communes, sa tentative échouait. C'est seulement en 1931, quand le mal avait déjà sévi, que ce contrôle fut établi. Pour améliorer l'état des finances des communes, il fallait en premier lieu empêcher que de nouvelles dettes soient contractées. Cette ordonnance institue au Ministère des Finances du Reich un office de consolidation (Umschuldungsstelle) des dettes à court terme des pays et communes, qui est chargé de fixer les consolidations ou les amortissements à la requête des créanciers et des débiteurs. On prévoit la constitution dans chaque pays d'un fonds de consolidation des dettes communales, alimenté de 1932 à 1935 inclus, par les 8 % de l'impôt sur le loyer. Ce fonds sera créancier des communes pour les sommes qu'il aura consacrées aux opérations de consolidation. L'office de consolidation du ministère des Finances pourra imposer aux

(1) Bulletin de statistique et de législation comparée, 1931.

communes dont le budget serait en déficit, l'obligation de couvrir au moins la moitié des intérêts et amortissements par une réduction de leurs dépenses. Il pourra également exiger de ces communes qu'elles améliorent leur production et leur demander un relèvement des taxes de fourniture de gaz, électricité et eau, destinées à gager l'intérêt et l'amortissement (Statistique 1932, p. 362).

Nous voyons que cette ordonnance entrave la liberté en ce qui concerne les dispositions à prendre en vue des dettes engagées. Les communes sont mises désormais sous la tutelle des pays, les dettes engagées seront soumises à un examen minutieux, et si leur nécessité n'est pas justifiée, l'autorisation sera refusée. Il était fort probable que les offres venant de l'étranger pour les investissements des communes, tenant compte de la situation financière de ces dernières, sont extrêmement rares. A l'intérieur on n'a pas manqué de dévoiler par une politique contre les partis de gauche la situation où les communes se trouvaient. Personne n'avait suffisamment confiance pour engager des capitaux dans des obligations de ces corporations. Une ordonnance du 8 décembre 1931 défend aux caisses d'épargne de faire des avances élevées et on fixe à 25 % du dépôt global le plafond des emprunts à la disposition des communes en cas de demande. Nous voyons que de nouveaux prêts sont presque impossibles. Les communes doivent réduire leurs dépenses et les mettre en accord avec leurs recettes. Il en résulte une diminution des travaux publics. Les communes qui ont entrepris des travaux coûteux dans le but de faire travailler les chômeurs qu'elles secouraient et dont les dépenses furent couvertes par des emprunts, cessent forcément de continuer leurs entreprises.

Pour les dettes existantes, elles n'ont pas encore obtenu de moratoire de leurs créanciers. On ne tardera pas à le demander. La situation financière s'aggravant de plus en plus, ce dernier fut accordé en avril 1932; il s'applique aux crédits à court terme fournis par des créanciers britanniques, suisses, suédois et néerlandais, aux communes et aux collectivités allemandes, et prévoit un ajournement des paiements jusqu'au 16 mars 1933, englobant toutes les avances

faites entre le 1^{er} août 1930 et le 31 juillet 1933 et échues ou à échoir avant le 15 mars 1933. La conversion en devises est garantie par les débiteurs. Le premier remboursement des dettes échues sera effectué dans un délai de dix jours dans la proportion de 10 % de la dette globale. Le taux d'intérêt est fixé à 6 % pour toutes les dettes et peut seulement être augmenté si le taux d'escompte de la Banque d'émission du pays créancier est supérieur à 4 %.

Le moratoire permet aux collectivités publiques de vérifier la situation financière et surtout rend possible une réorganisation intérieure. Affranchi momentanément du service de la dette, le Reich prend des mesures dans un but d'assainissement financier. Il cherche à réduire les dépenses et à créer de nouvelles bases pour ramener la confiance.

CHAPITRE II

Réorganisation financière

Une première mesure consiste à réduire les salaires de tous les fonctionnaires du Reich et des collectivités publiques. Cette réduction atteint presque 30 % du salaire global. Ces ordonnances préparent la voie à de nouvelles compressions de toutes sortes qui seront effectuées dans chaque branche de l'administration. Le coût de la vie ne baisse pas dans la proportion des salaires des fonctionnaires, une ordonnance annonce que tous les loyers seront diminués de 10 % ce qui, dans une certaine mesure, compense la réduction des salaires. Les pensions de guerre figurant pour une somme élevée dans le budget du Reich seront modifiées. Les enfants des pensionnés bénéficient de cette pension jusqu'à l'âge de 18 ans; cette limite se trouve ramenée à 15 ans; de plus cette ordonnance réduit de 20 % les pensions et allocations complémentaires pour invalidité inférieure à 50 %.

Nous constatons partout une diminution des dépenses du Reich pendant les années 1928 à 1932 qui témoigne du désir énergique d'équilibrer le budget. Nous donnons une statistique qui montre bien les proportions des dépenses de 1928 à 1933 ⁽¹⁾ :

	1929/30	1930/31	1931/32	1932/33
Org. sup. du Reich.	15.5	17.8	12.6	16.9
Affaires étrangères.	57.6	55.3	51.1	48.3
Intérieur	33.5	34.9	30.1	27.1
Fin. serv. fisc.	585.1	571.3	519.4	473.9
Police.	199.3	197.5	191.7	191.4
Justice	7.2	7.5	7.0	6.6
Défense Nationale. .	757.5	756.8	756.8	766.1
Instruct. publique. .	5.5	5.1	4.4	4.1
Sciences et culture. .	31.5	30.0	25.2	22.4
Assist. publ. hyg. . .	55.7	80.1	75.0	46.1
Assur. sociales. . . .	580.4	476.0	490.6	601.6
Chômage et ass. . . .	671.3	1007.0	1189.1	944.9

(1) Bulletin de statistique et de législation comparée, Février 1932.

Presque toutes les branches de l'administration montrent une diminution sensible des dépenses. Pour les années 1929 à 1933 les dépenses globales atteignant 20,5 milliards en 1929 sont ramenées à 14,8 milliards en 1933, c'est-à-dire une diminution de presque un tiers.

L'augmentation dans les compartiments de l'organe supérieur du Reich et du chômage est dûe dans le premier cas aux élections qui ont eu lieu dans les années correspondantes et qui ont occasionné de grands frais, le chômage nécessite une augmentation des sommes fournies par le Reich, le nombre des chômeurs s'étant accru et de plus les pays et les communes étant incapables de supporter cette charge. C'est donc l'accroissement du chômage qui rend dure la tâche de l'assainissement du budget et restriction des dépenses du Reich, le nombre des chômeurs à la charge du peuple allemand en 1932 atteint le chiffre de 6 millions et les sommes nécessaires pour les secourir s'élèvent à 1/2 milliard en 1929 à 3 milliards en 1932 et ce n'est qu'une forte réduction des allocations qui empêche cette somme de s'élever à 4,5 milliards (*Ende und Lehren der Krise*, Welter, p. 52).

L'allocation mensuelle de 77 marks payée aux chômeurs est réduite à 41 marks pour ceux qui sont inscrits aux assurances chômage et de 75 à 43 marks, pour ceux bénéficiant de l'allocation de la crise (*Krisenfürsorge*) et de 43 marks à 42 marks pour ceux de la « Wohlfartsunterstützung ».

On ne peut nier l'effort remarquable fourni par le Gouvernement vis-à-vis des difficultés qu'il rencontre, pour améliorer la situation.

Le rendement des impôts diminue comme c'était à prévoir. Cette crise qui entraîna la faillite de 1.000 entreprises environ par mois, se traduit alors par une diminution sensible des recettes, les affaires ne sont plus basées sur des sommes analogues à celles de 1927, et les prix de toutes les marchandises ont baissé. Les recettes de 1930-1931 n'atteignent pas les sommes prévues.

Quoique le contribuable allemand soit surimposé, on n'hésite pas à établir de nouveaux impôts afin de diminuer autant que possible le déficit budgétaire. Par des ordonnances de détresse on augmente les taxes sur le tabac et la bière, l'impôt sur le sucre est doublé; comme dernière ressource, on augmente de 150 % l'impôt sur le chiffre d'affaires, mesure qui fut vivement critiquée. On établit des impôts auxiliaires pour les célibataires. Pour les huiles minérales et le sel, une taxe est établie. Les communes et les pays ont augmenté la « Burgersteuer » (taxes de citoyen), les taxes sur les boissons, etc...

Tous ces nouveaux impôts très pénibles pour le contribuable n'ont pas donné entière satisfaction. Il était bien facile d'établir de nouveaux impôts mais l'économie n'était pas capable de produire suffisamment de disponibilités. Partout de la part des contribuables on évite des dépenses, la consommation de la bière diminue, le produit de l'impôt augmente un peu, mais la diminution de la consommation entraîne des difficultés pour les brasseries. De nouveau pour le Reich le problème d'équilibrer les dépenses et les recettes se pose.

Ici on doit noter la mesure prise par M. VON PAPEN concernant la rentrée des impôts: les bons d'impôts, proclamant que tout contribuable qui, entre le 1^{er} octobre 1932 et le 30 septembre 1933 verse le montant intégral de ses impôts, c'est-à-dire: taxes sur le chiffre d'affaires, impôt foncier, impôt sur les immeubles, impôt sur la profession (Gewerbsteuer) reçoit un bon d'impôts représentant 40 % du montant versé. Le total de l'émission de ces bons atteint 1,5 milliards, ces derniers seront acceptés par le fisc pour payer les impôts à partir de 1934 jusqu'en 1938, ils seront valables pour l'acquittement de tous les impôts sans exception. L'opinion publique allemande se divise nettement à ce propos, les uns pensent que cette ordonnance est extrêmement dangereuse, car le budget est encore en déficit et le Gouvernement a déjà consenti une réduction des impôts; d'autre part et surtout ces bons seront à la charge du marché financier sinon à celle de la Reichsbank et entraîneront par la suite une tension sur le marché monétaire. Les autres, les plus nombreux jugent cette émission de

bons favorables au développement de l'économie, elle marquera le début d'une nouvelle politique fiscale.

Cette émission de bons d'impôts équivaut à un emprunt forcé qui charge les recettes fiscales des années 1934-1938 des sommes de 310 à 360 millions de marks. En pratique, il en résulte qu'à partir du 1^{er} octobre 1932, il y a une réduction des impôts pendant une année, cette réduction devant servir à la souscription d'un emprunt forcé qui sera remboursé par l'Etat à partir de 1934 et qui rapporte un intérêt de 4 %. Une mesure ingénieuse permet aux entreprises qui se trouvent dans la dernière phase de la crise d'améliorer leurs bilans en obtenant ainsi une réduction des impôts et si cela est nécessaire de liquider ces bons et de se procurer les fonds désirés pour prendre de nouvelles dispositions commerciales. Il est sans contredit que, s'il se produit une légère amélioration de la situation économique, le système de M. VON PAPEN contribue à renflouer les affaires. Le rendement des impôts s'accroît alors et les tranches des bons d'impôts seront amorties. C'est ici pour la première fois que l'Etat favorise la reprise des affaires. « Il sauvegarde l'intérêt des entrepreneurs et ne pense pas uniquement à fixer les charges fiscales sans tenir compte des difficultés que le contribuable doit surmonter pour arriver à payer ses impôts ».

Telles sont les opinions qui ont commenté l'ordonnance de M. VON PAPEN. Il est difficile pour le moment de dire si cette tentative d'encouragement a eu le succès escompté.

Le succès sera assuré si la situation économique s'améliore, dans le cas contraire la situation financière sera sérieusement en danger, car le budget déjà chargé d'un milliard, résultant de la réorganisation bancaire, est de plus en plus ces bons d'impôts.

SECTION V

La crise et les problèmes internationaux

LA CRISE ET LES PROBLEMES INTERNATIONAUX

Le krach de 1931 entraîne un changement profond dans le paiement des réparations. Pour le moment, l'économie est hors d'état de verser les sommes prévues par les plans Dawes et Young. La réserve diminue continuellement en dépit des mesures de protection. L'Allemagne, sachant que tout effort pour garder la stabilisation monétaire et renflouer l'ensemble de l'économie est vain, si le fardeau des réparations n'est pas allégé, s'adresse à la Banque des Règlements internationaux. La situation économique de l'Allemagne s'aggrave. Le rapport de Beneduce résume les différents faits qui ont provoqué l'insolvabilité de l'Allemagne. Il demande la collaboration internationale en matière financière.

La Conférence de Lausanne décide du sort des réparations. L'accord est signé et l'Allemagne est libérée de sa dette de guerre moyennant un solde de 3 milliards payables en 1947.

Quant à la dette commerciale de l'Allemagne, une politique énergique l'a réduite sensiblement.

Les restrictions des devises et le système des avoirs bloqués donnent une satisfaction relative. En effet, par le sacrifice de la liberté économique, la réduction de la dette est certainement réalisée ; mais la situation monétaire laisse beaucoup à désirer et on ne peut songer encore à aucune diminution des restrictions des devises.

CHAPITRE I

La liquidation des réparations

Le 19 novembre 1931, le Gouvernement allemand s'adresse à la Banque des Règlements internationaux au sujet des réparations. Les annuités du plan Young toujours croissantes représentent pour l'Allemagne un grave danger. La situation économique vers la fin de l'année est entrée dans une phase où le transfert de l'annuité du plan Young pourrait sérieusement menacer la stabilité de la devise nationale. Il s'agit de la partie « différable des annuités ». Le Conseil d'administration de la B. R. I. convoque un comité pour étudier la question. Ce comité se réunit pour la première fois le 7 décembre et se compose de 7 membres. Les économistes les plus renommés de tous les pays y sont réunis.

Le professeur Alberto BENEDUCE, désigné par le Gouverneur de la Banca d'Italia, est élu président de ce comité.

Les autres membres sont :

M. Emile FRANQUI, désigné par le Gouverneur de la Banque Nationale de Belgique;

Sir Walter LAYTON, désigné par le Gouverneur de la Banque d'Angleterre;

Docteur Carl MELCHIOR, désigné par le Président de la Reichsbank;

M. Daisuke NOHARA, désigné par le Président de la Banque du Japon;

Professeur Ch. RIST, désigné par le Président de la Banque de France;

Docteur Walter W. STEWART, désigné par le Président de la Fédéral Réserve Bank.

On constitue plusieurs sous-comités qui étudient l'état des différentes branches de l'économie allemande. Munie d'une documentation abondante de source officielle allemande, la conférence envisage l'ensemble de l'économie allemande, donne un aperçu sommaire des dettes extérieures, de la balance commerciale de la Reichsbank, de la production, des chemins de fer. Bref, elle expose les finances du Reich, montre les méfaits de la crise jusqu'au jour de la séance du comité. Quelles sont les résolutions prises par ce comité international au point de vue des réparations ? Le comité publie une conclusion intéressante dont nous donnons le contenu :

« Il ressort des faits exposés dans les chapitres précédents que l'Allemagne serait fondée, comme le plan Young lui en donne le droit, de déclarer qu'en dépit des mesures énergiques qu'elle a prises pour maintenir la stabilité de sa monnaie, elle ne pourra pas transférer la part conditionnelle de l'annuité à partir de l'année qui commence en juillet prochain.

« Le comité n'aurait pas l'impression d'avoir accompli toute la tâche qui lui est dévolue, et justifié la confiance placée en lui, s'il n'attirait l'attention des Gouvernements sur la gravité sans précédent de la crise actuelle, dont l'ampleur dépasse incontestablement la « dépression relativement courte » envisagée dans le plan Young et en vue de laquelle les mesures de sauvegarde qu'il renferme avaient été prévues. Le plan Young dont les annuités allaient en croissant supposait un développement constant du commerce mondial, non seulement en volume, mais aussi en valeur, on pensait qu'ainsi la charge des annuités serait de plus en plus faible. Il n'en a rien été. Depuis l'entrée en vigueur du plan Young, le volume du commerce mondial s'est réduit, en même temps, la baisse exceptionnelle des prix or à beaucoup accru le poids réel des annuités allemandes, comme tous les paiements effectués en or. Dans ces conditions, les difficultés financières de l'Allemagne, qui sont dans une large mesure la source de la paralysie croissante du crédit dans le monde, rendent nécessaire une action concertée que seuls les Gouvernements peu-

vent entreprendre. Le problème s'étend aujourd'hui à tout le monde économique. On ne peut citer aucun exemple analogue, en temps de paix, d'une pareille désorganisation pouvant entraîner des changements profonds dans les rapports réciproques des nations. Ainsi l'action indispensable dépasse-t-elle de beaucoup le seul problème allemand. L'interdépendance économique des différents pays n'a plus besoin aujourd'hui d'être prouvée. Les années qui viennent de s'écouler nous en fournissent la démonstration la plus frappante. Depuis le mois de juillet dernier, il est devenu évident qu'il ne servirait à rien d'examiner la crise que traversait l'Allemagne en fermant les yeux, du fait qu'il n'y était porté remède celle-ci risquait de se propager dans le reste de l'Europe, jetant à terre tout l'édifice de crédit si péniblement établi et risquant d'avoir des répercussions profondes dans d'autres parties du monde.

« Le comité nommé par la Banque des Règlements internationaux sur l'invitation de la Conférence de Londres, après avoir décrit cette situation dans son rapport du 18 août 1931, insistait en disant que si l'on voulait éviter des embarras encore plus graves, des mesures devaient immédiatement être prises par les Gouvernements, avant la fin de la période de prorogation des crédits recommandés par la Conférence de Londres, c'est-à-dire avant le 23 février 1932. Mais les événements se sont précipités. Vers la fin de 1931, la crise a empiré, elle a ébranlé, les unes après les autres, la plupart des monnaies ; les difficultés se sont accumulées et si l'on y portait remède, elles prépareraient d'autres bouleversements. Le chômage s'est accru, les bourses de valeur sont fermées, l'activité économique se ralentit de plus en plus du fait du resserrement du crédit, des entraves apportées au commerce des devises et aux échanges de marchandises.

« Peu à peu, le fléchissement de l'activité économique gagne les pays les uns après les autres. Cet état de choses se complique par les incidents réciproques des situations économiques et politiques. Le déclin économique qui s'est manifesté depuis deux ans, la misère croissante qui en a été la conséquence, ont produit une instabilité politique dont le

monde souffre de plus en plus, des considérations politiques sont maintes fois intervenues dans la solution des problèmes économiques et on a empêché les Gouvernements d'envisager ces problèmes sous leur vrai jour et de les traiter suivant leur véritable importance.

« Lorsque les Gouvernements examineront l'ensemble des questions qui se rattachent au présent rapport, ils auront soin de ne négliger aucune des données d'un problème complexe entre tous, mais dont la solution demeure commandée par les réalités économiques.

« A cet égard, les considérations suivantes nous paraissent particulièrement importantes.

« En premier lieu, tout transfert d'un pays à l'autre fait sur une si large échelle qu'il déséquilibrerait la balance des comptes, ne peut qu'accentuer le chaos actuel.

« En second lieu, il convient de ne pas perdre de vue que tout allègement en faveur d'un pays débiteur incapable de supporter la charge d'un certain paiement, risquerait de transférer cette charge à un pays créancier, qui étant lui-même débiteur serait à son tour incapable de la supporter. Une accommodation immédiate de l'ensemble des dettes intergouvernementales (réparations et autres dettes de guerre) à la situation actuellement troublée du monde dans le but d'éviter de nouveaux désastres est la seule mesure durable, capable de rétablir une confiance qui est la condition même de la stabilité économique et de la véritable paix.

« Enfin bien que le Gouvernement allemand ait pris des mesures énergiques pour défendre la stabilité de sa monnaie, il est nécessaire de faire en sorte que les résultats de ces mesures ne soient pas éphémères. Après la guerre et l'inflation qui en découla, les Gouvernements européens ont fait de grands efforts pour restaurer la stabilité monétaire. La destruction de cette œuvre équivaldrait à un retour en arrière lourd de conséquences.

« La stabilité de la monnaie allemande comme de celle de tout pays débiteur, risque d'être mise en péril quand la confiance des prêteurs de capitaux vient à faire défaut. Nous

faisons appel aux Gouvernements auxquels il incombe d'agir, mais espérons qu'ils prendront sans tarder des décisions de nature à laisser espérer une amélioration de la crise qui atteint si durement les peuples. »

Ce rapport fait en Allemagne une grande impression dans tous les milieux sociaux. Les allemands voient que pour la première fois les différents pays admettent que le transfert des dettes de guerre est un facteur de l'aggravation de la situation économique. Les prévisions des économistes allemands se sont vérifiées. Ceux-ci prétendaient en effet qu'un jour arriverait où l'économie allemande ne trouverait plus les moyens d'exécuter les conditions du plan Young, si les dépenses à l'intérieur, les retraits des capitaux et les annuités devaient être versées, sans tenir compte de la situation économique intérieure. L'économie allemande en 1931 et 1932 est incapable, sans entraîner la chute du mark, de verser les sommes prévues.

Le rapport tenant compte du marasme financier allemand propose, afin d'éviter des conséquences graves, de trouver immédiatement une solution qui donne la garantie durable du rétablissement de la confiance, la stabilité et la paix.

Aucune amélioration de l'économie allemande ne se fait sentir jusqu'au moment où la conférence de Lausanne se réunit pour discuter la question délicate des réparations. En juin 1932, tous les grands hommes d'Etat se rendent à Ouchy, où la conférence a lieu à l'hôtel Beaurivage. La France est représentée par M. HERRIOT, l'Allemagne par M. VON PAPEN, l'Italie par M. GRANDI et l'Angleterre par M. MACDONALD, qui en est le président. Cette conférence, sans aucun doute la plus compliquée qui fut depuis la guerre, attire sur elle l'intérêt du monde entier. Les débats sont pénibles et il faut à plusieurs reprises l'intervention de M. MACDONALD pour empêcher l'échec.

Les intérêts des différents pays sont trop variés et trop opposés pour que l'accord puisse se faire sans difficultés, il est signé le 3 juillet 1932 et est dans le vrai sens du mot accord car aucune des parties qui assistaient à cette conférence, ne pourrait se vanter d'avoir remporté une victoire. Il fournit

une base pour une nouvelle période des rapports internationaux.

En tenant compte de la situation économique de l'Allemagne et en considérant les effets qu'une reprise immédiate du transfert pourrait entraîner, l'accord suspend jusqu'en 1935 les paiements que doit effectuer l'Allemagne. La somme forfaitaire est fixée à 3 annuités, prévues dans le plan Young, c'est-à-dire 3 milliards, soit une réduction de 35 annuités.

« *Le Mois* » du 1^{er} juillet 1932 écrit ceci : « Quant à la France, il semble bien qu'elle aie à la fois gagné et perdu, elle a perdu dans le domaine des illusions et gagné dans le domaine des possibilités. En faisant un abandon matériel, car il semble douteux que la France touche jamais un centime du solde des 3 milliards de marks que l'Allemagne s'est engagée à payer quand sa prospérité renaissante lui permettait de le faire sans compromettre l'équilibre de l'économie générale. La France a gagné pour la première fois de lier avec l'assentiment formel de l'Angleterre et celui implicite et officieux du Gouvernement américain, le sort des réparations — définitives — à celui des dettes. »

Le paiement des 3 milliards sera étroitement lié à l'essor économique de l'Allemagne; il consiste à placer des « Bons » libellés en marks et qui doivent rapporter un taux de 5 %. Si on ne réussit pas à placer ces 3 milliards de bons avant 1947, l'Allemagne sera libérée de chaque paiement, car l'impossibilité du placement montrera l'incertitude de l'économie allemande.

Nous voyons que la crise monétaire allemande a entraîné une réduction considérable des réparations. Le résultat de Lausanne est surtout un résultat psychologique satisfaisant pour les trois puissances (*Mois* juillet 1932).

CHAPITRE II

Les autres dettes de l'Allemagne

Nous avons vu que l'Allemagne a entrepris une politique de restriction des crédits et surtout d'une réglementation sévère du commerce des devises étrangères. Le but de cette réglementation a été de diminuer sa dette extérieure. Par un procédé ingénieux qui consistait à bloquer les différents avoirs des étrangers dans les banques allemandes et par le système des scrips on a réussi, comme nous le verrons d'après la statistique suivante, à diminuer considérablement la dette :

	Juil. 31	Nov. 31	Fév. 32	Sept. 32	Fév. 33
Crédits court terme...	13.4	10.6	10.1	9.3	8.7
sur lesquels ont été prorogés (Stillh.).....	6.3	5.4	5.0	4.3	3.1
Crédit long terme....	10.7	10.7	10.5	10.2	10.3
Total...	23.8	21.3	20.6	19.5	19.1

(Rev. Econ. inter., février 34, p. 223).

Pourtant ce n'est pas uniquement par les mesures restrictives que nous venons d'énumérer que ce but fut atteint, mais d'autres facteurs très importants sont intervenus et ont facilité la diminution de la dette.

Le commerce extérieur qui, jusqu'en 1929, se soldait par un déficit constant, réussit à partir de cette année, à réaliser un bénéfice appréciable comme nous pouvons le constater par les statistiques :

	1924-1930	1931	1932	1933
Solde total	— 0,4	+ 3,2	+ 1,4	+ 0,9

Cet excédent de la balance commerciale a permis à l'Allemagne d'effectuer des travaux importants à l'étranger. En outre, beaucoup de dettes avaient été engagées en dollars et en livres sterling, se fiant à la couverture abondante de ces devises. Pourtant, les événements ont montré que la même couverture-or ne peut pas à elle seule, garantir la stabilité monétaire: la baisse subite de la livre sterling et du dollar ne manque pas d'alléger considérablement la dette allemande, le mark ayant conservé sa stabilité.

En outre, par la liquidation de nombreux avoirs placés à l'étranger, des disponibilités devinrent libres et purent ainsi servir à diminuer la dette; diminution qui pourtant ne put en rien changer la situation précaire de la banque d'émission, aussi bien que des autres instituts bancaires. La couverture-or de la Reichsbank tombe continuellement et, naturellement, on ne peut s'attendre à aucun paiement aussi longtemps que l'Allemagne n'aura pas l'occasion d'augmenter son stock d'or et de devises par des relations commerciales avec l'étranger lui fournissant un bénéfice important.

Conclusion

De ce qui précède, il résulte que l'Allemagne a été entraînée par la marche des événements dans une crise économique d'une extrême violence, d'autant plus grave que tous les pays du monde sont plus ou moins dans le même cas, ce qui rend ainsi plus difficile le relèvement de l'Allemagne.

Cette crise, comme nous l'avons vu, est due d'abord au cycle économique, et ensuite à l'endettement exagéré du Reich, des pays et communes, de l'industrie et de l'agriculture. Le paiement des Réparations influe, lui aussi, la vie économique dans un sens défavorable, et la politique du parti socialiste a encore aggravé l'ensemble.

Cette crise économique s'est compliquée d'une crise monétaire, dont nous avons montré le développement. Le problème est d'une complexité énorme : les banques sont pour la plupart insolvables et ont une lourde dette extérieure qui doit être remboursée, les réserves en devises et en or s'épuisent de jour en jour, et pourtant la stabilité monétaire doit être sauvegardée, et la crise combattue.

On ne peut attendre aucune aide financière de l'extérieur et, d'autre part, les exportations allemandes ne sont pas admises dans des proportions qui permettraient de réaliser d'importants bénéfices.

Nous avons vu par quelles mesures on a essayé d'empêcher une aggravation de la situation et quelles restrictions ont été employées dans le but d'améliorer la situation intérieure. Le Reich, les pays et communes restreignent leurs dépenses, les banques se sont réorganisées et l'industrie comme le commerce sont purifiées des entreprises insolvables et malsaines. Pourtant, toutes ces tentatives d'améliorer la situa-

tion intérieure sont gênées par la hantise de la dette extérieure; cette dernière a diminué, mais en même temps l'encaisse de la Reichsbank fléchit en dépit de toutes les restrictions et le solde de la dette pèse aussi lourdement sur la Reichsbank qu'auparavant.

Avec l'arrivée au pouvoir du Chancelier HITLER, nous assistons à une tentative énergique de redressement. Le gouvernement hitlérien a pour premier but de faire disparaître les six millions de chômeurs; tâche énorme qui, elle aussi, demande avant tout de l'argent et en outre un certain esprit de sacrifice. Le premier est plus difficile encore à trouver que le deuxième. Les capitaux nécessaires pour mettre en route une économie se chiffrent par milliards. Quant à la Reichsbank et aux autres instituts bancaires, il faut dire qu'ils ne sont pas capables de financer cette entreprise. Les comptes créditeurs des banques allemandes ont diminué d'un milliard environ, par rapport à ceux de 1932, et l'encaisse tombe à 273 millions de marks. Seulement, par l'organisation de travaux importants, une armée de 6 millions de chômeurs peut être absorbée. On a déjà fait un grand effort dans ce sens: on construit des routes, des canaux et par un système de réduction d'impôts on permet d'accélérer la construction des habitations qui était la plus atteinte par la crise. On encourage chaque citoyen à passer des commandes et à ne plus attendre des temps meilleurs que seules les commandes peuvent faire apparaître à ses concitoyens. Chacun doit sacrifier une partie de ce qu'il retient encore: le bien-être de la collectivité prime l'intérêt personnel. Partout et toujours on prêche la confiance.

Les chômeurs diminuent par un procédé qui englobe les jeunes gens de 18 à 25 ans dans le « *arbeitsdienst* » et, en même temps, on réussit à éduquer les jeunes gens qui, autrefois, ne savaient que toucher les allocations de chômage et crier: « mort aux capitalistes ! » Par la réduction des heures de travail, les usines peuvent augmenter le nombre de leurs ouvriers.

Dans ce régime de national-socialisme, la petite bourgeoisie, qui était presque réduite à néant, renaît. Par une législa-

tion qui frappe lourdement les grands magasins, on sauve ce qui reste des petits commerçants. Ainsi renaît pour le pays un facteur d'équilibre.

Comme nous l'avons dit, les banques sont incapables de financer cette grande œuvre de redressement. C'est donc, par la force des choses, à l'Etat qu'incombe cette tâche.

Le Gouvernement, s'appuyant sur le peuple entier, émet des traites qui seront remboursées dans l'avenir. La Reichsbank, à son tour, escompte ces traites. Elle est obligée pour cela de procéder à un changement de ses statuts. Mais c'est en réalité l'Etat qui, en assumant pour l'avenir de nouvelles charges, réalise dans le présent une apparence de « prospérité ». Malheureusement, tout cela ne résout pas le problème du transfert qui, pour le moment, passe au premier plan. Comme nous l'avons dit, les exportations de l'Allemagne rencontrent l'obstacle du contingentement. Or, c'est principalement l'exportation qui fournit des devises étrangères, mis à part d'autres facteurs comme le tourisme, les assurances, etc...

Les exportations se soldent pourtant par un déficit. Les mois de janvier et de février montrent un passif de 30 millions de marks environ, et le faible actif de 3 millions de marks en avril ne joue aucun rôle dans l'amélioration de la situation monétaire de l'Allemagne. Les réserves d'or et de devises de la Reichsbank tombent à 133 millions de marks.

Le service des dettes extérieures de l'Allemagne exige de grosses sommes qui, en tenant compte de la situation précaire du pays sont introuvables. Le 30 septembre 1933, la dette se chiffre à 18,7 milliards de marks-or et exige jusqu'à septembre 1934 933 millions de marks, dont 724 millions d'intérêts. Pour tout l'exercice 1934, les besoins en devises sont évalués à plus de 1.100 millions de marks.

L'Allemagne est hors d'état de trouver ces sommes et elle sollicite de nouveau un moratoire. Les pourparlers s'engagent le 27 avril 1934 à Berlin, sous la présidence du Dr. SCHACHT, directeur de la Reichsbank. Le Dr. SCHACHT expose la difficulté dans laquelle l'Allemagne se trouve et déclare que l'état de l'économie allemande ne permet pas un transfert des devises sans entraîner de graves difficultés (effondrement du

mark). Après une durée de deux mois, la Conférence accepte une proposition de la Reichsbank aux créanciers privés de l'Allemagne : après un moratoire absolu de six mois, les créanciers pourront obtenir, à leur choix, soit un titre de funding, libellé dans la monnaie de la créance, portant intérêt à 3 % transférable sans restriction, amortissable en 16 ans au moyen d'un fonds spécial, soit le rachat de leurs créances à 40 % de leur valeur nominale par la Reichsbank, en espèce transférable, à condition toutefois que les charges de transfert ne soit pas jugées disproportionnées avec les ressources allemandes de change au moment de l'opération. Par contre, les services des emprunts Dawes et Young continueront à être assurés normalement. Les choses en sont là au moment où nous écrivons.

Quel que soit l'avenir, le développement de la crise allemande est certainement responsable du profond changement politique qui s'est opéré dans le pays, du succès formidable obtenu par le parti national-socialiste et le Chancelier HITLER. Convaincu que le marxisme ne pouvait satisfaire les aspirations du peuple allemand, il a, dès son entrée dans la vie politique, lutté contre lui et lui a imputé, ainsi qu'au judaïsme, tous les maux dont souffre l'Allemagne. Il s'est efforcé de mettre fin à l'antagonisme des classes, de galvaniser le sentiment national, de réaliser l'état totalitaire dont toutes les forces sont orientées dans le sens du redressement **national**.

Il a développé dans tous les domaines l'action coordinatrice et directrice de l'Etat. Grâce à lui, l'Allemagne reviendra rapidement dans la direction d'un régime d'économie réalisée et dirigée, mais les problèmes concrets posés par la crise subsistent.

Il ne semble pas que l'Allemagne puisse les résoudre en s'isolant des autres nations. Le remède à la crise internationale réside dans la coopération internationale.

LA DETTE DES PAYS ET COMMUNES DE 1928 A 1931 EN MILLIONS DE MARKS

Pays :	31 Mars 1928	31 Déc. 1929	31 Mars 1930	31 Déc. 1931
Dettes anciennes	28.5	28.1	32.5	31.1
Dettes en valeurs stables.	32.5	31.5	31.4	6.7
Dettes extér. à moy. et à court term.	132.8	174.4	171.0	134.6
Autres dettes extérieures.	379.1	372.6	361.7	353.4
Dettes intér. à moy. et à court term.	438.2	798.9	924.7	1.171.9
Autres dettes intérieures.	286.7	437.4	451.2	461.4
Dettes à des collectivités publiques	202.1	139.1	117.3	60.8
Total. . .	1499.7	1982.0	2089.8	2222.9

Villes hanséatiques :				
Dettes anciennes	97.2	87,2	88.8	82.6
Dettes en valeurs stables.	39.8	36.7	36.7	24.8
Dettes nouvelles.	—	—	—	—
Dettes extér. à moy. et à court term.	76.2	99.8	123.7	203.4
Autres dettes extérieures.	142.3	150.2	140.7	132.7
Dettes intér. à moy. et à court term.	33.4	172.8	198.5	162.8
Autres dettes intérieures.	6.1	30.1	29.4	30.0
Dettes à des collectivités publiques	24.7	19.3	26.8	20.8
Total. . .	420.3	596.2	644.6	657.1

Communes :				
Dettes anciennes	1048.6	1075.2	1091.9	1091.2
Dettes en valeurs stables.	89.6	112.5	96.0	88.5
Dettes nouvelles.	—	—	—	—
Dettes extér. à moy. et à court term.	30.0	13.2	13.5	20.3
Autres dettes extérieures.	611.5	731.9	713.1	692.5
Dettes intér. à moy. et à court term.	1524.6	2929.3	2902.3	3006.6
Autres dettes intérieures.	2570.4	3965.0	4259.5	5131.1
Dettes à des collectivités publiques	767.0	1112.6	1163.4	1286.5
Total. . .	6541.7	9939.7	10239.7	11316.7

SITUATION DE LA DETTE DU REICH AU 31 MARS DES ANNEES 1924 A 1927 ⁽¹⁾

	1924	1925	1926	1927
I. — <i>Obligations.</i>	—	—	—	—
Dette de rachat des anc. emprunts.			1753.6	1742.1
Emprunt de 1927				364.0
Total . . .			1753.6	2106.1
II. — <i>Bons du Trésor.</i>				
Bons et traites du Trésor escomptés en marks-papier.				
Bons du Trésor de 1923 libellés en \$	195.1			
Bons du Trésor de 1923 à échéance au 2 sept. 1935 (empr. or).	210.2	21.8	19.0	18.9
Bons du Trésor 6 % de 1923 à échéance au 1 ^{er} décembre 1932	42.0	1.4	1.3	1.3
Bons K de 1923 remb. par tirages	2.8	1.3	0.8	0.7
Bons E de 1924 sans intérêt		251.1	87.1	
Traites du Trésor en mark	148.9	30		
Total . . .	599.0	305.6	108.3	20.8
III. — <i>Dettes bancaires.</i>				
Crédit de la Rentenbank	1096.5	1185.0	1054.4	922.0
Dette envers la Reichsbank	235.5	226.5	217.4	208.4
Total . . .	1332.0	1411.5	1271.3	1130.4
IV. — <i>Autres engagements.</i>				
Obligat. en valeur à court terme.	27.4	18.6	18.6	9.7
Prestations de garantie	447.7	105.2	52.2	51.0
Prêt de Postes.				110.0
Crédit consacré aux améliorations		9.0	12.0	12.0
Total . . .	475.1	132.8	82.8	182.7
V. — <i>Emprunts extérieurs.</i>				
Tranche en dollars.		454.3	434.0	424.0
— livres sterling		425.8	432.7	429.3
— francs suisses		12.1	11.9	11.8
— couronnes suédoises.		28.3	27.7	27.5
— lires		17.3	16.5	18.6
Total . . .		937.8	922.8	911.2
Total des Dettes . . .	2406.1	2787.7	4139.4	4351.2

Bulletin de Statistique et de Législation comparée, 1927.

SITUATION DE LA DETTE DU REICH AU 31 MARS DES ANNEES 1928 ET 1929

	1928	1929
I. — <i>Dettes amortissables à long terme</i>	4.547.8	4.339.8
Dettes de liquidation des anciens emprunts:		
Obligations avec droit aux tirages	700.0	700.0
Obligations sans droit aux tirages ...	500.0	500.0
Bons de liquidation de dommages de guerre		562.3
Total ...	5.747.8	6.102.1
II. — <i>Bons du Trésor à moyen terme.</i>		
6 % 1923 remboursable en 1935.....	18.7	18.3
6 % 1923 remboursable en 1932.....	1.3	1.3
Bons K 1923 remboursables contre Bons E ..	0.6	0.5
Emprunt auprès des Offices d'assurances sociales (7 %, 1928).....		102.7
Total ...	20.6	122.8
III. — <i>Emprunts aux instituts d'émission.</i>		
Dettes envers la Rentenbank	782.5	655.6
Dettes envers la Reichsbank	199.4	190.3
Total ...	981.9	845.9
IV. — <i>Autres engagements.</i>		
Traites et Bons du Trésor	40.0	627.5
Dettes envers la Poste	60.0	133.0
Autres engagements à court terme	75.0	220.0
Engagement à la suite d'anciennes opérations d'emprunt	9.4	9.4
Garanties	42.1	
Crédits pour l'agriculture	12.0	12.0
Total ...	238.5	1.001,9
V. — <i>Emprunts extérieurs de 1924.</i>		
Tranche en dollars (plus une prime de 5 %) ..	422.8	406.8
— livres sterling	419.8	412.3
— couronnes suédoises	26.8	26.4
— liras	20.8	20.4
— francs suisses	11.5	11.3
Total ...	901.7	877.2
Total de la dette ...	7.890.6	8.949.9

SITUATION DE LA DETTE DU REICH AU 31 MARS DES ANNEES 1930 - 31 - 32

CATÉGORIES DE DETTES

	1930	1931	1932
	—	—	—
<i>I. Dettes de liquidation des anciens emprunts.</i>			
Titres pourvus de droits à l'amortissement par tirage au sort.	4.194.6	4.077.1	3.929.1
	—	—	—
<i>II. — Autres dettes contractées avant le 1^{er} janvier 1924.</i>			
Prêt de la Rentenbank	521.8	445.9	427.2
Dette du Reich envers la Reichsbank	181.3	180.4	179.5
Bons du Trésor remboursables de 1923, Série K.	0.4	0.4	0.4
Bons du Trésor de 1923 (empr. or) remboursables en 1935	18.3	18.3	18.2
Bons du Trésor 6 % de 1923 remboursables en 1932.	1.3	1.3	1.3
Bons du Trésor libellés en dollars..	9.4	4.4	4.4
	—	—	—
Total . . .	732.5	650.7	630.0
<i>III. — Nouvelles dettes.</i>			
1° Dettes extérieures:			
Emprunts extérieurs de 1924 (Emprunt DAWES)	823.7	784.5	741.6
Emprunt international 5 ½ % de 1930 (Emprunt YOUNG)		1.456.1	1.424.1
Emprunt extérieur 6 % de 1930 (Emprunt KREUGER)		525.0	525.0
Bons du Trésor sans intérêts émis par la Roumanie	30.0	15.0	
Dettes extérieures à court terme. . . .	210.0	525.0	524.4
	—	—	—
Total. . .	1.063.7	3.305.5	3.215.2

2° Dettes intérieures à long et
moyen terme.

Emprunt 6 % de 1927.....	500.0	500.0	500.0
Emprunt 7 % de 1929.....	183.0	183.0	183.0
Obligations résultant de la loi de liquidation de dommages de guerre du 30 mars 1930.....	987.7	1.044.2	1.052.6
Obligations résultant de l'ordonnan- ce de liquidation des dommages polonais du 15 juillet 1930....		124.8	225.9
Bons du Trésor 7 % de 1928 et Bons de dette.....	102.7	78.0	25.4
Bons du Trésor 7 % 1929, Série I	176.3	176.3	173.3
Bons du Trésor 7 % 1930, Série I		21.9	21.1
Bons du Trésor 7 % 1930, Série II et Bons de dette.....		15.6	15.6
Bons du Trésor 7 % de 1931, Séries I, III et V.....			220.0
Bons du Trésor 7 % de 1931, Séries I et III.....			37.2
Total . . .	1.949.7	2.143.8	2.454.1

IV. — *Dettes intérieures à court terme.*

Bons du Trésor sans intérêts.....	1.216.0	575.5	634.3
Traites du Reich.....	400.0	400.0	400.0
Autres prêts.....	23.0	151.5	81.5
Fonds de roulement à la Reichsbank	50.0	38.1	77.6
Total . . .	1.689.0	1.165.1	1.193.4
Total des dettes nouvelles . . .	4.702.4	6.614.5	6.862.6
Total général . . .	9.629.5	11.342.2	11.422.7

DEPENSES DU REICH

(y compris les sommes à reverser aux Pays et Communes)

	1926	1928	1930	1931	1932
Dépens. brutes du Reich	9.892.0	12.250.1	11.914	9.555.6	8.347.6
Y figurent :					
Dettes de guerre . .	1.309.5	2.178.5	1.816.5	972.3	280.0
Service des dettes .	588.5	737.8	989.9	908.1	943.5

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée.)

DETTE DU REICH

	31 Mars 1928	31 Déc. 1929	31 Mars 1930	31 Mars 1931
Dettes anciennes	4.547.8	4.193.7	4.194.6	4.071.1
Dettes en valeurs stables. .	1.012.0	770.4	732.5	650.7
Dettes nouvelles :				
Dette extérieure à moyen et court terme		240.0	240.0	540.0
Autres dettes extér.	833.9	826.7	823.7	2.765.5
Dettes intérieures à moyen et court terme	187.0	1.679.7	1.968.1	1.457.0
Autres dettes intér.	500.0	1.640.6	1.670.7	1.852.0
Dettes à des collectivités publiques.	»	»	»	»
Total de la dette du Reich	7.130.7	9.351.1	9.629.6	11.342.2

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée.)

LES BESOINS FINANCIERS TOTAUX DU REICH, DES PAYS ET DES COMMUNES, DE 1925 A 1932

1925.....	14.5
1926.....	17.2
1927.....	18.8
1928.....	20.8
1929.....	20.9
1930.....	20.4
1931.....	17.0
1932.....	14.5

(Frankfurter Zeitung.)

CREDITS EXTERIEURS A COURT TERME DES BANQUES ALLEMANDES

		Engagements en milliards marks	Créances (2) milliards marks	Solde milliards marks
Fin	1926	3.5	1.8	1.7
»	1927	5.7	2.3	3.4
»	1928	7.6	3.2	4.4
»	1929	8.6	3.6	5.0
Milieu	1930	9.2	3.7	5.5

(2) Sans la Reichsbank.

(Frankfurter Zeitung.)

LA BALANCE COMMERCIALE DU REICH

	<i>Impor.</i>	<i>Exp.</i>	EXCÉDENT	
			<i>Imp.</i>	<i>Exp.</i>
Moyenne mensuelle 1925-1929 . .	1.051	959	92	
Moyenne mensuelle 1930	866	1.003		132
Moy. mens. janv.-juin 1931	634	794		160
Juillet 1931	562	827		265
Août 1931.	454	803		349
Septembre 1931	448	835		387
Octobre 1931	483	879		396
Novembre 1931.	482	749		267

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée, 1932.)

PAIEMENTS DU PLAN DAWES

I. — <i>Période de moratoire:</i>	1 ^{re} année 1924-25	1.000 millions m. or
	2 ^e année 1925-26	1.220 —
II. — <i>Période transitoire:</i>	3 ^e année 1926-27	1.200 —
	4 ^e année 1927-28	1.750 —
III. — <i>Année type:</i>	5 ^e année 1928-29	2.500 —

Pour les années suivantes, devait s'ajouter aux 2,500 millions de marks-or de l'année type un supplément basé sur l'indice de prospérité.

PAIEMENTS DU PLAN YOUNG

Les 37 premières annuités vont en croissant d'une manière régulière de 1.642 millions de reichsmarks jusqu'à un maximum de 2.353 millions de reichsmarks (en 1965-66).

Inférieures à 2 milliards de reichsmarks jusqu'en 1940-41, elles dépasseront ensuite constamment cette somme.

BESOINS FINANCIERS EFFECTIFS DES PAYS ET DES AUTRES COLLECTIVITES LOCALES

	1925	1929	1930	1931	1932
Pays, Communes et Associations de Communes, Villes hanséatiques.....	9.144.5	12.829.7	12.244.4	10.375.0	8.777.0

Dr. Arnold BRECHT: Ausgaben von Reich Landern und Gemeinden.

DEVELOPPEMENT DE LA DETTE PUBLIQUE en millions de reichsmarks

TOTAL	REICH	Pays y compris les villes hanséatiques	Communes et Association de Communes	TOTAL des Administrations publiques
31 Mars 1928	7.130.7	1.693.2	5.714.7	14.598.6
31 Mars 1929	8.228.5	2.201.4	7.729.3	18.159.2
31 Mars 1930	9.629.6	2.590.2	9.098.7	21.318.5
31 Mars 1931	11.342.2	2.802.5	9.934.2	24.078.9

(Bulletin de Statistique et de Législation comparée.)

LES ECONOMIES DU REICH

MILLIARDS DE MARKS

Economies de dépenses de personnel réalisées par les réductions successives de traitements	1.2
Economies au titre des constructions nouvelles, octrois de prêts, versements à des fonds.....	2.5
Economies au titre des autres dépenses.....	1.9
Cessation des paiements de contributions de guerre ..	1.8
Total des économies ...	7.4
Augmentation des dépenses entraînées par des secours d'intérêt social ou économique.....	1.0
Total net des diminutions de dépenses ...	6.4

(Frankfurter Zeitung.)

MOUVEMENT DE L'OR

(Société d'Etudes et d'Informations Economiques)

	1931	1932	1933 (8 mois)
<i>Allemagne</i>	— 248	— 27	— 132
<i>Etats-Unis</i>	+ 145	— 446	— 74
<i>Royaume-Uni</i>	— 144	+ 81	+ 406
<i>France</i> . . .	+ 728	+ 828	+ 272
<i>Suisse</i> . . .	+ 223	+ 170	— 74
<i>Pays-Bas</i> . . .	+ 158	+ 116	— 103
<i>Belgique</i> . . .	+ 84	+ 144	+ 33

CHOMAGE

(Dépenses en millions de marks)

	1928	1930	1931	1932
Allocations de chômage	1.441.5	2.709.1	3.286.9	3.223.0

(Reichsanstalt für Arbeitslosenfürsorge,
Reich Gemeinden.)

BONS D'IMPOTS

Bons délivrés à l'occasion du paiement d'impôts				Bons délivrés comme primes pour l'emploi d'ouvriers supplémentaires			Bons remis en garantie. Trav. product. destinés à la lutte contre le chômage			
Exercices	Montant nominal	Bonifica- tion	TOTAL	Montant nominal	Bonifica- tion	TOTAL	TOTAL	Bonifica- tion	TOTAL	TOTAL Général
1934 à 1935	1.522.0	182.7	1704.7	100.0	12.0	112	600	—	600	2.416.7

NANCY, le 3 Juin 1934.

VU:

Le Président de Thèse:

L. BROCARD.

NANCY, le 4 Juin 1934.

VU:

Le Doyen de la Faculté de Droit:

F. SENN.

NANCY, le 8 Juin 1934.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER:

Le Recteur de l'Académie:

L. BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université.

Bibliographie

AUTEURS FRANÇAIS

- AFTALION: *Monnaie, Prix et Change*, Paris.
- G.-F. BONNET: *Les expériences monétaires contemporaines*.
- BROCARD Lucien: *Principes d'économie nationale et internationale*, 1929-1930, Paris.
- R. DERUIS: *La Concentration industrielle en Allemagne*, Paris (1929).
- FOIGNET: *Manuel d'économie politique*, tomes I et II.
- SAINT-GERMÈS: *La S.D.N. et les emprunts internationaux*, Paris.
- Adrien GROSBUS: *La dette publique allemande depuis 1914 et la crise monétaire*, Paris (1930).
- Hermant MARX: *Les paradoxes économiques de l'Allemagne moderne*, Paris.
- André MORTESSIER: *Le rôle de la Banque des Règlements Internationaux*, Paris.
- REBOUD: *Economie politique*, tomes I et II.
- TOMITCH: *Contingentement et commerce international*, Nancy (1933).
Le Traité de Versailles.
Le Plan Dawes.
Le Plan Young (Paris).

AUTEURS ALLEMANDS

- BECKERATH: *Autarkie oder internationale Zusammenarbeit*, Berlin (1932).
- BRECHT: *Die Ausgaben des Reichs*, Berlin (1931).
Die Finanzlage der Gemeinden, Berlin (1932).
- Verlag der « Frankfurter Zeitung »: *Die Gesetze und Verordnungen*
Folge 2 — 1933.
Folge 4 — 1933.
Folge 12 — 1933, Frankfurt (1933).
- Die Notverordnungen*
Folge 11 — 1932.
Folge 13 — 1932.
- F. HIRTH - STRESEMANN.
- O. KITZINGER: *Finanzreform und Wirtschaftspolitik*, Berlin (1930).
- K. v. KLREFELD: *Die deutsche Wirtschaftsreform*, Berlin (1932).
- KOCH: *Die Arbeitslosigkeit und ihre Ursachen*, Berlin (1933).

- Dr. K. MARDER: *Der Schuldenstand der deutschen Städte über 25.000 Einwohner am Jahresende 1926*, Berlin (1927).
- Dipl. Volksw. Mantz.: *Die Verwertung von Sperr-und Registerguthaben, wie Scrips für den zusätzlichen Export*, Karlsruhe (1933).
- Dr. SCHACHT: *Das Ende der Reparationen*. Oldenburg (1930).
- Reichskreditgesellschaft A. G.: *Das Zusatzverfahren*.
- Dr. L. REINER: *Wie kam es zu der Geldkrise im Juli 1931*, München (1931).
- TEERHALLER: *Deutschlands Finanznot*, Berlin (1932).
- WELTER: *Der Krach von 1931*. Frankfurt (1932).
- Stockung, die deutsche Wirtschaft 1929*, Frankfurt (1930).
- K. WINKLER: *Zahlen sehen Euch an.*, Berlin (1930).



ARTICLES

- Les projets de dégel financier et la situation de l'Allemagne. — *Le Mois*, février 1931.
- La crise allemande 1931. — *Le Mois*, juillet 1931.
- L'aspect économique du problème des Réparations. — *Le Mois*, janvier 1932.
- La réaction protectionniste et la crise mondiale. — *Le Mois*, fév. 1932.
- Contingentement von Papen pris entre l'industrie et l'agriculture. — *Le Mois*, octobre 1932.
- L'accord de Lausanne. — *Le Mois*, décembre 1932.
- Le chômage en Allemagne. — *Revue Politique et Parlementaire*, mars 1932.
- L'Allemagne en crise bancaire. — *Revue Politique et Parlementaire*, avril 1932.
- L'Allemagne (Situation en). — *Revue Politique et Parlementaire*, août 1932.
- L'Allemagne devant la faillite. — *Revue Politique et Parlementaire*, novembre 1932.
- Les crédits allemands à la Russie (U.R.S.S.). — *Revue Politique et Parlementaire*, novembre 1932.
- Rapport du Comité financier de Bâle. — *Revue Politique et Parlementaire*, septembre 1931.
- L'offre du Président Hoover. — *Revue Economique et Financière*, 1931.

Les crédits gelés. — *Revue Economique Internationale*, avril 1932.

La crise économique allemande (Dr. W. WEDDINGEN (Allem.)) — *Revue Economique Internationale*, 1932.

La crise de banques en Allemagne (Dr. ERNST STERN). — *Revue Economique Internationale*, 1932.

Les concours et cartels dans la situation économique actuelle de l'Allemagne (Rr. R. LIEFMANN (Allem.)). — *Revue Economique Internationale* (1932).

PERIODIQUES

Bulletin de Statistique et de Législation comparée.

Le Capital.

Conferencia.

Europe.

L'Etat moderne.

L'Esprit International.

L'Information Economique.

L'Intransigeant.

Journal officiel de la S.D.N.

L'Orientation Economique et Financière.

Le Mois.

Revue des Deux Mondes.

Revue Economique Internationale.

Revue Politique et Parlementaire.

Berliner Tageblatt.

Deutsche Allgemeine Zeitung.

Frankfurter Zeitung.

Wiener Neueste Nachrichten.

Neue Zürcher Zeitung.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	7
I. PARTIE. — Les causes financières de la crise	19
SECTION I. — Les dettes publiques et leur accroissement	21
<i>Chapitre I.</i> — L'endettement des Pays et Communes	23
§ 1. — Les principales dépenses	27
§ 2. — Les recettes	31
§ 3. — La balance des créances et des dettes. Les emprunts	33
<i>Chapitre II.</i> — L'endettement du Reich	37
§ 1. — Les dépenses	38
§ 2. — Les recettes et l'endettement	40
SECTION II. — Les dettes privées et leur accroissement	42
<i>Chapitre I.</i> — L'industrie	44
<i>Chapitre II.</i> — L'agriculture allemande	53
SECTION III. — La balance économique de l'Allemagne et le problème du transfert des réparations	56
II. PARTIE. — Le développement de la crise et sa répercussion	65
SECTION I. — Les facteurs immédiats de la crise	67
<i>Chapitre I.</i> — Les facteurs extérieurs	69
<i>Chapitre II.</i> — Les facteurs intérieurs	73
SECTION II. — La politique de crise à l'égard des banques et de la monnaie	78
<i>Chapitre II.</i> — Mesures immédiates de défense, restric- tions de crédit et moratoire	82
<i>Chapitre II.</i> — La réorganisation bancaire et l'Etat	88
<i>Chapitre III.</i> — Le régime nouveau des capitaux et des moyens de paiements	92
SECTION III. — Politique de crise à l'égard de l'industrie et du commerce	98
<i>Chapitre I.</i> — L'industrie	99
<i>Chapitre II.</i> — Le commerce international	103
<i>Chapitre III.</i> — Le chômage	106
SECTION IV. — La politique fiscale	110
<i>Chapitre I.</i> — Mesure de liquidation	112
<i>Chapitre II.</i> — Réorganisation financière	115
SECTION V. — La crise et les problèmes internationaux	119
<i>Chapitre I.</i> — La liquidation des réparations	120
<i>Chapitre II.</i> — Les autres dettes de l'Allemagne	127
CONCLUSION	129
STATISTIQUES	133
BIBLIOGRAPHIE	143

